

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202151]

13 FEVRIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'aides agro-environnementales et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1310/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant certaines dispositions transitoires relatives au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), modifiant le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les ressources et leur répartition pour l'exercice 2014 et modifiant le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil ainsi que les Règlements (UE) n° 1307/2013, (UE) n° 1306/2013 et (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne leur application au cours de l'exercice 2014;

Vu le Règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le Règlement (UE) n° 65/2011 de la Commission du 27 janvier 2011 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural;

Vu le décret du 27 juin 2013 prévoyant des dispositions diverses en matière d'agriculture, d'horticulture et d'aquaculture, notamment les articles 8, 9, 10, 11, 15;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 novembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 décembre 2013;

Vu l'absence d'avis remis dans les délais par la cellule autonome d'avis en développement durable conformément à l'article 11, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 octobre 2013 portant exécution du décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable en vue de la mise en place d'une cellule autonome d'avis en développement durable;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, en date du 2 janvier 2014;

Vu l'avis 54.975/4 du Conseil d'Etat, donné le 13 janvier 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o conditionnalité : les exigences réglementaires en matière de gestion et les normes en matière de bonnes conditions agricoles et environnementales mentionnées aux articles 4, 5 et 6 du Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

2^o décret du 27 juin 2013 : décret du 27 juin 2013 prévoyant des dispositions diverses en matière d'agriculture, d'horticulture et d'aquaculture;

3^o demande d'aide : demande d'aide au sens de l'article 2, a), du Règlement n° 65/2011;

4^o demande de paiement : demande de paiement au sens de l'article 2, b), du règlement n° 65/2011;

5^o engagement : l'ensemble des conditions prévues au cahier des charges que l'agriculteur accepte de respecter suite à sa demande d'aide;

6^o exploitation : l'ensemble des unités de production, situées sur le territoire géographique de la Belgique, gérées de façon autonome par un seul et même agriculteur;

7^o période de programmation : la période qui couvre un programme de développement rural pour une durée déterminée par la législation européenne;

8^o programme wallon de développement rural : le programme au sens de l'article 15 du Règlement 1698/2005;

9^o prairies permanentes : toute parcelle agricole déclarée au système intégré de gestion et de contrôle, en abrégé : « SIGEC », pour l'année en cours comme prairie permanente;

10^o Règlement n° 1698/2005 : le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

11^o Règlement n° 1974/2006 : le Règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

12^o Règlement n° 1122/2009 : le Règlement (CE) n° 1122/2009 de la Commission du 30 novembre 2009 fixant les modalités d'application du Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité, la modulation et le système intégré de gestion et de contrôle dans le cadre des régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs prévus par ce règlement ainsi que les modalités d'application du Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité dans le cadre du régime d'aide prévu pour le secteur vitivinicole;

13^o Règlement n° 65/2011 : le Règlement (UE) n° 65/2011 de la Commission du 27 janvier 2011 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural;

14^o Sanitrace : le système automatisé de traitement des données concernant l'identification et l'enregistrement des animaux utilisé par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire;

15^o « site Natura 2000 » : tout site Natura 2000 au sens de l'article 1^{er}, 18^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

16° structure écologique principale : la structure écologique principale au sens des articles 6 à 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale;

17° UGB : unité de gros bétail ou l'unité de référence permettant d'agréger le bétail de différentes espèces et de différents âges en utilisant des coefficients spécifiques établis initialement sur la base des besoins nutritionnels ou alimentaires de chaque type d'animal;

18° unité de production : l'ensemble des moyens de production en connexité fonctionnelle et à l'usage exclusif de l'agriculteur, en ce compris les bâtiments, les infrastructures de stockage, les animaux d'élevage, les parcelles agricoles et les stocks d'aliments, qui sont nécessaires en vue de pratiquer une ou plusieurs activités agricoles;

19° zone défavorisée : les zones défavorisées définies à l'article 1^{er}, 29°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole.

CHAPITRE II. — *Dispositions générales*

Art. 2. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sur les parcelles agricoles ou sur les exploitations situées totalement ou partiellement en Région wallonne, et déclarées par un agriculteur dans la demande unique comme faisant l'objet d'un engagement pour une mesure agro-environnementale telle que définie à l'annexe 1^{re}.

Art. 3. La mise en œuvre d'une ou de plusieurs des méthodes ou sous-méthodes, définies à l'annexe 1^{re}, de production peut faire l'objet d'aides agro-environnementales au sens de l'article 36 du Règlement n° 1698/2005.

Art. 4. L'annexe 2 définit les obligations à respecter par l'agriculteur pour chacune des méthodes et des sous-méthodes, dénommées « cahier des charges », pour obtenir les aides correspondantes. Les méthodes concernent uniquement des éléments faisant partie de l'exploitation de l'agriculteur concerné.

CHAPITRE III. — *Introduction de la demande d'aide agro-environnementale*

Art. 5. § 1^{er}. Sous peine d'irrecevabilité, l'agriculteur introduit une demande d'aide au plus tard pour le 1^{er} novembre de l'année précédant le début de son engagement.

L'organisme payeur met à disposition de l'agriculteur un formulaire de demande d'aide sur son site internet ou auprès de la Direction extérieure de son ressort.

Sans préjudice des cas de force majeure et des circonstances exceptionnelles visés au chapitre 9, le dépôt d'une demande d'aide après la date limite, établie conformément à l'alinéa 1^{er}, est irrecevable.

Le formulaire de demande d'aide contient toutes les informations nécessaires à la mission de l'organisme payeur et contient au minimum les informations suivantes :

1° l'identification du bénéficiaire;

2° l'identification des parcelles de l'exploitation faisant l'objet de la demande d'aide;

3° la ou les méthodes choisies par l'agriculteur;

4° une attestation sur l'honneur de faire les démarches pour l'obtention d'un avis conforme ou la preuve de l'obtention de l'avis conforme si l'avis conforme est requis pour la méthode pour laquelle l'agriculteur s'engage.

Chaque méthode ou sous-méthode à laquelle l'agriculteur souscrit dans sa demande d'aide constitue un engagement distinct.

L'organisme payeur envoie, suivant les mêmes modalités que celles prévues à l'article 7, § 2, au plus tard pour le 20 décembre précédant le début de son engagement, un courrier confirmant à l'agriculteur que son engagement est recevable à l'aide et qu'il démarre le 1^{er} janvier suivant.

§ 2. La demande de paiement est introduite dans le délai prescrit sous peine de nullité pour l'introduction du formulaire de demande unique en vertu de l'article 11, § 2 du Règlement (CE) n° 1122/2009. La demande est accompagnée des éventuelles pièces justificatives demandées par l'organisme payeur dans la demande unique, conformément à l'article 8 du Règlement n° 65/2011.

§ 3. Toute modification éventuelle de la demande d'aide ou de la demande de paiement est envoyée ou déposée à l'organisme payeur au plus tard le 31 mai de l'année considérée pour autant qu'un contrôle sur place n'ait pas eu lieu et n'ait pas révélé des irrégularités avant la modification.

Art. 6. Si l'agriculteur souhaite poursuivre son engagement à l'issue de son engagement de cinq ans, il introduit une nouvelle demande d'aide selon les modalités de l'article 5, sous peine d'irrecevabilité de sa demande d'aide.

L'organisme payeur informe l'agriculteur qu'il est dans sa dernière année d'engagement via les documents informatifs joints au formulaire de demande unique.

Art. 7. § 1^{er}. L'organisme payeur analyse l'admissibilité de la parcelle agricole ou de l'élément agro-environnemental ou de l'exploitation à la demande d'aide.

§ 2. L'organisme payeur notifie par un document l'admissibilité ou l'inadmissibilité de la demande de paiement de l'agriculteur au plus tard pour le 30 juin suivant l'introduction de sa demande.

L'organisme payeur indique également que, si des contrôles administratifs ou sur place révèlent que l'agriculteur ne remplit pas les conditions correspondantes du cahier des charges repris en annexe 2, il sera procédé à une réduction, voire une récupération du montant des aides.

CHAPITRE IV. — *Conditions relatives à la demande d'aide agro-environnementale*

Art. 8. § 1^{er}. La demande d'aide est recevable uniquement si l'agriculteur satisfait aux conditions suivantes :

1° être identifié auprès de l'organisme payeur dans le cadre du système intégré de gestion et de contrôle, en abrégé : « SIGEC » conformément aux articles 19 et 20 du décret du 27 juin 2013;

2° avoir une unité de production situé sur le territoire belge;

3° s'engager, dans sa demande d'aide, à mettre en œuvre une ou plusieurs des méthodes mentionnées à l'annexe 1^{re}, aux conditions fixées à l'annexe 2, pendant une durée de cinq ans à partir du 1^{er} janvier qui suit l'introduction de la demande d'aide;

4° avoir introduit sa demande d'aide par le biais du formulaire prévu à l'article 5, § 1^{er};

5° avoir joint l'avis conforme et l'avis technique visés à l'article 10 uniquement pour les méthodes définies à l'annexe 1^{re} pour lesquelles un tel avis est obligatoire en vertu de l'annexe 2, à la demande d'aide ou joindre une attestation sur l'honneur que l'agriculteur est en ordre pour le 1^{er} janvier qui suit l'introduction de la demande d'aide.

§ 2. Les demandes annuelles de paiement ne sont recevables que si elles satisfont aux conditions prévues au paragraphe 1^{er}, 1° et 2°, et qu'elles sont introduites dans le formulaire de demande unique conformément à l'article 8 du Règlement (CE) n° 65/2011.

Art. 9. La demande d'aide et les demandes annuelles de paiement sont admissibles uniquement si l'agriculteur répond aux conditions suivantes :

1° exploiter sur le territoire de la Région wallonne les parcelles agricoles pour lesquelles l'agriculteur sollicite les aides agro-environnementales;

2° désigner dans la demande d'aide les parcelles, déclarées non incluses dans une surface de compensation écologique, sur lesquelles l'agriculteur exécute son engagement;

3° n'avoir pas fait l'objet d'une décision de réduction de niveau 8 visée à l'article 28, § 3, 8°.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, la mention d'une parcelle hors du territoire de la Région wallonne, ou incluse dans une surface de compensation écologique, dans une demande d'aide ou de paiement annuelle, aboutit à l'inadmissibilité de la demande pour la parcelle qui est située, soit hors du territoire de la Région wallonne, soit dans une surface de compensation écologique.

Si l'agriculteur souhaite cumuler plusieurs méthodes sur une même parcelle, les nouveaux engagements concernés sont admis uniquement si ce cumul est conforme au tableau de l'annexe 3.

Si un nouvel engagement est sollicité pour une méthode déterminée sur une parcelle déjà concernée par un engagement en cours portant sur la même méthode, le nouvel engagement n'est pas admis.

CHAPITRE V. — *Avis conforme pour les méthodes ciblées*

Art. 10. § 1^{er}. Pour mettre en œuvre les méthodes ciblées telles que définies à l'annexe 1^{re}, l'agriculteur sollicite du Ministre ou de son délégué un avis conforme tel que prévu à l'article 8, § 1^{er}, 5°. L'avis conforme établit les conditions spécifiques, déterminées par rapport à la situation environnementale de la parcelle concernée ou de l'exploitation que l'agriculteur respecte.

§ 2. L'avis conforme est rendu par un des services de l'administration désigné par le Ministre en dehors de l'organisme payeur, sur base d'un avis technique.

L'avis technique peut être élaboré par un organisme délégué par l'administration sur la base de critères objectifs définis par le Ministre. Les critères objectifs tiennent compte des cahiers des charges visés à l'annexe 1^{re} et des actes délégués ainsi que des actes d'exécution pris en vertu de l'article 28, § 10, du Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1695/2005 du Conseil.

L'avis technique est joint à l'avis conforme envoyé à l'organisme payeur.

§ 3. L'avis conforme n'est pas remis s'il porte sur des parcelles :

1° qui ne remplissent pas les conditions d'admissibilité à l'aide;

2° dont la localisation n'est pas pertinente par rapport au cahier des charges.

CHAPITRE VI. — *Engagements*

Art. 11. Les engagements pour la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des méthodes ou sous méthodes, telles que visées à l'annexe 1^{re}, portent sur les éléments agro-environnementaux durant toute la durée de l'engagement visée à l'article 8, § 1^{er}, 3°, ou en cas d'ajout d'éléments supplémentaires dans sa demande de paiement annuelle, pour la durée de l'engagement restant à courir.

Un engagement à mettre en œuvre des méthodes visées à l'annexe 1^{re}, qui peut permettre une rotation, peut porter chaque année sur des parcelles différentes déclarées par l'agriculteur pour autant que la méthode concernée couvre une superficie au moins égale à celle prévue dans sa demande d'aide, ou dans sa demande annuelle de paiement si son engagement initial a été augmenté.

Art. 12. Conformément à l'article 39, § 3, du règlement n° 1698/2005, les engagements dépassent les normes obligatoires établies dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 fixant les lignes directrices de la conditionnalité prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune en matière agricole, les exigences minimales pour les engrais et les produits phytosanitaires, ainsi que les autres exigences obligatoires appropriées établies par la législation fédérale ou régionale.

L'ensemble des exigences visées à l'alinéa 1^{er} constitue la ligne de base des engagements.

Art. 13. En application de l'article 4, § 8, du Règlement n° 65/2011, aucun paiement n'est effectué en faveur d'un agriculteur au sujet duquel il est établi qu'il a créé artificiellement les conditions requises pour bénéficier de tels paiements et obtenir ainsi un avantage non conforme aux objectifs du régime d'aide agro-environnementale.

CHAPITRE VII. — *Paiement*

Art. 14. Les aides agro-environnementales sont payées sur une période de cinq ans par tranches annuelles. La période couverte par une tranche annuelle débute le 1^{er} janvier de l'année à laquelle elle se rapporte pour se terminer le 31 décembre la même année.

Chaque tranche annuelle est versée à l'agriculteur qui a introduit sa demande de paiement annuelle correspondante pour autant que toutes les conditions des engagements soient respectées durant la période couverte par la tranche visée, et qu'il remplit toujours les conditions visées à l'article 8, § 1^{er}, 1° à 3°.

Conformément à l'article 9 du Règlement (CE) n° 65/2011, l'organisme payeur peut, en tenant compte du risque de trop-perçu, payer un pourcentage de l'aide pouvant atteindre 75 pour cent à l'issue des contrôles administratifs. Le pourcentage du paiement est identique pour tous les agriculteurs bénéficiaires de la méthode ou des méthodes.

Conformément à l'article 9 du Règlement (CE) 65/2011, aucun paiement lié à une méthode ou à un ensemble d'opérations n'est effectué avant que les contrôles relatifs aux critères d'admissibilité ne soient finalisés.

Art. 15. Pour les méthodes visées à l'annexe 1^{re} :

1° sauf circonstances particulières, chaque tranche annuelle est payée dans les six mois qui suivent la fin de la période à laquelle elle se rapporte;

2° les tranches annuelles sont établies sur la base de la demande de paiement annuelle que l'agriculteur renvoie conformément aux instructions de l'organisme payeur, et des contrôles administratifs ou effectués sur place, conformément à l'article 10, § 2, du Règlement n° 65/2011;

3° pour chaque année, une notification du montant des aides octroyées, reprenant le calcul des aides, est envoyée à l'agriculteur après le paiement de celles-ci.

Art. 16. Les paiements agro-environnementaux sont versés à l'agriculteur dans la limite du crédit budgétaire disponible.

En cas d'insuffisance de fonds, le Ministre peut décider que les agriculteurs ne peuvent plus prendre de nouveaux engagements pour certaines méthodes visées à l'annexe 1^{re}.

Le Ministre détermine les méthodes pour lesquelles l'agriculteur ne peut plus prendre de nouveaux engagements, en tenant compte :

1° du ciblage des mesures en conformité avec les législations européennes, de son coût et de son bénéfice en termes agro-environnementaux;

2° du degré d'atteinte des objectifs fixés pour la méthode dans le programme wallon de développement rural.

CHAPITRE VIII. — *Changements de l'engagement*

Section 1^{re}. — Transfert de l'engagement

Art. 17. § 1^{er}. Conformément à l'article 44, § 1^{er}, du Règlement n° 1974/2006, en cas de transfert d'engagement, l'agriculteur repreneur peut reprendre l'engagement de l'agriculteur cédant pour la période restant à courir. Si l'agriculteur repreneur ne reprend pas les engagements de l'agriculteur cédant, l'agriculteur cédant rembourse l'intégralité des aides perçues.

§ 2. Le transfert d'engagement correspond au transfert d'exploitation, des parcelles agricoles, ou des animaux concernés et est notifié à l'organisme payeur par écrit par l'agriculteur repreneur et l'agriculteur cédant endéans les quarante-cinq jours à compter du transfert au moyen du formulaire prévu à cet effet dans la demande unique.

L'agriculteur repreneur poursuit les engagements pour la période restant à courir.

Si, par application du chapitre 10, section 2, l'engagement repris est arrêté, l'agriculteur repreneur rembourse toutes les aides qui lui ont été versées au titre de l'engagement en cours, ainsi que les aides concernées versées à l'agriculteur cédant depuis le début de l'engagement qu'avait pris ce dernier.

§ 3. Un transfert est considéré avoir eu lieu le premier jour de la période annuelle telle que visée à l'article 14, alinéa 1^{er}, qui suit la notification du transfert. L'agriculteur cédant bénéficie des aides correspondantes à la période annuelle durant laquelle la notification du transfert a eu lieu pour autant que toutes les conditions de recevabilité et d'admissibilité, ainsi que les engagements, aient été respectés par lui-même et le repreneur durant la période annuelle concernée.

Un transfert peut être effectué par le biais d'une modification organisée à l'article 5, § 3. Dans ce cas, le transfert est considéré avoir été notifié pendant la période annuelle ayant précédé cette notification.

Si l'agriculteur repreneur ne respecte pas les conditions durant la période annuelle qui suit cette notification telle que visée à l'alinéa 2, les aides pour la période annuelle durant laquelle le transfert a eu lieu sont réduites ou remboursées par l'agriculteur repreneur, et, le cas échéant, les aides versées pour les périodes antérieures sont remboursées par l'agriculteur repreneur.

Les conditions de recevabilité et d'admissibilité des engagements transférés sont évaluées en fonction de ces derniers, sans que les méthodes auxquelles l'agriculteur repreneur a déjà souscrit avant le transfert ne soient prises en compte dans le cadre de cette évaluation.

§ 4. Tant en cas d'échange de parcelles que de transfert d'exploitation, les engagements pour les méthodes ou sous-méthodes liées à ces parcelles continuent à s'appliquer sur ces parcelles.

Art. 18. Conformément à l'article 44 du Règlement n° 1974/2006, l'organisme payeur n'exige pas le remboursement visé à l'article 18, § 1^{er}, dans les cas suivants :

1° lorsque l'agriculteur cédant cesse définitivement ses activités agricoles, alors qu'il s'est déjà acquitté durant trois ans de son engagement et que la reprise de l'engagement par un successeur se révèle irréalisable;

2° lorsque le transfert d'une partie de l'exploitation de l'agriculteur intervient au cours d'une période de prolongation de l'engagement, conformément à l'article 27, § 12, alinéa 2, du Règlement n° 1974/2006, et que le transfert porte au maximum sur 50 pour cent de la surface concernée par l'engagement avant la prolongation;

3° lorsque le transfert provoque uniquement des changements mineurs de la situation de l'exploitation et que l'application de l'article 18, § 1^{er}, aboutit à des résultats inappropriés eu égard aux engagements souscrits.

Section 2. — Transformation de l'engagement

Art. 19. § 1^{er}. En application de l'article 27, § 11, du Règlement n° 1974/2006, la transformation d'un engagement en un autre durant sa période d'exécution est autorisée par l'organisme payeur pour autant que les conditions suivantes soient satisfaites :

1° la demande de transformation est introduite selon le délai et les modalités fixées par l'organisme payeur;

2° la transformation demandée est une transformation autorisée en vertu du § 2;

3° toutes les conditions d'admissibilité de la nouvelle méthode ou sous-méthode telles que précisées à l'annexe 2 sont rencontrées;

4° l'avis conforme du Ministre ou de son délégué, hors organisme payeur, prévu à l'article 10, est, le cas échéant, joint à la demande de transformation.

En cas d'acceptation, un nouvel engagement de cinq ans pour la nouvelle méthode ou sous-méthode pratiquée prend cours au 1^{er} janvier qui suit l'année d'introduction de la demande de transformation et un remboursement n'est pas exigé pour les paiements des périodes précédentes.

§ 2. Les transformations sont autorisées pour autant qu'il y ait une valorisation environnementale plus grande conformément à l'annexe 4.

Section 3. — Modification de l'engagement

Art. 20. La modification d'un engagement pour les méthodes ou sous-méthodes pour lesquelles une majoration est autorisée conformément à l'annexe 2 est permise.

Art. 21. Conformément à l'article 27, § 12, du Règlement 1974/2006, pour les méthodes visées à l'annexe 1^{re}, l'engagement peut être adapté sur la base d'un diagnostic de terrain réalisé à la demande de l'agriculteur ou sur proposition des conseillers environnementaux.

Section 4. — Révision de l'engagement

Art. 22. § 1^{er}. Conformément à l'article 46 du Règlement n° 1974/2006, en cas de modification de la ligne de base des engagements visée à l'article 13, les engagements en cours sont adaptés. Cette disposition s'applique à tous les engagements pris à partir de la campagne 2011.

L'adaptation mentionnée à l'alinéa 1^{er} peut consister en un arrêt des engagements si la ligne de base est relevée au même niveau que le cahier des charges.

Si l'adaptation de l'engagement permet à ce dernier de se poursuivre sur base d'un cahier des charges modifié, les montants des aides versées peuvent être revus sur la base visée à l'alinéa 1^{er}.

Si l'adaptation n'est pas acceptée par l'agriculteur, l'engagement prend fin et l'agriculteur ne rembourse pas les aides déjà reçues pour les périodes écoulées.

§ 2. L'organisme payeur informe l'agriculteur de l'application du § 1^{er} par voie de presse ou par courrier individuel.

CHAPITRE IX. — *Cas de force majeure, de circonstances exceptionnelles et d'erreur manifeste*

Art. 23. Le remboursement n'est pas exigé dans les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles mentionnés à l'article 47, § 1^{er}, a) à f), du Règlement (CE) n° 1974/2006, et lorsque des travaux d'intérêt public empêchent le respect de l'engagement.

Dans les éventualités reprises à l'alinéa 1^{er}, l'agriculteur informe par écrit l'organisme payeur, en notifiant des pièces justificatives, dans les dix jours ouvrables à compter du jour où il est en mesure de le faire, conformément à l'article 47, § 2, du Règlement n° 1974/2006.

Art. 24. § 1^{er}. Conformément à l'article 3, § 4, du Règlement n° 65/2011, la demande d'aide peut être adaptée à tout moment après son dépôt en cas d'erreur manifeste admise par l'organisme payeur.

§ 2. Conformément à l'article 5, § 3, du Règlement n° 65/2011, l'obligation de remboursement en cas de paiement indu ne s'applique pas si le paiement a été effectué à la suite d'une erreur de l'organisme payeur ou d'un organisme délégué de l'organisme payeur, et si l'erreur ne pouvait raisonnablement être décelée par l'agriculteur.

Toutefois, lorsque l'erreur a trait à des éléments factuels pertinents pour le calcul de l'aide agro-environnementale, l'alinéa 1^{er} s'applique uniquement si la décision de recouvrement n'a pas été communiquée dans les douze mois suivant le paiement.

Art. 25. Conformément à l'article 45, § 4, du Règlement n° 1974/2006, l'agriculteur qui n'est plus à même de respecter ses engagements du fait que son exploitation fait l'objet d'un aménagement foncier ou d'autres interventions publiques similaires d'aménagement foncier, le notifie à l'organisme payeur, par écrit, avant la date de prise d'occupation.

L'agriculteur adapte ses engagements initiaux à la nouvelle situation de l'exploitation, en concertation avec l'organisme payeur et, le cas échéant, avec l'organisme délégué, lorsque la méthode requiert un avis conforme ou un avis technique, et selon ses instructions.

L'organisme payeur ou, le cas échéant, l'organisme délégué notifie à l'agriculteur le contenu des engagements adaptés.

Si l'adaptation visée à l'alinéa 2 s'avère impossible, l'engagement prend fin sans qu'un remboursement ne soit demandé pour la période d'engagement écoulée. Dans ce cas, la fin de l'engagement concerné est notifiée à l'agriculteur par l'organisme payeur.

CHAPITRE X. — *Contrôle, réduction et remboursement*Section 1^{re}. — Contrôle

Art. 26. § 1^{er}. L'organisme payeur ou les organismes à qui il délègue tout ou partie de ses missions de contrôle vérifie le respect des :

1° conditions d'octroi des aides ainsi que le respect des engagements à exécuter les méthodes et sous-méthodes visées à l'annexe 1^{re};

2° conventions conclues dans le cadre des méthodes visées qui nécessitent la conclusion de telles conventions.

L'organisme payeur délègue à un ou des organismes l'exécution des contrôles sur place en ce qui concerne le respect du contenu de l'avis technique des méthodes visées à l'annexe 1 qui requièrent un tel avis.

§ 2. Tout refus de contrôle d'un agriculteur entraîne de plein droit la perte de l'aide.

A l'issue des contrôles administratifs ou sur place, les régimes de réductions et d'exclusions définis aux articles 16 à 18, 21 et 22 du Règlement n° 65/2011, sont d'application pour le calcul du montant de l'aide octroyée.

Section 2. — Réduction et remboursement des aides

Art. 27. § 1^{er}. Le non-respect des dispositions prévues dans le présent arrêté et ses annexes, ainsi que des conditions spécifiques définies dans l'avis conforme en vertu de l'article 10, entraîne la réduction des aides qui est appliquée conformément et dans l'ordre fixé à l'article 22 du Règlement n° 65/2011.

§ 2. Conformément à l'article 18, § 2, du Règlement n° 65/2011, la conséquence d'un non respect est déterminée par l'organisme payeur en fonction de la gravité, de l'étendue et du caractère persistant du manquement constaté.

§ 3. Le régime de réduction et de refus des aides est réparti en huit niveaux, établis comme suit :

1° Niveau 1 : avertissement avec obligation de remise en état de l'objet pour lequel l'engagement est souscrit;

2° Niveau 2 : réduction de 10 pour cent sur le paiement annuel pour la parcelle considérée;

3° Niveau 3 : réduction de 50 pour cent du paiement annuel pour la parcelle considérée;

4° Niveau 4 : suppression du paiement annuel pour la parcelle considérée;

5° Niveau 5 : suppression du paiement annuel pour la méthode considérée;

6° Niveau 6 : suppression du paiement annuel pour la parcelle considérée, arrêt de l'engagement pour la parcelle considérée et récupération des montants perçus pour la parcelle considérée depuis le début de l'engagement;

7° Niveau 7 : suppression annuelle du paiement annuel pour la méthode considérée, arrêt de l'engagement pour la méthode considérée et récupération des montants perçus pour la méthode considérée depuis le début de l'engagement;

8° Niveau 8 : suppression de la méthode et récupération des montants déjà perçus depuis le début de l'engagement et inaccessibilité de la méthode pendant deux ans.

§ 4. Le Ministre est habilité à établir une grille de réduction en fonction des manquements.

Le niveau de réduction prononcé peut être plus élevé ou plus bas que le niveau déterminé dans la grille de réduction en fonction de la gravité, de l'étendue et de la persistance du manquement constaté.

§ 5. Conformément à l'article 18, § 3, du Règlement n° 65/2011, si le manquement résulte d'irrégularités commises intentionnellement, l'agriculteur est exclu de la mesure considérée pendant l'année civile en cause, ainsi que la suivante.

§ 6. Si plusieurs cas de non-respect des conditions sont constatés pour une même méthode ou pour une même parcelle, le niveau de réduction d'aide retenu correspond au niveau le plus élevé.

En cas de récidive ou de persistance de l'irrégularité au cours de la même période d'engagement, le niveau de la réduction d'aide est majoré de deux niveaux.

Art. 28. Sans préjudice des articles 53 à 56 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon, en cas de paiement indu, l'article 5 du Règlement n° 65/2011 et les articles 41 à 43 du décret du 27 juin 2013 sont d'application.

CHAPITRE XI. — *Recours*

Art. 29. § 1^{er}. Sans préjudice du § 2, en cas de contestation portant sur les décisions prises en vertu du présent arrêté, l'agriculteur peut introduire un recours conformément aux articles 31 et 33 du décret du 27 juin 2013. Si l'agriculteur en dispose, le recours est accompagné des documents justificatifs sous peine d'irrecevabilité.

Ce recours est introduit auprès du fonctionnaire dirigeant de l'organisme payeur, dans les formes et délais prévus aux articles 31 à 33 du décret du 27 juin 2013.

En cas d'introduction d'un recours, l'agriculteur poursuit l'application des méthodes ou sous-méthodes agro-environnementales souscrites jusqu'au moment de la décision définitive de l'organisme payeur.

§ 2. L'agriculteur peut introduire un recours contre les décisions relatives à un avis conforme, prises en vertu des articles 10 et 22, auprès du Ministre ou de son délégué, dans le respect des articles 31 à 33 du décret du 27 juin 2013. Tout recours envoyé sous une autre forme, en dehors du délai prévu ou sans justificatif entraîne l'irrecevabilité du recours.

CHAPITRE XII. — *Délégations et dérogations*

Art. 30. § 1^{er}. Le fonctionnaire dirigeant de l'organisme payeur ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace :

1° a la délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux aides agro-environnementales afférentes aux méthodes mentionnées à l'annexe 1^{re};

2° arrête tout autre document relatif aux dispositions administratives et particulièrement au contrôle des engagements.

§ 2. L'Inspecteur général du Département de l'Environnement et de l'Eau de l'administration, ou en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace :

1° arrête la procédure interne et définit les documents nécessaires pour la demande d'avis conforme visé à l'article 10;

2° fixe la liste des critères objectifs sur lesquels l'avis conforme visé au 1° est établi et communique la liste au fonctionnaire dirigeant de l'organisme payeur.

CHAPITRE XIII. — *Dispositions transitoires*

Art. 31. § 1^{er}. Conformément à l'article 46, § 2, du Règlement n° 1974/2006 tel que modifié par le Règlement d'exécution (UE) n° 679/2011 de la Commission du 14 juillet 2011 modifiant le Règlement (CE) n° 1974/2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), les engagements en cours, conclus à partir de la campagne 2011, sont adaptés au cadre juridique de la période de programmation 2014-2020, dès l'entrée en vigueur du nouveau programme wallon de développement rural 2014-2020.

Les adaptations peuvent concerner :

1° les cahiers des charges des méthodes relatives à la nouvelle programmation;

2° les exigences de la ligne de base des engagements.

Si l'adaptation n'est pas acceptée par l'agriculteur, l'engagement prend fin et l'agriculteur ne rembourse pas les aides déjà reçues pour la période pendant laquelle l'engagement a été effectif.

Les engagements pour lesquels la méthode n'est plus reprise dans le nouveau programme wallon de développement rural sont arrêtés à l'issue de la période annuelle et aucun nouvel engagement pour les méthodes visées ne peut être repris.

§ 2. L'organisme payeur informe l'agriculteur de l'application du § 1^{er} par voie de presse et par courrier individuel.

Art. 32. Pour l'année 2014, l'agriculteur peut solliciter une majoration de 20 pour-cent de l'aide pour les méthodes pour lesquelles l'annexe 1^{re} l'autorise. La majoration n'est toutefois possible que pour autant que les parcelles soient concernées par une structure écologique principale déterminée par le Ministre qui a la Conservation de la Nature dans ses attributions en vertu de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale.

La demande est faite dans la demande de paiement et au plus tard à la fin du délai visé à l'article 5, § 2.

Lorsque la localisation des parcelles pour l'aide sollicitée ne correspond pas à une structure écologique principale, la demande d'aide introduite par l'agriculteur pour la méthode concernée est considérée d'office comme une demande d'aide introduite pour la méthode sans majoration de l'aide, pour les parcelles concernées.

Art. 33. Pour l'année 2014, l'organisme payeur peut accepter des nouveaux engagements pris sur base des mesures agro-environnementales définies à l'annexe 1^{re}.

Le Ministre est habilité à ne pas permettre de nouveaux engagements pour les méthodes qui ne sont pas reprises dans le nouveau plan de développement rural pour la programmation 2014/2020 ou pour lesquelles les conditions d'engagement seront modifiées de manière importante.

Art. 34. Pour l'année 2014, toute demande d'aide et toute demande de paiement sont introduites dans le délai prescrit à peine de nullité pour l'introduction du formulaire de demande unique en vertu de l'article 30 du décret du 27 juin 2013, accompagnée des éventuelles pièces justificatives demandées par l'organisme payeur dans la demande unique sous peine d'irrecevabilité.

Art. 35. § 1^{er}. L'organisme payeur analyse l'admissibilité du bénéficiaire à l'aide.

§ 2. L'organisme payeur notifie par un document ayant date certaine la recevabilité ou l'irrecevabilité de la demande d'aide ou de paiement annuel de l'agriculteur au plus tard pour le 30 juin suivant l'introduction de sa demande.

Le courrier comprend également un volet relatif aux conditions d'admissibilité à l'aide.

Art. 36. § 1^{er}. Pour les engagements en cours ou pris au 1^{er} avril 2014, la durée de l'engagement visée à l'article 8, 3^o, est prolongée de neuf mois. Ces neuf mois sont réputés accomplis du 1^{er} avril 2014 au 31 décembre 2014. Dès le 1^{er} janvier 2015, ces engagements couvrent des périodes débutant le 1^{er} janvier et se terminant le 31 décembre jusqu'à ce qu'une durée d'engagement de cinq ans et neuf mois soit atteinte.

§ 2. Pour l'année 2014, pour les paiements relatifs aux engagements visés au paragraphe 1^{er}, la tranche annuelle visée à l'article 15 couvre uniquement les neuf mois mentionnés au paragraphe 1^{er}.

CHAPITRE XIV. — *Dispositions finales*

Art. 37. Le présent arrêté s'applique à toutes les demandes d'aide en cours, en ce compris les demandes faisant l'objet d'un recours.

Art. 38. L'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales est abrogé.

Art. 39. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 février 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

Annexe 1^{re}

Les méthodes

Article unique. § 1^{er}. Les méthodes visées à l'article 3 sont les suivantes :

1^o Méthode 1 : éléments du réseau écologique et du paysage :

a) Sous-méthode 1.a : haies et bandes boisées;

b) Sous-méthode 1.b : arbres, arbustes, buissons et bosquets isolés, arbres fruitiers haute tige;

c) Sous-méthode 1.c : mares;

2^o Méthode 2 : prairie naturelle;

3^o Méthode 3 : bordures herbeuses extensives;

a) Sous-méthode 3.a : tournière enherbée en bordure de culture;

b) Sous-méthode 3.b : bande de prairie extensive.

4^o Méthode 4 : couverture du sol pendant l'inter-culture;

5^o Méthode 5 : culture extensive de céréale;

6^o Méthode 6 : détention d'animaux de races locales menacées :

a) Sous-méthode 6.1 : détention de chevaux de trait;

b) Sous-méthode 6.2 : détention de bovins;

c) Sous-méthode 6.3 : détention d'ovins;

7^o Méthode 7 : maintien de faibles charges en bétail;

8^o Méthode 8 : prairie de haute valeur biologique;

9^o Méthode 9 : bande de parcelle aménagée;

10^o Méthode 10 : plan d'action agro-environnemental.

Les méthodes reprises ci-dessus concernent deux types d'actions :

1^o les actions générales, soit les méthodes 1 à 7 prévues au plan de développement rural;

2^o les actions ciblées, soit les méthodes 8 à 10 prévues au plan de développement rural.

§ 2. Conformément au plan de développement rural, les méthodes visées au paragraphe 1^{er}, aux 3^o, a), 4^o, 5^o et 9^o ne peuvent être installées que sur des cultures sous labour pour les superficies mentionnées dans la demande unique.

Par culture sous labour, on entend toute culture à l'exception de :

1^o prairies permanentes;

2^o cultures forestières à rotation courte;

3^o miscanthus;

4^o boisement de terre agricole;

5^o parcelles agricoles sous couvert forestier;

6^o fruits à coque;

7^o cultures maraîchères sous verre;

8° pépinières de plants fruitiers ou de plantes ornementales;

9° sapins de Noël;

10° pépinières de plants forestiers;

11° cultures fruitières pluriannuelles.

§ 3. Seules les méthodes 1 à 3 peuvent faire l'objet d'une aide majorée conformément à l'article 33.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2014 relatif à l'octroi d'aides agro-environnementales et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales

Namur, le 13 février 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

Annexe 2

Méthodes de production compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement, dites agro-environnementales, et conditions spécifiques qui y sont liées pour l'obtention des aides

Section 1^{re}

Méthode 1 - Éléments du réseau écologique et du paysage

Article 1^{er}. Les éléments du réseau écologique et du paysage concernés sont les haies, les bandes boisées, les arbres, arbustes, buissons et bosquets isolés, les arbres fruitiers à haute tige, et les mares.

Les agriculteurs qui s'engagent à ne pas détruire, à déclarer de tels éléments, à entretenir et, si possible, à améliorer le réseau écologique de leur exploitation, peuvent obtenir des aides pour ces éléments, dans les conditions décrites ci-après.

Sous-section 1^{re}

Sous-méthode 1.a : haies et bandes boisées

Art. 2. § 1^{er}. L'agriculteur qui s'engage à déclarer de tels éléments et à les entretenir peut obtenir une aide annuelle de 50 euros par tranche de 200 mètres.

§ 2. Pour cette sous-méthode, si durant la période d'engagement, l'agriculteur demande à engager des longueurs de haies et de bandes boisées supplémentaires, l'aide à octroyer n'est augmentée que si la modification envisagée est supérieure ou égale à 10 pour cent de la longueur totale de toutes les haies et bandes boisées de l'engagement en cours.

Dans ce cas, l'engagement de l'agriculteur est complété par les longueurs supplémentaires pour la période d'engagement restant à courir.

Art. 3. Les conditions à respecter en cas de haies ou de bandes boisées sont les suivantes :

1° les haies et bandes boisées sont situées dans des parcelles agricoles;

2° les haies sont des bandes continues composées d'arbres ou d'arbustes feuillus indigènes. En aucun cas, les lisières de bois, de forêt ou leur envahissement sur les parcelles agricoles ne peuvent être considérés comme des haies ou des bandes boisées. Sont cependant reconnus comme haies des alignements d'arbres feuillus indigènes situés dans les parcelles agricoles, à l'exclusion des plantations ou rangées monospécifiques de peupliers. La distance maximale entre les arbres d'un alignement est de 10 mètres;

3° les haies et bandes boisées peuvent être constituées de plusieurs tronçons d'une longueur minimale de 20 mètres chacun. Leur largeur maximale est de 10 mètres. En cas de haie, des vides de 10 mètres au maximum entre deux tronçons sont comptabilisables s'ils sont inaccessibles au bétail;

4° l'agriculteur s'engage à ne pas détruire ces haies et bandes boisées. Toute destruction volontaire n'est autorisée qu'après avis préalable de l'administration compétente. Toute destruction ou dégradation accidentelle est signalée à l'administration dans un délai de trente jours à dater de ladite destruction ou dégradation. Dans tous les cas, l'agriculteur est obligé de replanter une longueur équivalente à la longueur détruite ou dégradée;

5° il s'abstient de tout épandage de fertilisant et de tout traitement phytosanitaire, tant à proximité (à un mètre du pied de la haie) qu'au pied et sur la haie ou la bande boisée. Seuls sont autorisés les traitements localisés contre les orties, chardons et rumex;

6° en cas d'entretien des haies et bandes boisées, les travaux (taille) ne peuvent pas être effectués entre le 15 avril et le 30 juin inclus.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, il y lieu de considérer que 200 mètres de haie ou de bande boisée ont une influence sur un hectare.

Sous-section 2

Sous-méthode 1.b : arbres, arbustes, buissons et bosquets isolés, arbres fruitiers à haute tige

Art. 4. § 1^{er}. L'agriculteur qui s'engage à déclarer de tels éléments et à les entretenir peut obtenir une aide annuelle de 25 euros par tranche de 10 éléments.

§ 2. Pour cette sous-méthode, si durant la période d'engagement, l'agriculteur demande à engager des éléments agro-environnementaux supplémentaires, l'aide à octroyer n'est augmentée que si la modification envisagée est supérieure ou égale à 10 pour cent du nombre total d'éléments relatifs à l'engagement en cours.

Dans ce cas, l'engagement de l'agriculteur est complété par les éléments supplémentaires et il les mentionne dans les demandes annuelles de paiement des périodes d'engagement restant à courir.

Art. 5. Les conditions à respecter sont les suivantes :

1° les éléments éligibles sont situés dans des parcelles agricoles ou en limite de celles-ci;

2° les éléments éligibles sont constitués de :

a) arbres fruitiers à haute tige, situés en prairie permanente;

b) arbres isolés, morts ou vivants, d'essence feuillue indigène situés à plus de 10 mètres de tout autre arbre, de haie, de bande boisée ou de bosquet, et dont la circonférence du tronc, mesurée à 1,30 mètre de hauteur, est supérieure ou égale à 40 centimètres;

c) buissons et arbustes d'essence feuillue indigène situés à plus de 10 mètres de tout autre arbre, haie, bande boisée ou bosquet, présentant une hauteur de plus d'1,5 mètre;

d) bosquets de moins de 4 ares situés à plus de 10 mètres de tout autre arbre, arbuste isolé, bande boisée ou haie;

3° l'agriculteur s'engage à ne pas détruire ces éléments et, en cas de nécessité, à replanter, dans les douze mois, au moins l'équivalent des éléments dégradés;

4° il s'abstient de tout épandage de fertilisant et de tout traitement phytosanitaire, au pied et sur ces éléments. Seuls sont autorisés les traitements localisés contre les orties, chardons et rumex;

5° les éventuels travaux d'entretien (taille) ne peuvent pas être effectués entre le 15 avril et le 30 juin inclus.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, il y lieu de considérer qu'une tranche de 10 éléments remplissant les conditions requises a une influence sur 0,5 hectare.

Sous-section 3

Sous-méthode 1.c : mares

Art. 6. § 1^{er}. L'agriculteur qui s'engage à déclarer des mares situées dans ses parcelles agricoles et à les entretenir peut obtenir une aide annuelle de 50 euros par mare.

§ 2. Pour cette sous méthode, si durant la période d'engagement, l'agriculteur demande à engager des éléments agro-environnementaux supplémentaires, l'aide à octroyer n'est augmentée que si la modification envisagée est supérieure ou égale à 10 pour cent du nombre total d'éléments relatifs à l'engagement en cours.

Dans ce cas, l'engagement de l'agriculteur est complété par les éléments supplémentaires et il les mentionne dans les demandes annuelles de paiement des périodes d'engagement restant à courir.

Art. 7. Les conditions à respecter sont les suivantes :

1° les mares sont des étendues d'eau dormante situées dans des parcelles agricoles et d'une superficie minimale de 10 mètres carrés entre le 1^{er} novembre et le 31 mai inclus;

2° une bande de minimum deux mètres de large autour de la mare ne sera jamais labourée et ne sera pas accessible au bétail; un accès pour l'abreuvement de celui-ci peut néanmoins être aménagé, à condition que la partie accessible ne dépasse pas 25 pour cent de la superficie et du périmètre de la mare;

3° tout épandage et toute pulvérisation à moins de dix mètres des berges sont interdits;

4° tout remblai et toute introduction de déchet, produit ou substance qui pourrait nuire à la mare, de tout animal ou plante exotique et de tout palmipède ou poisson sont interdits;

5° en cas d'envasement ou d'atterrissement, l'agriculteur pratiquera le curage de la mare, en veillant à maintenir ou aménager au moins 25 pour cent du périmètre en pente douce.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, il y lieu de considérer que chaque mare correspondant à ces conditions a une influence sur un hectare.

Section 2

Méthode 2 - Prairie naturelle

Art. 8. § 1^{er}. L'agriculteur qui s'engage à gérer certaines parcelles de prairie permanente à l'exception des parcelles ou partie de parcelles bénéficiant de l'indemnité Natura 2000 prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale pour les prairies à contrainte forte (unité de gestion 2, 3 et 4) selon le cahier des charges repris ci-dessous peut obtenir une aide annuelle de 200 euros par hectare.

§ 2. La même méthode peut faire l'objet de demandes d'aide différenciées dans le temps pour autant que chacune de celles-ci concerne des parcelles autres que celles qui font l'objet d'un engagement précédent encore en cours ou des longueurs autres que celles qui font l'objet d'un engagement précédent. De plus, toutes les conditions correspondantes décrites dans la présente annexe sont respectées pour chaque demande d'aide par l'agriculteur.

Art. 9. Les conditions à respecter sont les suivantes :

1° aucune intervention en ce compris le pâturage, la fauche et la fertilisation sur la parcelle entre le 1^{er} janvier et le 15 juin inclus. Toutefois, une intervention unique de nivellement superficiel (étaupinage ou réparation de dégâts de sangliers) est tolérée entre le 1^{er} janvier et le 15 avril inclus;

2° le bétail présent sur la parcelle après le 15 juin inclus ne peut recevoir ni concentré, ni fourrage, ni y avoir accès;

3° apport de fertilisants et amendements limité à un épandage annuel d'engrais de ferme (effluents d'élevage) entre le 15 juin et le 31 juillet inclus;

4° pas d'utilisation de produits phytosanitaires, à l'exception du traitement localisé contre les chardons et rumex;

5° pas de semis ou de sur-semis;

6° entre le 15 juin et le 30 septembre inclus, la gestion de la parcelle peut-être réalisée soit par pâturage, soit par fauche avec récolte soit en combinant les deux avec maintien d'au moins 5 pour cent de zones refuges non fauchées jusqu'à la fauche ou le pâturage suivant. La localisation de la zone refuge peut varier à chaque fauche. En cas de fauche entre le 15 juin et le 15 juillet inclus, la parcelle pourra être soit fauchée une deuxième fois entre le 15 août et le 30 septembre inclus, soit pâturée après le 1^{er} août. Après le 30 septembre, seul le pâturage est autorisé.

Section 3

Méthode 3 - Bordures herbeuses extensives

Art. 10. § 1^{er}. Cette méthode peut s'appliquer sur des superficies de moins de 10 ares.

§ 2. Elle peut faire l'objet de demandes d'aide différenciées dans le temps pour autant que chacune de celles-ci concerne des parcelles autres que celles qui font l'objet d'un engagement précédent encore en cours ou concerne des longueurs autres que celles qui font l'objet d'un engagement précédent. De plus, toutes les conditions correspondantes décrites à la présente annexe sont respectées pour chaque demande d'aide par l'agriculteur.

§ 3. La méthode de bordures herbeuses extensives comprend deux sous-méthodes.

Sous-section 1^{re}

Sous-méthode 3.a : tournière enherbée en bordure de culture

Art. 11. Les agriculteurs qui adoptent la sous-méthode "tournière enherbée en bordure de culture" en respectant le cahier des charges repris ci-dessous peuvent obtenir une aide annuelle de 21,60 euros par tronçon de 20 mètres de longueur à l'exception des parcelles bénéficiant d'une indemnité au titre de l'unité de gestion 4 dans les conditions fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 novembre 2012.

Art. 12. Les conditions à respecter sont les suivantes :

1° la tournière enherbée est soit implantée en remplacement d'une superficie de culture sous labour et sur tout ou partie de son périmètre, soit maintenue sur une superficie ayant fait l'objet des aides agro-environnementales;

2° la tournière enherbée est maintenue durant cinq ans minimum sur tout ou partie du périmètre d'une superficie consacrée durant cette période à une culture sous labour. Relativement à la superficie de culture sous labour considérée, deux tournières enherbées ne peuvent pas être contiguës longitudinalement. Toutefois, il peut être dérogé à ces principes uniquement lorsque la configuration initiale de la partie considérée de la superficie de culture sous labour sur laquelle la tournière enherbée a été installée présentait une largeur comprise entre 24 et 36 mètres;

3° la tournière enherbée ne peut être implantée le long d'une prairie permanente sauf si une haie sépare la prairie de la tournière enherbée;

4° elle a une longueur minimale de 200 mètres. La longueur minimale de 200 mètres peut-être obtenue en cumulant des tronçons de tournière enherbée de 20 mètres de long minimum;

5° la largeur de ces tournières est, en tout point, de 12 mètres;

6° en aucun cas, la superficie des tournières ne peut excéder 9 pour cent de la superficie en culture sous labour de l'exploitation telle qu'établie par l'organisme payeur sur la base des superficies déterminées de culture sous labour mentionnées dans la demande unique de l'agriculteur pour l'année d'introduction de la demande initiale des aides agro-environnementales concernées; si une partie de l'exploitation est conduite selon le mode de production biologique, la superficie de l'ensemble des tournières enherbées biologiques ne peut excéder 9 pour cent de la superficie de culture sous labour déterminée dans le cadre des aides à l'agriculture biologique;

7° en cas d'installation, la tournière est ensemencée avec un mélange diversifié dont la composition est transmise à l'administration. La liste des espèces proposées est reprise ci-après (liste "Espèces végétales pour tournières"). Le choix de la composition du mélange est laissé à l'appréciation de l'agriculteur, pour autant que les conditions suivantes soient respectées :

a) graminées de base :

i. le pourcentage (en poids) des semences est compris entre 50 et 85 pour cent du mélange;

ii. les espèces non pérennes ou très intensives, tels les ray-grass hybrides, italien et de Westerwold, ainsi que les bromes cultivés sont exclus;

iii. le ray-grass anglais, la fléole, le dactyle et la fétuque des prés représentent chacun au maximum 30 pour cent du mélange;

b) légumineuses de base (voir liste) :

i. le pourcentage (en poids) de semences est compris entre 15 et 40 pour cent du mélange;

ii. trois espèces au minimum sont présentes, chacune à concurrence d'au moins 5 pour cent du mélange;

c) autres dicotylées (voir liste) : d'autres dicotylées peuvent être intégrées au mélange à condition qu'aucune espèce ne soit présente à concurrence de plus de 5 pour cent du mélange;

8° la tournière enherbée ne peut recevoir aucun fertilisant;

9° elle ne peut être traitée avec aucun produit phytosanitaire, un traitement localisé avec des herbicides spécifiques est toutefois toléré contre les orties, chardons et rumex;

10° elle ne peut pas être pâturée;

11° le seul mode de gestion autorisé est la fauche entre le 16 juillet et le 15 septembre inclus, avec exportation du produit de la fauche. Une bande refuge non fauchée sera maintenue à chaque fauche sur une largeur minimale de 2 mètres. Cette bande refuge est maintenue jusqu'à la fauche suivante. La localisation de la bande refuge peut varier à chaque fauche. Par dérogation, une coupe d'étêtage sans récolte peut néanmoins être réalisée dans les douze semaines qui suivent le semis;

12° la tournière enherbée ne peut pas être accessible à des véhicules motorisés à des fins de loisirs. Elle ne peut pas servir de chemin ou au passage de charroi, en ce compris celui nécessaire à l'exploitation de la parcelle de culture sous labour contiguë. En outre, aucun dépôt d'engrais, d'amendement ou de récolte ne peut être toléré sur cette tournière;

13° en cas de coulée boueuse ou de dépôt de sédiment sur une épaisseur de plus de 10 centimètres, ou de dégâts occasionnés par des travaux temporaires d'utilité publique, un nettoyage et/ou une réimplantation du couvert herbacé seront réalisés.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, il y lieu de considérer qu'un tronçon de 20 mètres de longueur de tournière enherbée a une influence sur 0,3 hectare.

Espèces végétales pour tournières**LEGUMINEUSES DE BASE**

1° Lotier corniculé - *Lotus corniculatus*;

2° Luzerne lupuline ou Minette - *Medicago lupulina*;

3° Luzerne cultivée - *Medicago sativa*;

4° Sainfoin ou Esparcette - *Onobrychis viciifolia*;

5° Trèfle violet - *Trifolium pratense*;

6° Trèfle blanc - *Trifolium repens*.

AUTRES DICOTYLEES

1° Cerfeuil sauvage - *Anthriscus sylvestris*;

2° Bleuet - *Centaurea cyanus*;

3° Chicorée sauvage - *Cichorium intybus*;

4° Carotte sauvage - *Daucus carota*;

5° Vipérine - *Echium vulgare*;

- 6° Eupatoire chanvrine - *Eupatorium cannabinum*;
- 7° Herbe aux mille trous ou millepertuis - *Hypericum perforatum*;
- 8° Knautie - *Knautia arvensis*;
- 9° Grande marguerite - *Leucanthemum vulgare*;
- 10° Lychnis fleur de coucou - *Lychnis flos cuculi*;
- 11° Salicaire - *Lythrum salicaria*;
- 12° Mauve musquée - *Malva moschata*;
- 13° Mauve sauvage - *Malva sylvestris*;
- 14° Melilot blanc - *Melilotus alba*;
- 15° Melilot officinal - *Melilotus officinalis*;
- 16° Menthe aquatique - *Mentha aquatica*;
- 17° Origan - *Origanum vulgare*;
- 18° Pavot douteux ou petit coquelicot - *Papaver dubium*;
- 19° Grand coquelicot - *Papaver rhoeas*;
- 20° Plantain lanceole - *Plantago lanceolata*;
- 21° Brunelle commune - *Prunella vulgaris*;
- 22° Reseda jaune - *Reseda lutea*;
- 23° Oseille des pres - *Rumex acetosa*;
- 24° Scrofulaire noueuse - *Scrophularia nodosa*;
- 25° Consoude rude - *Symphytum asperum*;
- 26° Consoude officinale - *Symphytum officinale*;
- 27° Consoude hybride - *Symphytum x uplandicum*;
- 28° Trèfle hybride - *Trifolium hybridum*;
- 29° Trèfle incarnat - *Trifolium incarnatum*.

Sous-section 2

Sous-méthode 3.b : bande de prairie extensive

Art. 13. Les agriculteurs qui adoptent la méthode de bande de prairie extensive en respectant le cahier des charges ci-dessous peuvent obtenir une aide annuelle de 21,6 euros par tronçon de 20 mètres de longueur à l'exception des parcelles bénéficiant d'une indemnité Natura 2000 pour une unité de gestion 4 dans les conditions déterminées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012.

Le montant est réduit à 15,34 euros dans les parcelles bénéficiant d'une indemnité Natura 2000 fixée en vertu de l'arrêté du gouvernement wallon du 8 novembre 2012 pour les unités de gestion 2 et 3.

Art. 14. Les conditions à respecter en cas de gestion de bande de prairie extensive sont les suivantes :

- 1° seules sont éligibles les bandes de prairies extensives installées dans des prairies permanentes;
 - 2° cette bande de prairie extensive est implantée le long d'un cours d'eau, d'un plan d'eau ou le long des réserves naturelles agréées ou domaniales et des zones humides d'intérêt biologique;
 - 3° elle a une longueur minimale de 100 mètres. La longueur minimale de 100 mètres peut être obtenue en cumulant des tronçons de bande de prairie extensive de 20 mètres de long minimum;
 - 4° la largeur de ces bandes est, en tout point, de 12 mètres. En aucun cas, la superficie des bandes ne peut excéder 9 pour cent de la superficie de prairies telle qu'établie par l'administration sur la base des superficies déterminées de prairies mentionnées dans la demande unique de l'agriculteur pour l'année d'introduction de la demande initiale des aides agro-environnementales concernées;
 - 5° la bande de prairie extensive ne peut recevoir aucun fertilisant et aucun produit phytosanitaire, à l'exception de traitements localisés contre les orties, chardons et rumex;
 - 6° en cas de gestion autre que par pâturage, le seul mode de gestion autorisé est la fauche entre le 1^{er} juillet et le 15 septembre, avec exportation du produit de la fauche. Une bande refuge non fauchée sera maintenue à chaque fauche sur une largeur minimale de 2 mètres et la parcelle ne pourra pas être pâturée avant le 1^{er} août. Cette bande refuge est maintenue jusqu'à la fauche suivante. La localisation de la bande refuge peut varier à chaque fauche;
 - 7° la bande de prairie extensive ne peut être pâturée qu'à partir du 1^{er} juillet;
 - 8° en dehors d'un endroit spécialement aménagé pour l'abreuvement, l'accès direct du bétail aux berges et lit du cours d'eau est interdit;
 - 9° le bétail présent sur la parcelle sur laquelle est installée la bande de prairie extensive, bande comprise, ne peut recevoir ni concentré ni fourrage;
 - 10° la bande de prairie extensive ne peut pas être accessible à des véhicules motorisés à des fins de loisirs. Elle ne peut servir de chemin. En outre, aucun dépôt d'engrais, d'amendement ou de récolte ne peut être toléré sur cette bande;
 - 11° une bande de prairie extensive ne peut bénéficier des aides en application des méthodes 2 ou 8.
- Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de considérer qu'un tronçon de 20 mètres de longueur de bande de prairie extensive a une influence sur 0,3 hectare.

Section 4

Méthode 4 - Couverture hivernale du sol

Art. 15. § 1^{er}. L'agriculteur qui s'engage à semer un couvert végétal dans la culture précédente (graminées dans une céréale ou entre les rangs de maïs) ou dès que possible après la récolte précédente, et en tout cas avant le 15 septembre, peut obtenir une aide annuelle de 100 euros par hectare, pour autant qu'il maintienne ce couvert jusqu'au 1^{er} janvier.

§ 2. La méthode peut faire l'objet de demandes d'aide différenciées dans le temps pour autant que chacune de celles-ci concerne des parcelles autres que celles qui font l'objet d'un engagement précédent encore en cours ou concerne des longueurs autres que celles qui font l'objet d'un engagement précédent. De plus, toutes les conditions correspondantes décrites à la présente annexe sont respectées pour chaque demande d'aide par l'agriculteur.

Art. 16. Les conditions suivantes sont obligatoirement respectées :

1° l'agriculteur s'engage à implanter, chaque année de l'engagement, une superficie de couverture hivernale du sol au moins égale à la superficie mentionnée pour cette méthode dans son engagement initial. Cette superficie minimale est celle qui ouvre le droit à l'aide correspondante. La superficie supplémentaire sur laquelle est pratiquée la méthode ne donne droit à aucune aide au titre de l'engagement considéré;

2° les superficies aidées figurent à la demande unique du bénéficiaire pour l'année qui suit celle de l'implantation du couvert végétal. Toutefois, ces superficies peuvent être déclarées par un autre agriculteur que le bénéficiaire concerné par l'aide agro-environnementale à la demande unique de l'année qui suit l'implantation de ladite couverture à condition que les superficies visées fassent l'objet d'une convention d'occupation d'une durée inférieure à un an signée par les deux parties et relative à la mise en place d'une culture de printemps ou d'une jachère. Le bénéficiaire dispose d'une copie de cette convention en vue de la présenter aux contrôleurs en cas de contrôle sur place;

3° cette couverture hivernale du sol est détruite après le 1^{er} janvier et est suivie de l'implantation, au plus tard le 31 mai inclus suivant, d'une culture ou d'une jachère;

4° elle ne peut contenir de légumineuses;

5° par dérogation aux dates mentionnées à l'alinéa 1^{er}, 3° et si la récolte précédente a été effectuée après le 1^{er} septembre, un couvert végétal de seigle ou de triticale peut être implanté avant le 1^{er} novembre pour être détruit obligatoirement entre le 1^{er} mars et le 15 mai ;

6° aucune fertilisation minérale azotée n'est autorisée;

Section 5

Méthode 5 - Cultures extensives de céréales

Art. 17. § 1^{er}. L'agriculteur qui s'engage à pratiquer la culture extensive de céréales peut obtenir une aide annuelle de 100 euros par hectare.

§ 2. La même méthode peut faire l'objet de demandes d'aide différenciées dans le temps pour autant que chacune de celles-ci concerne des parcelles autres que celles qui font l'objet d'un engagement précédent encore en cours ou concerne des longueurs autres que celles qui font l'objet d'un engagement précédent. De plus, toutes les conditions correspondantes décrites dans la présente annexe sont respectées pour chaque demande d'aide par l'agriculteur.

Art. 18. Les conditions suivantes sont obligatoirement respectées :

1° l'agriculteur s'engage à pratiquer la méthode sur une superficie au moins égale à celle mentionnée pour cette méthode dans son engagement initial, et ce, chaque année de l'engagement. Cette superficie minimale est celle qui ouvre le droit à l'aide correspondante. La superficie supplémentaire sur laquelle est pratiquée la méthode ne donne droit à aucune aide au titre de l'engagement considéré;

2° cultiver de l'orge brassicole à deux rangs ou du seigle ou encore, en zone défavorisée, cultiver de l'épeautre, du méteil ou un mélange de céréales et de légumineuses (dans les mélanges céréales-légumineuses et le méteil, la deuxième espèce représente au moins 20 pour cent du mélange);

3° la demande ne peut porter que sur la culture qui sera récoltée durant l'année civile concernée, c'est la culture en place le 31 mai qui détermine ce qui est cultivé;

4° cette mesure n'est pas cumulable avec des aides à l'agriculture biologique.

Section 6

Méthode 6 - Races locales menacées

Art. 19. § 1^{er}. L'agriculteur qui s'engage à détenir des animaux de races locales menacées figurant dans la liste ci-dessous peut obtenir une aide annuelle de 120 euros par bovin, 200 euros par cheval et 30 euros par mouton.

§ 2. La même méthode peut faire l'objet de demandes d'aide différenciées dans le temps pour autant que chacune de celles-ci concerne des parcelles autres que celles qui font l'objet d'un engagement précédent encore en cours ou concerne des animaux autres que ceux qui font l'objet d'un engagement précédent. De plus, toutes les conditions correspondantes décrites à la présente sont respectées pour chaque demande d'aide par l'agriculteur.

Art. 20. Les animaux concernés doivent répondre aux conditions suivantes :

1° répondre au standard originel de la race reconnue comme menacée de disparition;

2° être enregistré dans le livre généalogique agréé de la race ou ce qui en tient lieu;

3° être âgé d'au moins 2 ans pour les chevaux et les bovins et d'au moins 6 mois pour les ovins;

4° être enregistré dans le système d'identification et d'enregistrement des animaux Sanitrace, s'il s'agit de bovins ou d'ovins.

La liste des races locales menacées éligibles à l'aide est arrêtée à ce qui suit :

1° Races bovines :

a) Blanc-bleu mixte;

2° Races ovines :

a) mouton laitier belge;

b) mouton Entre-Sambre et Meuse;

c) mouton ardennais tacheté;

d) mouton ardennais roux;

e) mouton Mergelland;

3° Races chevalines :

a) cheval de trait ardennais;

b) cheval de trait belge;

Cette liste peut être revue par le Ministre en conformité, notamment, avec les dispositions européennes relatives en la matière.

Pour obtenir l'aide, l'agriculteur fournit, pour chaque animal, en annexe à sa demande initiale :

1° pour les bovins, une copie de la carte d'identité définitive délivrée par l'organisme gestionnaire du livre généalogique de la race bovine considérée;

2° pour les équins, une copie des documents d'identification prouvant l'inscription au livre généalogique ainsi que l'appartenance à la race considérée;

3° pour les ovins, une copie de l'attestation de naissance délivrée par l'organisme gestionnaire des livres généalogiques ou une copie du certificat zootechnique de l'animal prouvant l'appartenance à la race locale considérée, ou tout autre document délivré par l'organisme gestionnaire des livres généalogiques et prouvant l'appartenance à la race locale considérée; les formulaires annuels de déclaration de lutte ou de naissance sont disponibles en vue de les présenter aux contrôleurs en cas de contrôle sur place et comptent au minimum, pour la race considérée, le nombre d'animaux primés.

Section 7

Méthode 7 - Faibles charges en bétail

Art. 21. § 1^{er}. L'agriculteur qui s'engage à maintenir de faibles charges en bétail peut obtenir une aide annuelle de 100 euros par hectare de prairie permanente.

§ 2. Pour le calcul de la charge en bétail dans le cadre de la méthode 7, les parcelles situées en dehors de la Région wallonne peuvent entrer en ligne de compte, lorsqu'une superficie fourragère est située dans un Etat membre autre que celui où se trouve le siège d'exploitation de l'agriculteur qui l'utilise ou dans une autre Région. Cette superficie est considérée sur demande de l'agriculteur comme faisant partie de l'exploitation dudit agriculteur à condition qu'elle se trouve à proximité immédiate de l'exploitation et que plus de 50 pour cent de l'ensemble des superficies agricoles utilisées par ledit agriculteur soit située dans l'Etat membre où se trouve l'endroit principal de son activité et pour autant que cette superficie soit reprise dans la demande unique.

Pour cette méthode, si durant la période d'engagement, l'agriculteur augmente la superficie engagée dans cette méthode, l'aide à octroyer n'est augmentée que si elle est supérieure ou égale à 10 pour cent de la superficie totale considérée dans l'engagement en cours dans cette méthode.

Dans ce cas, l'engagement de l'agriculteur est complété par les superficies supplémentaires pour la période d'engagement restant à courir.

Art. 22. Les conditions suivantes sont obligatoirement respectées :

1° la charge en bétail de l'exploitation est inférieure à 1,4 UGB par hectare de prairie permanente et de prairie temporaire. Lorsque la charge en bétail est inférieure à 0,6 UGB par hectare de prairie, les superficies prises en compte pour le calcul de l'aide sont limitées aux superficies nécessaires pour que la charge en bétail atteigne 0,6 UGB par hectare;

2° la production de ces prairies, obtenue par fauche ou pâturage, est exclusivement destinée au cheptel de l'exploitation;

3° les seuls épandages de matières organiques autorisés sur les prairies sont ceux des effluents produits par les animaux ayant servi à établir la faible charge. Par dérogation, pour les agriculteurs qui n'épandent aucun engrais minéral sur les prairies, l'apport d'autres effluents est autorisé pour autant que le taux de liaison au sol de l'exploitation tel que défini dans le livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau soit inférieur ou égal à 0,6;

4° l'utilisation de produits phytosanitaires est interdite dans les prairies, à l'exception du traitement localisé sous les clôtures électriques et contre les orties, chardons et rumex.

La charge en bétail est la charge moyenne annuelle de l'exploitation pour l'année civile considérée. Cette charge est établie en prenant en compte les éléments suivants :

1° la moyenne des données journalières provenant du système d'identification et d'enregistrement des animaux Sanitrace, en ce qui concerne les bovins;

2° le nombre d'équidés déclarés par l'agriculteur dans son formulaire de demande unique de l'année considérée;

3° l'inventaire annuel relatif à l'identification et l'enregistrement des ovins et des caprins.

Art. 23. Le calcul du nombre d'U.G.B. relatif à ces animaux est établi en utilisant les coefficients suivants :

1° bovins de deux ans et plus, équidés de plus de six mois : 1 U.G.B.;

2° bovins de 0 à six mois : 0,4 U.G.B.;

3° bovins de six mois à deux ans : 0,6 U.G.B.;

4° ovins ou caprins de plus de six mois : 0,15 U.G.B.;

5° cervidés de plus de six mois : 0,25 U.G.B.

Section 8

Méthode 8 - Prairie de haute valeur biologique

Art. 24. Cette méthode 8 est accessible partout en prairies permanentes sauf en unité de gestion 4 en sites désignés Natura 2000.

Art. 25. § 1^{er}. L'agriculteur qui s'engage à gérer certaines parcelles de prairie permanente selon le cahier des charges repris ci-dessous peut obtenir une aide annuelle de 450 euros par hectare réduits à 210 €/ha dans les prairies en unité de gestion 2 ou 3 en sites désignés Natura 2000.

§ 2. La méthode ou sous-méthode peut faire l'objet de demandes d'aide différenciées dans le temps pour autant que chacune de celles-ci concerne des parcelles autres que celles qui font l'objet d'un engagement précédent encore en cours ou concerne des longueurs autres que celles qui font l'objet d'un engagement précédent. De plus, toutes les conditions correspondantes décrites à la présente annexe sont respectées pour chaque demande d'aide par l'agriculteur.

Art. 26. Les conditions suivantes sont obligatoirement respectées :

1° un diagnostic préalable relatif à la valeur biologique de la parcelle donne lieu à un avis conforme préalable dûment notifié par l'administration, hors organisme payeur comprenant les dispositions spécifiques à la situation locale;

2° aucune intervention (pâturage, fauche,...) sur la parcelle pendant une période précisée dans l'avis conforme et s'étendant, sauf cas particuliers, du 1^{er} janvier à une date en juillet précisée dans cet avis. Toutefois, une intervention unique de nivellement superficiel (étaupinage ou réparation de dégâts de sangliers) est tolérée entre le 1^{er} janvier et le 15 avril;

3° le bétail présent sur la parcelle ne peut recevoir ni concentré, ni fourrage;

4° aucun apport de fertilisants et amendements ne peut avoir lieu, à l'exception des restitutions par les animaux lors du pâturage;

5° l'utilisation de produits phytosanitaires est interdite, à l'exception du traitement localisé contre chardons et rumex;

6° pas de semis ou de sur-semis;

7° en cas de gestion autre que par pâturage, seule la fauche avec exportation du produit de la fauche est autorisée. Dans ce cas, au moins 10 pour cent de la superficie de la parcelle seront maintenus sous la forme de bandes refuges non fauchées. A chaque fauche, une telle zone refuge est maintenue jusqu'à la fauche suivante. Toutefois, la localisation de la zone refuge peut varier à chaque fauche. En cas de pâturage après la fauche dans le délai prévu dans l'avis conforme, la zone refuge pourra être pâturée. L'avis conforme précise les autres modalités éventuelles de pâturage;

8° sauf justification dans l'avis conforme, les travaux de drainage ou de curage des fossés sont interdits;

9° cette mesure n'est pas cumulable avec la méthode 2 (prairie naturelle) ou la sous-méthode 3.b (bande de prairie extensive).

Section 9

Méthode 9 - Bande de parcelle aménagée

Art. 27. La méthode 9 est accessible partout moyennant avis conforme sauf en unité de gestion pour les sites désignés « Natura 2000 ».

Cette méthode peut s'appliquer sur des superficies de moins de 10 ares.

Art. 28. La même méthode peut faire l'objet de demandes d'aide différenciées dans le temps pour autant que chacune de celles-ci concerne des parcelles autres que celles qui font l'objet d'un engagement précédent encore en cours ou concerne des longueurs autres que celles qui font l'objet d'un engagement précédent. De plus, toutes les conditions correspondantes décrites à la présente annexe sont respectées pour chaque demande d'aide par l'agriculteur.

Art. 29. Les agriculteurs qui adoptent la méthode "bande de parcelle aménagée" peuvent obtenir une aide annuelle de 30 euros par tronçon de 20 mètres de longueur.

Art. 30. Les conditions générales suivantes sont obligatoirement respectées dans tous les cas :

1° la bande de parcelle aménagée est soit implantée en remplacement d'une superficie de culture sous labour et sur tout ou partie de son périmètre;

2° la bande de parcelle aménagée est maintenue durant cinq ans minimum sur tout ou partie du périmètre d'une superficie consacrée durant cette période à une culture sous labour. Relativement à la superficie de culture sous labour considérée, deux bandes de parcelle aménagée ne peuvent pas être contiguës longitudinalement. Toutefois, il peut être dérogé à ces principes uniquement lorsque la configuration initiale de la partie considérée de la superficie de culture sous labour sur laquelle la bande de parcelle aménagée a été installée présentait une largeur entre 3 et 42 mètres;

3° la largeur standard de ces bandes est de 12 mètres. Toutefois, la largeur éligible aux aides peut être ramenée à 3 mètres ou étendue jusqu'à 21 mètres. Dans tous les cas, le calcul de l'aide se fera sur une même base, soit à raison de 30 euros pour l'équivalent d'un tronçon de 20 mètres de longueur sur la largeur standard de 12 mètres, la longueur étant adaptée proportionnellement à la largeur effective (20 mètres sur 12 équivalent donc à 60 mètres sur 4);

4° la longueur minimale par engagement est de 200 mètres, par tronçons de 20 mètres au moins;

5° les objectifs particuliers de la bande ainsi que notamment le choix de la localisation, de la largeur, de la composition du couvert, des dates et modalités de gestion (fauche, re-semis, création de buttes, bandes gazonnantes ou de sol nu entretenues mécaniquement,...) sont précisés dans l'avis conforme visé à l'article 10, tenant compte des enjeux et contraintes locales en matière agricole et environnementale;

6° en aucun cas, la superficie de l'ensemble des tournières enherbées et bandes de parcelles relevant des méthodes 3a et 9 ne peut excéder 9 pour cent de la superficie en culture sous labour de l'exploitation telle qu'établie par l'administration sur la base des superficies de culture sous labour mentionnées dans la demande unique de l'agriculteur pour l'année d'introduction de la demande initiale des aides agro-environnementales concernées; si une partie de l'exploitation est conduite selon le mode de production biologique, la superficie de l'ensemble des tournières enherbées et bandes de parcelles biologiques ne peut excéder 9 pour cent de la superficie de culture sous labour déterminée dans le cadre des aides à l'agriculture biologique;

7° aucune fertilisation et aucun amendement n'est autorisé;

8° pas d'utilisation de produits phytosanitaires, à l'exception du traitement localisé contre les orties, chardons et rumex;

9° les parcelles concernées ne peuvent pas être accessibles à des véhicules motorisés à des fins de loisirs. Elles ne peuvent servir de chemin ou de passage pour le charroi. En outre, aucun dépôt d'engrais, d'amendement ou de récoltes ne peut être toléré sur ces bandes;

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, il y lieu de considérer qu'un tronçon de 20 mètres de bande de parcelle aménagée a une influence sur 0,3 hectare.

Section 10

Méthode 10 - Plan d'action agro-environnementale

Art. 31. Tout agriculteur exploitant une ou des parcelles agricoles en région wallonne qui applique la méthode "plan d'action agro-environnemental" peut bénéficier d'une aide calculée selon la formule suivante :

$$\text{Aide (Eur)} = 20 X - 5 Y + 0.05 Z$$

dans laquelle :

$$X = \text{nombre d'hectares} < = 40$$

$$Y = \text{nombre d'hectares} > 40 \text{ et } < = 200$$

Z = montant des aides relatives aux méthodes 1 à 9 tel qu'établi sur la base de la demande unique et demande d'aides de l'agriculteur pour l'année d'introduction de la demande initiale

Le montant annuel de cette aide est plafonné à 3.000 euros par exploitation et par an.

Art. 32. Les conditions générales suivantes sont obligatoirement respectées dans tous les cas :

1° établir avant l'introduction de la demande initiale un plan d'action agro-environnemental, avec un agent d'encadrement;

2° exécuter ce plan d'action au cours des cinq années de l'engagement en intégrant les mises à jour prévues au point 3°;

3° chaque année, à partir de la deuxième année de l'engagement, mettre à jour le plan d'action avec l'aide d'un agent d'encadrement en évaluant l'exécution du plan d'action et en identifiant explicitement les freins éventuels à la mise en œuvre. En cas de modifications importantes de l'exploitation ou en fonction d'éventuels nouveaux éléments facilitant ou retardant la mise en œuvre du plan, l'agriculteur en informe l'agent d'encadrement afin que ce plan soit amendé;

4° au terme des cinq années de l'engagement, un rapport réalisé avec l'aide d'un agent d'encadrement présentera les résultats, conclusions et perspectives du plan d'action eu égard aux objectifs initialement fixés. Une évaluation positive du plan fondée sur une exécution satisfaisante des objectifs est une condition de reconduction du plan à cette échéance;

5° les points forts et les points faibles de l'exploitation en matière agro-environnementale sont passés en revue en considérant la liste indicative des éléments suivants et en tenant compte des caractéristiques spécifiques de l'exploitation :

a) gestion de la fertilisation et du sol (cahier d'épandage, plans de fumure, compostage, biométhanisation, participation à des banques d'effluents, couverture hivernale du sol, adoption de conseils pour une fertilisation raisonnée (froment et autres cultures), analyse de fourrages et calcul de rations, analyse d'effluents organiques, présence de cultures à fortes réduction d'intrants, applications localisées,...), analyses de parcelles agricoles;

b) gestion des traitements phytosanitaires en ce compris l'équipement du pulvérisateur (cuve de rinçage, rince-bidon, dispositif de limitation du remplissage,...), les techniques de désherbage alternatif, disponibilité d'un phytobac, la lutte biologique, la lutte intégrée ou l'exploitation biologique;

c) gestion du paysage et aménité des abords de ferme comprenant l'intégration architecturale des différents bâtiments, l'entretien des abords de ferme, la visibilité d'éléments négatifs éventuels vis-à-vis des riverains et du public en général, l'utilisation de plantations pour l'aménagement des abords de ferme ou le caractère indigène des plantations;

d) gestion des éléments de la biodiversité et du paysage dans la zone agricole comprenant la proportion occupée par le réseau écologique dans l'exploitation, l'exploitation appropriée des prairies marginales, l'adoption d'actions agro-environnementales de développement du réseau écologique et du paysage ainsi que de préservation de l'environnement en bordure des parcelles agricoles, la proportion de cours d'eau protégée, la proportion d'éléments ligneux entretenus chaque année, exploitation extensive de milieux naturels pour le compte d'associations ou de la Région, la création de milieux naturels tels que des mares ou des plantations, l'accueil de la petite faune inféodée aux bâtiments agricoles (par exemple des hirondelles, des chouettes effraies ou des chauve-souris), ou des actions de conservation du patrimoine agricole;

e) effort d'épuration tel que la lutte contre les odeurs ou le traitement des eaux usées et d'autres aspects environnementaux tels que l'utilisation de produits ou de déchets pour la fertilisation ou l'amendement des parcelles agricoles, les cultures énergétiques, le partenariat dans des projets environnementaux ou de loisirs, l'apiculture ou les productions certifiées.

Le plan d'action visé au premier alinéa, point 1°, comprend les éléments suivants :

1° un diagnostic environnemental de l'exploitation. Ce diagnostic met en évidence :

a) les enjeux environnementaux prioritaires du territoire;

b) les points forts et les points faibles en matière d'application des bonnes pratiques agricoles;

c) les points forts et les points faibles spécifiques à l'exploitation en matière d'effort agro-environnemental et identifiés selon le canevas de l'alinéa premier, point 5°, avec un accent particulier sur ceux en relation avec les enjeux environnementaux prioritaires identifiés à l'échelle du territoire;

2° des objectifs à court terme (un an), à moyen terme (cinq ans) et à long terme (perspectives) qui conservent en tout cas les points faibles et valorisent les atouts en relation avec des enjeux environnementaux prioritaires du territoire (objectifs prioritaires). Les facteurs qui s'opposeraient à l'adoption d'objectifs répondant à l'un ou l'autre de ces enjeux prioritaires doivent être identifiés et repris explicitement;

3° une liste d'actions agro-environnementales précises (adoption de bonnes pratiques, adoption de méthodes agro-environnementales ou autres types d'actions susceptibles de contribuer à la solution des problèmes et de valoriser les points forts identifiés) sera dressée en regard des objectifs retenus aux trois échéances. Les actions relatives aux objectifs à court et moyen termes seront localisées et programmées de manière réaliste dans le temps dans un calendrier prévisionnel d'exécution.

Le plan d'action ainsi que chacune de ses mises à jour font l'objet d'un rapport cosigné par l'agent d'encadrement et l'agriculteur concerné.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2014 relatif à l'octroi d'aides agro-environnementales et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales.

Namur, le 13 février 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

Annexe 3

Tableau des cumuls et compatibilités des différentes méthodes et sous-méthodes

culture	1.a haies	1.b arbres ou bosquets	1.c mares	3.a tournières enherbées	4. couverture du sol	5 cultures extensives céréales	9 bandes de parcelles aménagées	agriculture biologique
1.a. haies	S	S	S	C	C	C	C	C
1.b. arbres ou bosquets		S	S	C	C	C	C	C
1.c. mares			S	C	C	C	C	C
3.a. tournières enherbées				S	S	S	X	C
4. couverture du sol					S	S	S	C
5 cultures extensives de céréales						S	S	X
9 bandes de parcelles aménagées							S	C
Agriculture biologique								S

C = Cumul des primes possible (objet et/ou contraintes différents)

S = Sans objet (Plante cultivée ou/et période différentes, ou mesure identique selon les deux entrées)

X = Cumul interdit

Prairie	1.a haies	1.b arbres ou bosquets	1.c mares	2. prairie naturelle	3.b Bande de prairie	7 faibles charges en bétail	8 prairie à haute valeur biologique	agriculture biologique
1.a. haies	S	S	S	C	C	C	C	C
1.b. arbres ou bosquets		S	S	C	C	C	C	C
1.c mares			S	C	C	C	C	C
2. prairie naturelle				S	X	C	X	C
3.b Bande de prairie					S	C	X	C
7 faibles charges en bétail						S	C	C
8 prairie à haute valeur biologique							S	C
Agriculture biologique								S

C = Cumul des primes possible (objet et/ou contraintes différents)

S = Sans objet (mesure identique selon les deux entrées)

X = Cumul interdit

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2014 relatif à l'octroi d'aides agro-environnementales et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales.

Namur, le 13 février 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

Annexe 4

Les transformations autorisées conformément à l'article 20, § 2

Article unique. Les transformations autorisées conformément à l'article 20, § 2, sont :

1° la transformation d'un engagement pour les méthodes ou sous-méthodes visées à l'annexe 1^{re}, sous les points 1° à 9°, en un engagement pour la méthode visée à l'annexe 1, sous le point 10°, ou le remplacement d'un engagement pour la méthode visée à l'annexe 1^{re}, sous le point 10° par un nouvel engagement renforcé pour la même méthode;

2° la transformation d'un engagement pour la méthode 2 visée à l'annexe 1^{re}, point 2°, en un engagement pour la méthode 8 visée à l'annexe 1^{re}, point 8°;

3° la transformation d'un engagement pour la sous-méthode 3.a visée à l'annexe 1^{re}, point 3°, en un engagement pour la méthode 9 visée à l'annexe 1^{re}, point 9°.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2014 relatif à l'octroi d'aides agro-environnementales et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales.

Namur, le 13 février 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/202151]

13. FEBRUAR 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gewährung von Beihilfen im Rahmen von Agrarumweltmaßnahmen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1310/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit bestimmten Übergangsvorschriften betreffend die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER), zur Änderung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates betreffend die finanziellen Ressourcen und ihre Verteilung im Jahr 2014 sowie zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates und der Verordnungen (EU) Nr. 1307/2013, (EU) Nr. 1306/2013 und (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich ihrer Anwendung im Jahr 2014;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 65/2011 der Kommission vom 27. Januar 2011 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates hinsichtlich der Kontrollverfahren und der Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen bei Maßnahmen zur Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 2013 zur Einführung verschiedener Bestimmungen in den Bereichen Landwirtschaft, Gartenbau und Aquakultur, insbesondere der Artikel 8, 9, 10, 11 und 15;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Oktober 2008 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen;

Aufgrund des am 25. November 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 5. Dezember 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

In der Erwägung, dass die autonome Zelle zur Abgabe von Gutachten im Bereich der nachhaltigen Entwicklung innerhalb der vorgesehenen Frist kein Gutachten eingereicht hat gemäß Artikel 11, Absatz 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 27. Juni 2013 über die wallonische Strategie für nachhaltige Entwicklung im Hinblick auf die Einsetzung einer autonomen Zelle zur Abgabe von Gutachten im Bereich der nachhaltigen Entwicklung;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 2. Januar 2014;

Aufgrund des am 13. Januar 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 54.975/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Cross-compliance: die vorschriftsmäßigen Anforderungen im Bereich der Betriebsführung sowie die Normen im Bereich des in den Artikeln 4, 5 und 6 der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates vom 19. Januar 2009 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Unterstützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe erwähnten guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustands;

2° Dekret vom 27. Juni 2013: Dekret vom 27. Juni 2013 zur Einführung verschiedener Bestimmungen in den Bereichen Landwirtschaft, Gartenbau und Aquakultur;

- 3° Beihilfeantrag: Beihilfeantrag im Sinne von Artikel 2, *a*) der Verordnung Nr. 65/2011;
- 4° Zahlungsantrag: Zahlungsantrag im Sinne von Artikel 2, *b*) der Verordnung Nr. 65/2011;
- 5° Verpflichtung: alle in dem Lastenheft angeführten Bedingungen, für deren Erfüllung sich der Landwirt im Anschluss an seinen Beihilfeantrag verpflichtet;
- 6° Betrieb: alle Produktionseinheiten, die auf dem Hoheitsgebiet Belgiens gelegen sind und die von ein und demselben Landwirt autonom verwaltet werden;
- 7° Programmplanungszeitraum: der Zeitraum, der ein Programm für die ländliche Entwicklung für eine im Rahmen der europäischen Gesetzgebung bestimmte Dauer abdeckt;
- 8° Programm für ländliche Entwicklung in der Wallonie: das Programm im Sinne von Artikel 15 der Verordnung Nr. 1698/2005;
- 9° Dauerwiesen: jede landwirtschaftliche Parzelle, die für das laufende Jahr integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem (InVeKoS) als Dauerwiese angegeben worden ist;
- 10° Verordnung Nr. 1698/2005: die Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);
- 11° Verordnung Nr. 1974/2006: die Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);
- 12° Verordnung (EG) Nr. 1122/2009: die Verordnung (EG) Nr. 1122/2009 der Kommission vom 30. November 2009 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates hinsichtlich der Cross-Compliance, der Modulation und des Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems im Rahmen der in dieser Verordnung vorgesehenen Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe sowie der Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates hinsichtlich der Cross-Compliance im Rahmen der für den Weinsektor vorgesehenen Stützungsregelung;
- 13° Verordnung Nr. 65/2011: die Verordnung (EU) Nr. 65/2011 der Kommission vom 27. Januar 2011 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates hinsichtlich der Kontrollverfahren und der Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen bei Maßnahmen zur Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums;
- 14° Sanitrace: das von der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette verwendete automatisierte System der Datenverarbeitung für die Identifizierung und Registrierung der Tiere;
- 15° "Natura 2000-Gebiet": jedes Natura 2000-Gebiet im Sinne von Artikel 1, 18° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur;
- 16° ökologische Hauptstruktur: die ökologische Hauptstruktur im Sinne der Artikel 6 bis 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur;
- 17° GVE: die Großvieheinheit oder Referenzeinheit, die das Aggregieren von Viehbeständen unterschiedlicher Arten und unterschiedlichen Alters vereinfacht. Hierfür werden spezifische Koeffizienten verwendet, die ursprünglich auf der Grundlage des Futterbedarfs der verschiedenen Tierarten festgelegt wurden;
- 18° Produktionseinheit: alle funktionalen Zusammenschlüsse von Produktionsmitteln, einschließlich der Gebäude, der Lagereinrichtungen, der Zuchttiere und der landwirtschaftlichen Flächen und der Futtervorräte, die der Landwirt für seinen ausschließlichen Nutzen benötigt, um eine oder mehrere Tätigkeiten im Bereich der Landwirtschaft auszuüben;
- 19° Benachteiligtes Gebiet: die in Artikel 1, 29° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor festgelegten benachteiligten Gebiete.

KAPITEL II — *Allgemeine Bestimmungen*

Art. 2 - Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses sind anwendbar auf die landwirtschaftlichen Parzellen oder Betriebe, die sich ganz oder teilweise auf dem Gebiet der wallonischen Region befinden und die von einem Landwirt in dem Sammelantrag als Parzellen oder Betriebe angegeben werden, die Gegenstand einer Verpflichtung für eine Agrarumweltmaßnahme nach Anlage 1 sind.

Art. 3 - Für die Umsetzung einer oder mehrerer der in Anlage 1 angeführten Methoden oder Untermethoden können Beihilfen für Agrarumweltmaßnahmen im Sinne von Artikel 36 der Verordnung Nr. 1698/2005 gewährt werden.

Art. 4 - Anlage 2 legt die Verpflichtungen (das sogenannte Lastenheft) fest, die der Landwirt für jede der Methoden und Untermethoden zu beachten hat, um die entsprechenden Beihilfen zu erhalten. Die Methoden betreffen ausschließlich die Bestandteile, die zu dem Betrieb des betreffenden Erzeugers gehören.

KAPITEL III — *Einreichung des Antrags auf Beihilfen für Agrarumweltmaßnahmen*

Art. 5 - § 1. Der Landwirt reicht seinen Beihilfeantrag spätestens am 1. November des Jahres, das dem Beginn seiner Verpflichtung vorangeht, ein. Anderenfalls ist der Antrag unzulässig.

Die Zahlstelle stellt dem Landwirt auf ihren Internetseiten oder bei der für ihn zuständigen Außendirektion ein entsprechendes Antragsformular zur Verfügung.

Unbeschadet der in Kapitel 9 angeführten Fälle höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände führt das Einreichen eines Beihilfeantrags nach dem gemäß Absatz 1 festgelegten äußersten Datum zur Unzulässigkeit des Antrags.

Das Antragsformular für den Beihilfeantrag umfasst alle Informationen, die erforderlich sind, damit die Zahlstelle ihre Aufgaben erfüllen kann. Es umfasst zudem wenigstens die nachfolgenden Informationen:

- 1° die Identifizierung des Begünstigten;
- 2° die Identifizierung der Parzellen des Betriebs, die Gegenstand des Beihilfeantrags sind;
- 3° die Methode(n), für die sich der Landwirt entschieden hat;

4° eine ehrenwörtliche Erklärung, dass alle Schritte unternommen werden, um ein gleichlautendes Gutachten zu erhalten, oder den Beweis für den Erhalt eines gleichlautenden Gutachtens, falls dieses für die Methode, für die der Landwirt eine Verpflichtung eingegangen ist, verlangt wird.

Jede Methode oder Untermethode, für die der Erzeuger in seinem Beihilfeantrag eine Verpflichtung eingegangen ist, stellt eine getrennte Verpflichtung dar.

Die Zahlstelle übermittelt nach den Modalitäten, die jenen entsprechen, die in Artikel 7, § 2 angeführt werden, spätestens bis am 20. Dezember vor Beginn der Verpflichtung ein Schreiben, durch das sie dem Landwirt bestätigt, dass seine Verpflichtung beihilfefähig ist und diese am kommenden 1. Januar beginnt.

§ 2. Der Zahlungsantrag wird innerhalb der Frist eingereicht, die unter Gefahr der Nichtigkeit für das Einreichen des Formulars des Sammelantrags nach Artikel 11, § 2 der Verordnung (EG) Nr. 1122/2009 vorgeschrieben wird. Dem Antrag werden ggf. die Belege beigefügt, die von der Zahlstelle im Rahmen des Sammelantrags gemäß Artikel 8 der Verordnung Nr. 65/2011 angefordert werden.

§ 3. Jegliche ggf. eintretende Änderung des Beihilfeantrags oder des Zahlungsantrags wird der Zahlstelle spätestens am 31. Mai des betreffenden Jahres auf dem Postweg übermittelt oder vor Ort eingereicht, insofern vor dieser Änderung keine Kontrolle vor Ort durchgeführt wurde, bei der Unregelmäßigkeiten festgestellt worden sind.

Art. 6 - Falls der Landwirt seine Verpflichtung über den vorgesehenen Zeitraum von fünf Jahren hinaus verlängern möchte, reicht er nach den in Artikel 5 angeführten Modalitäten einen neuen Beihilfeantrag ein. Bei Missachtung der in Artikel 5 angeführten Modalitäten ist dieser Antrag unzulässig.

Die Zahlstelle teilt dem Landwirt über die dem Formular des Sammelantrags beigefügten informativen Dokumente mit, dass er sich im letzten Jahr seiner Verpflichtung befindet.

Art. 7 - § 1. Die Zahlstelle prüft die Zulässigkeit der landwirtschaftlichen Parzelle, des Agrarumweltbestandteils oder des Betriebs im Rahmen des Beihilfeantrags.

§ 2. Die Zahlstelle informiert den Landwirt spätestens am 30. Juni nachdem dieser seinen Zahlungsantrag eingereicht hat, in einem Dokument über die Zulässigkeit oder die Unzulässigkeit dieses Antrags.

Die Zahlstelle teilt dabei ebenfalls mit, dass ggf. eine Reduzierung oder gar eine Rückforderung der Beihilfebeträge erfolgt, sollte bei Verwaltungskontrollen oder bei Kontrollen vor Ort festgestellt werden, dass der Landwirt die entsprechenden Bedingungen des in Anlage 2 angeführten Lastenhefts nicht erfüllt.

KAPITEL IV — *Bedingungen bezüglich des Antrags auf Beihilfen für Agrarumweltmaßnahmen*

Art. 8 - § 1. Der Beihilfeantrag ist nur dann zulässig, wenn der Landwirt die folgenden Bedingungen erfüllt:

1° gemäß den Bestimmungen der Artikel 19 und 20 des Dekrets vom 27. Juni 2013 im Rahmen des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS) bei der Zahlstelle identifiziert sein;

2° eine Produktionseinheit auf belgischem Gebiet besitzen;

3° sich in seinem Beihilfeantrag verpflichten, eine oder mehrere der in Anlage 1 angeführten Methoden anzuwenden und zwar unter den in Anlage 2 angeführten Bedingungen für eine Dauer von fünf Jahren ab dem 1. Januar nach dem Einreichen seines Beihilfeantrags;

4° seinen Beihilfeantrag anhand des in Artikel 5, § 1 angeführten Formulars eingereicht haben;

5° entweder dem Beihilfeantrag das in Artikel 10 angeführte gleichlautende oder technische Gutachten beigefügt zu haben nur für die in Anlage 1 festgelegten Methoden, für die ein derartiges Gutachten auf der Grundlage von Anlage 2 erforderlich ist, oder eine ehrenwörtliche Erklärung beigefügen, dass der Landwirt am 1. Januar nach dem Einreichen des Beihilfeantrags alle Bedingungen erfüllt.

§ 2. Die jährlichen Zahlungsanträge sind nur dann zulässig, wenn sie die in Paragraph 1, 1° und 2° vorgesehenen Bedingungen erfüllen und wenn sie gemäß Artikel 8 der Verordnung (EG) Nr. 65/2011 durch das Formular des Sammelantrags eingereicht werden.

Art. 9 - Der Beihilfeantrag und die jährlichen Zahlungsanträge sind nur dann zulässig, wenn der Landwirt die folgenden Bedingungen erfüllt:

1° auf dem Gebiet der wallonischen Region landwirtschaftliche Parzellen bewirtschaften, für die der Landwirt Beihilfen für Agrarumweltmaßnahmen beantragt;

2° in dem Beihilfeantrag die Parzellen bezeichnen, die als nicht zu einer ökologischen Ausgleichsfläche gehörend angegeben worden sind, auf denen der Landwirt seine Verpflichtung ausführt;

3° nicht Gegenstand eines Kürzungsbeschlusses der Stufe 8 nach Artikel 28, § 3, 8° gewesen sein.

Für die Anwendung von Absatz 1, 1° und 2° führt die Angabe in einem Beihilfeantrag oder einem jährlichen Zahlungsantrag einer Parzelle, die sich nicht auf dem Gebiet der wallonischen Region befindet, oder die innerhalb einer ökologischen Ausgleichsfläche gelegen ist, zur Unzulässigkeit des Antrags für die Parzelle, die sich entweder außerhalb des Gebiets der wallonischen Region befindet, oder die innerhalb einer ökologischen Ausgleichsfläche gelegen ist.

Falls ein Landwirt auf einer Parzelle mehrere Methoden gleichzeitig anwenden möchte, so werden die entsprechenden neuen Verpflichtungen nur dann zugelassen, wenn diese Kumulierung die in der Tabelle der Anlage 3 angeführten Bedingungen erfüllt.

Wird auf einer Parzelle, auf der bereits eine laufende Verpflichtung für dieselbe Methode besteht, eine neue Verpflichtung beantragt, so wird diese nicht zugelassen.

KAPITEL V — *Gleichlautendes Gutachten für die gezielten Methoden*

Art. 10 - § 1. Für die Umsetzung der in Anlage 1 definierten gezielten Methoden beantragt der Landwirt bei dem Minister oder bei dessen Stellvertreter ein gleichlautendes Gutachten nach Artikel 8, § 1, 5°. In dem gleichlautenden Gutachten werden die spezifischen Bedingungen festgelegt, die angesichts der Umweltsituation der betroffenen Parzelle oder des Betriebs bestimmt werden und die der Landwirt beachtet.

§ 2. Das gleichlautende Gutachten wird auf der Grundlage eines technischen Gutachtens von einer der Dienststellen der Verwaltung erteilt, die von dem Minister außerhalb der Zahlstelle bezeichnet wird.

Das gleichlautende Gutachten kann durch eine Einrichtung erteilt werden, die von der Verwaltung auf der Grundlage von durch den Minister festgelegten objektiven Kriterien als stellvertretende Einrichtung auserwählt worden ist. Diese objektiven Kriterien berücksichtigen das in Anlage 1 angeführte Lastenheft und die delegierten Rechtsakte sowie die Durchführungsrechtsakte gemäß Artikel 28, § 10 der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1695/2005 des Rates.

Das technische Gutachten wird dem gleichlautenden Gutachten, das der Zahlstelle übermittelt wird, beigefügt.

§ 3. Das gleichlautende Gutachten wird nicht erteilt, wenn es sich auf Parzellen bezieht:

1° die die Zulässigkeitsbedingungen für die Gewährung der Beihilfe nicht erfüllen;

2° deren Lokalisierung den in dem Lastenheft festgelegten Bedingungen nicht entspricht.

KAPITEL VI — *Verpflichtungen*

Art. 11 - Die Verpflichtungen im Rahmen der Umsetzung einer oder mehrerer der in Anlage 1 angeführten Produktionsmethoden oder -untermethoden beziehen sich auf die Agrarumweltbestandteile während der gesamten in Artikel 8, § 1, 3^o angeführten Verpflichtungsdauer oder falls weitere Bestandteile in dem jährlichen Zahlungsantrag des Landwirts hinzugefügt werden auf die verbleibende Dauer der laufenden Verpflichtung.

Eine Verpflichtung, in der Anlage 1 angeführte Methoden anzuwenden, die eine Rotation zur Folge haben kann, kann jedes Jahr verschiedene von dem Landwirt angegebene Parzellen betreffen, unter der Bedingung, dass die betreffende Methode eine Fläche betrifft, die wenigstens der Fläche entspricht, die entweder in seinem Beihilfeantrag vorgesehen war, oder in seinem jährlichen Zahlungsantrag, falls seine ursprüngliche Verpflichtung erhöht worden ist.

Art. 12 - Gemäß Artikel 39, § 3 der Verordnung Nr. 1698/2005 übersteigen die Verpflichtungen die in dem Erlass der Wallonischen Region vom 22. Juni 2006 zur Festlegung der Richtlinien für die in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik vorgesehene Cross-Compliance festgelegten verbindlichen Normen, die Mindestanforderungen für Dünger und Pflanzenschutzmittel, sowie die sonstigen durch die föderalen oder regionalen Gesetzgebungen festgelegten angemessenen verbindlichen Anforderungen.

Die gesamten in Absatz 1 angeführten Anforderungen bilden die Grundlage der Verpflichtungen.

Art. 13 - In Anwendung von Artikel 4, § 8 der Verordnung Nr. 65/2011 wird keinerlei Zahlung zugunsten eines Landwirts getätigt, für den erwiesen ist, dass er künstlich die erforderlichen Bedingungen geschaffen hat, um in den Genuss derartiger Zahlungen zu gelangen und er sich auf diese Weise einen Vorteil verschafft hat, der nicht mit den Zielsetzungen der Beihilferegelung für Agrarumweltmaßnahmen vereinbar ist.

KAPITEL VII — *Zahlung*

Art. 14 - Die Beihilfen für Agrarumweltmaßnahmen werden über einen Zeitraum von fünf Jahren in jährlich fälligen Teilbeträgen gezahlt. Der Zeitraum, auf den sich dieser Teilbetrag jeweils bezieht, beginnt am 1. Januar des betreffenden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Jeder jährliche Teilbetrag wird dem Landwirt gezahlt, der einen entsprechenden jährlichen Zahlungsantrag eingereicht hat, unter der Bedingung, dass alle Bedingungen der Verpflichtungen werden des gesamten Zeitraums, auf den sich der Teilbetrag bezieht, erfüllt sind, und dass er die in Artikel 8, § 1, 1^o bis 3^o angeführten Bedingungen weiterhin erfüllt.

Gemäß Artikel 9 der Verordnung Nr. 65/2011 kann die Zahlstelle im Anschluss an Verwaltungskontrollen unter Berücksichtigung der Gefahr einer ungeschuldeten Zahlung bis zu 75 v. H. der Beihilfe auszahlen. Der Prozentsatz der Zahlung ist für alle Landwirte, die die Methode(n) anwenden, gleich.

Gemäß Artikel 9 der Verordnung Nr. 65/2011 wird keine Zahlung für eine Methode oder für eine Reihe von Maßnahmen gewährt, bevor nicht alle Kontrollen in Bezug auf die Zulassungskriterien abgeschlossen worden sind.

Art. 15 - Für die in Anlage 1 erwähnte Methoden:

1^o wird jeder jährliche Teilbetrag außer unter besonderen Umständen innerhalb von sechs Monaten nach dem Ende des Verpflichtungszeitraums, auf den er sich bezieht, ausgezahlt;

2^o werden die jährlich fälligen Teilbeträge auf der Grundlage des jährlichen Zahlungsantrags bestimmt, die der Landwirt nach den Anweisungen der Zahlstelle einreicht, sowie auf der Grundlage der Verwaltungskontrollen oder der Kontrollen vor Ort gemäß Artikel 10, § 2 der Verordnung Nr. 65/2011;

3^o wird dem Landwirt nach Zahlung der ihm gewährten Beihilfen für jedes Jahr eine Mitteilung über diese Beihilfen, in der die entsprechende Berechnung angeführt wird, übermittelt.

Art. 16 - Die Zahlungen für Agrarumweltmaßnahmen werden dem Landwirt im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt.

Sind die Mittel nicht ausreichend, so kann der Minister beschließen, dass die Landwirte für bestimmte der in Anlage 1 angeführten Methoden keine weiteren Verpflichtungen eingehen dürfen.

Der Minister bestimmt die Methoden, für die der Landwirt keine weiteren Verpflichtungen mehr eingehen darf, unter Berücksichtigung:

1^o der Ausrichtung der Maßnahmen in Übereinstimmung mit den europäischen Gesetzgebungen und des Nutzens auf Agrarumweltebene;

2^o des Grades der Verwirklichung der für die Methode in dem wallonischen Programm für ländliche Entwicklung festgelegten Ziele.

KAPITEL VIII — *Änderungen der Verpflichtung*Abschnitt 1 — *Übertragung der Verpflichtung*

Art. 17 - § 1. Gemäß Artikel 44, § 1 der Verordnung Nr. 1974/2006 hat der übernehmende Landwirt im Falle der Übertragung einer Verpflichtung die Möglichkeit, die Verpflichtung des überlassenden Landwirts für den noch verbleibenden Zeitraum zu übernehmen. Falls der übernehmende Landwirt die Verpflichtungen des überlassenden Landwirts nicht übernimmt, erstattet der überlassende Landwirt die gesamten erhaltenen Beihilfen.

§ 2. Die Übertragung der Verpflichtung entspricht der Übertragung des Betriebs, der landwirtschaftlichen Parzellen oder der betreffenden Tiere und wird der Zahlstelle schriftlich durch den übernehmenden und den überlassenden Landwirt innerhalb von fünfundvierzig Tagen ab der Übertragung anhand des zu diesem Zweck in dem Sammelantrag vorgesehenen Formulars mitgeteilt.

Der übernehmende Landwirt führt die Verpflichtungen für den noch verbleibenden Zeitraum weiter aus.

Wird eine übernommene Verpflichtung nach Kapitel 10, Abschnitt 2 beendet, so erstattet der übernehmende Landwirt alle ihm im Rahmen der laufenden Verpflichtung gewährten Beihilfen sowie die betreffenden Beihilfen, die dem überlassenden Landwirt seit Beginn der Verpflichtung, die er eingegangen war, gezahlt worden sind.

§ 3. Es wird davon ausgegangen, dass eine Übertragung am ersten Tag des in Artikel 14, Absatz 1 angeführten jährlichen Zeitraums, der auf die Mitteilung der Übertragung folgt, stattgefunden hat. Dem überlassenden Landwirt werden die Beihilfen gewährt, die jenem jährlichen Zeitraum entsprechen, während dem die Mitteilung der Übertragung stattgefunden hat, unter der Bedingung, dass alle Bedingungen der Zulässigkeit und der Beihilfefähigkeit sowie alle Verpflichtungen für die Dauer des betreffenden jährlichen Zeitraums von ihm selbst und von dem Übernehmer beachtet worden sind.

Eine Übertragung kann über eine Änderung im Rahmen von Artikel 5, § 3 erfolgen. In diesem Fall wird davon ausgegangen, dass die Mitteilung der Übertragung im Laufe des jährlichen Zeitraums vor dieser Mitteilung erfolgt ist.

Falls der übernehmende Landwirt im Laufe des jährlichen Zeitraums nach dieser in Absatz 2 erwähnten Mitteilung die Bedingungen nicht beachtet, werden die für den jährlichen Zeitraum der Übertragung gewährten Beihilfen entsprechend verringert oder durch den übernehmenden Landwirt erstattet und werden die für vorangegangene Zeiträume gewährte Beihilfen ggf. durch diesen übernehmenden Landwirt erstattet.

Die Bedingungen der Zulässigkeit und der Beihilfefähigkeit der übertragenen Verpflichtungen werden auf deren Grundlage bewertet, ohne dass die Methoden, für die sich der übernehmende Landwirt bereits vor der Übertragung entschieden hatte, bei dieser Bewertung berücksichtigt werden.

§ 4. Sowohl im Falle eines Austauschs von Parzellen, als auch bei der Übertragung eines Betriebs sind die Verpflichtungen für die auf diesen Parzellen angewandten Methoden oder Untermethoden dort weiterhin anwendbar.

Art. 18 - Gemäß Artikel 44 der Verordnung Nr. 1974/2006 sieht die Zahlstelle in den folgenden Fällen davon ab, die in Artikel 18, § 1 erwähnte Rückerstattung zu fordern:

1° wenn der überlassende Landwirt seine landwirtschaftliche Tätigkeit endgültig eingestellt hat, obwohl er bereits seine Verpflichtung während drei Jahren erfüllt hat und die Übernahme der Verpflichtung durch einen Nachfolger sich als nicht durchführbar erweist;

2° wenn die Übertragung eines Teils des Betriebs des Landwirts gemäß Artikel 27, § 12, Absatz 2 der Verordnung Nr. 1974/2006 im Laufe eines Zeitraums der Verlängerung der Verpflichtung erfolgt und diese Übertragung mindestens 50 v. H. der Fläche betrifft, auf der die Verpflichtung vor der Verlängerung anwendbar war;

3° wenn die Übertragung lediglich geringfügige Änderungen der Betriebssituation verursacht und die Anwendung von Artikel 18, § 1 zu Ergebnissen führt, die unter Berücksichtigung der eingegangenen Verpflichtungen unangemessen sind.

Abschnitt 2 — Umwandlung der Verpflichtung

Art. 19 - § 1. In Anwendung von Artikel 27, § 11 der Verordnung Nr. 1974/2006 wird die Umwandlung einer Verpflichtung in eine andere Verpflichtung während der Dauer ihrer Ausführung durch die Zahlstelle erlaubt, insofern die nachfolgenden Bedingungen erfüllt werden:

1° für das Einreichen des Antrags auf Umwandlung müssen die von der Zahlstelle festgelegten Fristen und Durchführungsbestimmungen beachtet werden;

2° bei der beantragten Umwandlung handelt es sich um eine nach § 2 zugelassene Umwandlung;

3° alle Zulässigkeitsbedingungen für die neue Methode oder Untermethode, die in der Anlage 2 angeführt sind, müssen erfüllt werden;

4° das in Artikel 10 erwähnte gleichlautende Gutachten des Ministers oder seines Stellvertreters, mit Ausnahme der Zahlstelle, wird dem Antrag auf Umwandlung beigelegt.

Im Falle einer Genehmigung beginnt am 1. Januar des Jahres, das auf das Jahr folgt, in dem der Umwandlungsantrag eingereicht worden ist, eine neue fünfjährige Verpflichtung für die neue Methode oder Untermethode. Die Erstattung der für die vorangegangenen Zeiträume erfolgten Zahlungen wird nicht verlangt.

§ 2. Die Umwandlungen werden erlaubt, insofern dadurch eine größere Aufwertung der Umwelt nach Anlage 4 entsteht.

Abschnitt 3 — Änderung der Verpflichtung

Art. 20 - Die Änderung einer Verpflichtung für die Methoden oder Untermethoden, für die eine Anhebung nach Anlage 2 erlaubt wird, ist zulässig.

Art. 21 - Gemäß Artikel 27, § 12 der Verordnung Nr. 1974/2006 kann die Verpflichtung für die in Anlage 1 angeführten gezielten Methoden angepasst werden auf der Grundlage einer auf Antrag des Landwirts oder auf Vorschlag der Umweltberater vor Ort durchgeführten Diagnose.

Abschnitt 4 — Revision der Verpflichtung

Art. 22 - § 1. Gemäß Artikel 46 der Verordnung Nr. 1974/2006 werden die laufenden Verpflichtungen im Falle der in Artikel 13 angeführten grundlegenden Änderung der Verpflichtungen angepasst. Diese Bestimmung ist auf alle ab dem Wirtschaftsjahr 2011 eingegangenen Verpflichtungen anwendbar.

Die in Absatz 1 erwähnte Anpassung kann darin bestehen, dass die Verpflichtungen beendet werden, wenn die Grundanforderungen auf das Niveau der Anforderungen des Lastenhefts angehoben werden.

Wenn die Anpassung der Verpflichtung ermöglicht, diese auf der Grundlage eines abgeänderten Lastenhefts weiterzuführen, so können die Beträge der gezahlten Beihilfen auf der Grundlage der in Absatz 1 angeführten Bestimmungen angepasst werden.

Wird eine solche Anpassung von dem Landwirt nicht akzeptiert, so endet die Verpflichtung, ohne dass für die bereits abgelaufenen Zeiträume eine Rückzahlung der Beihilfen von dem Landwirt gefordert wird.

§ 2. Die Zahlstelle informiert den Landwirt über die Anwendung von § 1 über die Presse oder durch ein persönliches Schreiben.

KAPITEL IX — Höhere Gewalt, außergewöhnliche Umstände und offensichtliche Fehler

Art. 23 - In Fällen von höherer Gewalt und außergewöhnlichen Umständen nach Artikel 47, § 1, a) bis f) der Verordnung Nr. 1974/2006 und wenn Arbeiten im öffentlichen Interesse die Einhaltung der Verpflichtung verhindern, wird die Rückerstattung nicht gefordert.

Gemäß Artikel 47, § 2 der Verordnung Nr. 1974/2006 informiert der Landwirt die Zahlstelle in den unter Absatz 1 angeführten Fällen schriftlich unter Übermittlung von Belegen innerhalb von zehn Arbeitstagen ab dem Tag, an dem er dazu in der Lage ist.

Art. 24 - § 1. Gemäß Artikel 3, § 4 der Verordnung Nr. 65/2011 kann der Beihilfeantrag bei offensichtlichen Fehlern, die von der Zahlstelle anerkannt wurden, jederzeit nach seiner Einreichung berichtigt werden.

§ 2. Gemäß Artikel 5, § 3 der Verordnung Nr. 65/2011 ist die Verpflichtung der Rückerstattung bei zu Unrecht gezahlten Beträgen nicht anwendbar, wenn die Zahlung auf einen Irrtum der Zahlstelle zurückzuführen ist, der von dem Landwirt billigerweise nicht erkannt werden konnte.

Bezieht sich der Irrtum jedoch auf Tatsachen, die für die Berechnung der Beihilfen für Agrarumweltmaßnahmen relevant sind, so ist Absatz 1 nur anwendbar, wenn die Rückerstattungsforderung nicht innerhalb von zwölf Monaten nach der Zahlung übermittelt worden ist.

Art.25 - Gemäß Artikel 45, § 4 der Verordnung Nr. 1974/2006 hat der Landwirt, der infolge von auf seinen Betrieb angewandten Bodenordnungsverfahren oder vergleichbaren öffentlichen Interventionen nicht weiter in der Lage ist, die von ihm eingegangenen Verpflichtungen zu erfüllen, dies der Zahlstelle schriftlich vor dem Datum der Übernahme mitzuteilen.

Des Weiteren muss er seine ursprünglichen Verpflichtungen an die neue Sachlage des Betriebs nach Absprache mit der Zahlstelle und gegebenenfalls mit der stellvertretenden Einrichtung, insofern für diese Methode ein gleichlautendes Gutachten oder ein technisches Gutachten erforderlich ist, und nach deren Anweisungen anpassen.

Die Verwaltung oder ggf. die stellvertretende Einrichtung teilt dem Landwirt den Inhalt seiner angepassten Verpflichtungen mit.

Erweist sich die in Absatz 2 erwähnte Anpassung als unmöglich, so endet die Verpflichtung, ohne dass eine Rückerstattung für den abgelaufenen Verpflichtungszeitraum gefordert wird. In diesem Fall teilt die Zahlstelle dem Landwirt das Ende der betreffenden Verpflichtung mit.

KAPITEL X — Kontrolle, Kürzung und Rückerstattung

Abschnitt 1 — Kontrolle

Art. 26 - § 1. Die Zahlstelle oder die Einrichtungen, denen sie ihre Kontrollaufgaben vollständig oder teilweise überträgt, prüfen die Beachtung:

1° der Bedingungen für die Gewährung der Beihilfen sowie die Beachtung der Verpflichtungen, die in der Anlage 1 angeführten Methoden und Untermethoden auszuführen;

2° der im Rahmen der betreffenden Methoden abgeschlossenen Abkommen, die den Abschluss derartiger Abkommen erfordern.

Die Zahlstelle überträgt einer oder mehreren Einrichtungen die Ausführung der Kontrollen vor Ort was die inhaltliche Beachtung des technischen Gutachtens für die in der Anlage 1 angeführten Methoden, die ein derartiges Gutachten erfordern, betrifft.

§ 2. Jegliche Verweigerung der Kontrolle durch den Landwirt führt von Rechts wegen zum Ausschluss von der Beihilfe.

Im Anschluss an die Verwaltungskontrollen oder an die vor Ort durchgeführten Kontrollen werden die in den Artikeln 16 bis 18, 21 und 22 der Verordnung Nr. 65/2011 festgelegten Regelungen für die Kürzung oder den Ausschluss auf die Berechnung der gewährten Beihilfe angewandt.

Abschnitt 2 — Kürzung und Rückerstattung der Beihilfen

Art. 27 - § 1. Die Missachtung der in dem vorliegenden Erlass und seinen Anlagen angeführten Bestimmungen sowie der gemäß Artikel 10 in dem gleichlautenden Gutachten festgelegten spezifischen Bedingungen führt zu der Kürzung der Beihilfen, die gemäß Artikel 22 der Verordnung Nr. 65/2011 und in der in dort angeführten Reihenfolge angewandt wird.

§ 2. Gemäß Artikel 18, § 2 der Verordnung Nr. 65/2011 werden die Auswirkungen einer Missachtung von der Zahlstelle festgelegt auf der Grundlage der Schwere, des Ausmaßes und der Dauer des festgestellten Verstoßes.

§ 3. Die Regelung zur Kürzung der Beihilfen oder zum Ausschluss von diesen Beihilfen wird wie folgt in acht Stufen unterteilt:

1° Stufe 1: Verwarnung mit der Pflicht einer Wiederinstandsetzung des Objekts, für das die Verpflichtung eingegangen wurde;

2° Stufe 2: Kürzung um 10 Prozent der jährlichen Zahlung für die betreffende Parzelle;

3° Stufe 3: Kürzung um 50 Prozent der jährlichen Zahlung für die betreffende Parzelle;

4° Stufe 4: Streichung der jährlichen Zahlung für die betreffende Parzelle;

5° Stufe 5: Streichung der jährlichen Zahlung für die betreffende Methode;

6° Stufe 6: Streichung der jährlichen Zahlung für die betreffende Parzelle, Einstellung der Verpflichtung für die betreffende Parzelle und Rückforderung der für die betreffende Parzelle seit Beginn der Verpflichtung gezahlten Beträge;

7° Stufe 7: Streichung der jährlichen Zahlung für die betreffende Methode, Einstellung der Verpflichtung für die betreffende Methode und Rückforderung der für die betreffende Methode seit Beginn der Verpflichtung gezahlten Beträge;

8° Stufe 8: Streichung der Methode und Rückforderung der seit Beginn der Verpflichtung gezahlten Beträge sowie Verbot, diese Methode während zwei Jahren anzuwenden.

§ 4. Der Minister ist befugt, eine Tabelle der Kürzungen auf der Grundlage der Verstöße festzulegen.

Je nach Schwere, Ausmaß und Dauer des festgestellten Verstoßes kann das Ausmaß der verkündeten Kürzung höher oder geringer sein als das in der Kürzungstabelle festgelegte Ausmaß.

§ 5. Sind die Verstöße gemäß Artikel 18, § 3 der Verordnung Nr. 65/2011 auf vorsätzlich begangene Unregelmäßigkeiten zurückzuführen, so wird der Landwirt in dem betreffenden und dem darauf folgenden Kalenderjahr von der jeweiligen Maßnahme ausgeschlossen.

§ 6. Werden für ein und dieselbe Methode oder ein und dieselbe Parzelle mehrere Fälle von Missachtungen der Bedingungen festgestellt, so ist das berücksichtigte Ausmaß der Kürzung das höchste Ausmaß.

Im Falle eines Rückfalls oder des Fortbestehens der Unregelmäßigkeiten im Laufe ein und desselben Verpflichtungszeitraums wird das Ausmaß der Kürzung um zwei Stufen angehoben.

Art. 28 - Unbeschadet der Artikel 53 bis 56 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung finden Artikel 5 der Verordnung Nr. 65/2011 sowie die Artikel 41 bis 43 des Dekrets vom 27. Juni 2013 im Falle ungeschuldet gezahlter Beträge Anwendung.

KAPITEL XI — *Einsprüche*

Art. 29 - § 1. Unbeschadet von § 2 kann der Landwirt im Falle einer Beanstandung der auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses gefassten Beschlüsse nach den Artikeln 31 bis 33 des Dekrets vom 27. Juni 2013 Einspruch einreichen. Verfügt der Landwirt über Belege, so muss er diese dem Einspruch unter Gefahr der Unzulässigkeit beifügen.

Dieser Einspruch wird bei dem leitenden Beamten der Zahlstelle unter Beachtung der in den Artikeln 31 bis 33 des Dekrets vom 27. Juni 2013 vorgesehenen Formen und Fristen eingereicht.

Reicht er eine Beschwerde ein, so ist der Landwirt verpflichtet, die im Rahmen von Agrarumweltmaßnahmen angewandten Methoden oder Untermethoden, für die er eine Verpflichtung eingegangen ist, weiter anzuwenden, bis die Zahlstelle einen endgültigen Beschluss gefasst hat.

§ 2. Der Landwirt kann unter Beachtung der Artikel 31 bis 33 des Dekrets vom 27. Juni 2013 bei dem Minister oder bei dessen Stellvertreter einen Einspruch erheben gegen auf der Grundlage der Artikel 10 und 22 gefasste Beschlüsse über ein gleichlautendes Gutachten. Jeder in einer anderen Form, nach Ablauf der vorgesehenen Frist oder ohne Belege eingereichte Einspruch führt zu dessen Unzulässigkeit.

KAPITEL XII — *Vollmachten und Abweichungen*

Art. 30 - § 1. Der leitende Beamte der Zahlstelle oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung der Beamte, der ihn ersetzt:

1° ist bevollmächtigt, um die Ausgaben bezüglich der im vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen für Agrarumweltmaßnahmen im Rahmen der in Anlage 1 angeführten Methoden festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen;

2° verabschiedet jedes sonstige Schriftstück über Verwaltungsbestimmungen und insbesondere über die Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen.

§ 2. Der Generalinspektor der Abteilung Umwelt und Wasser der Verwaltung oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung der Beamte, der ihn ersetzt:

1° legt das interne Verfahren für die Gewährung des in Artikel 10 angeführten Gutachtens sowie alle diesbezüglich notwendigen Dokumente fest;

2° legt die Liste der objektiven Kriterien fest, auf die sich das unter 1° erwähnte gleichlautende Gutachten stützt und übermittelt diese Liste dem leitenden Beamten der Zahlstelle.

KAPITEL XIII — *Übergangsbestimmungen*

Art. 31 - § 1. In Anwendung von Artikel 46, § 2 der Verordnung Nr. 1974/2006 in ihrer durch die Durchführungsverordnung (EU) Nr. 679/2011 der Kommission vom 14. Juli 2011 zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums (ELER), werden die laufenden Verpflichtungen, die ab dem Wirtschaftsjahr 2011 eingegangen worden sind, an den rechtlichen Rahmen des Programmplanungszeitraums 2014-2020 angepasst, sobald das neue wallonische Programm für die ländliche Entwicklung 2014-2020 in Kraft getreten ist.

Diese Anpassungen können folgende Bereiche betreffen:

1° die Lastenhefte der Methoden bezüglich des neuen Programmplanungszeitraums;

2° die Anforderungen der Grundanforderungen der Verpflichtungen.

Wird eine solche Anpassung von dem Landwirt nicht akzeptiert, so endet die Verpflichtung, ohne dass für den Zeitraum, während dem eine Verpflichtung angewandt wurde, eine Rückzahlung der Beihilfen von dem Landwirt gefordert wird.

Die Verpflichtungen, für die die Methode in dem neuen wallonischen Programm für die ländliche Entwicklung nicht weiter angeführt wird, werden bei Jahresende beendet und keine neue Verpflichtung kann für diese Methoden mehr eingegangen werden.

§ 2. Die Zahlstelle informiert den Landwirt über die Anwendung von § 1 über die Presse oder durch ein persönliches Schreiben.

Art. 32 - Für das Jahr 2014 kann der Landwirt eine Erhöhung um 20 Prozent der Beihilfe für die Methoden beantragen, für die eine derartige Erhöhung nach Anlage 1 zulässig ist. Diese Erhöhung ist jedoch nur möglich für jene Parzellen, die Teil einer ökologischen Hauptstruktur sind, die der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört, gemäß Artikel 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur bezeichnet hat.

Der entsprechende Antrag wird im Rahmen des Zahlungsantrags gestellt und spätestens bei Ablauf der in Artikel 5, § 2 erwähnten Frist.

Entspricht die Lokalisierung der Parzellen für die beantragte Beihilfe nicht einer ökologischen Hauptstruktur, so wird für diese Parzellen der von dem Landwirt für die betreffende Methode eingereichte Beihilfeantrag von Amts wegen als ein für die Methode ohne Erhöhung der Beihilfe eingereichter Antrag bearbeitet.

Art. 33 - Für das Jahr 2014 kann die Zahlstelle neue Verpflichtungen auf der Grundlage der in Anlage 1 festgelegten Agrarumweltmaßnahmen zulassen.

Der Minister ist befugt, neue Verpflichtungen für die Methoden, die nicht in dem neuen Plan für die ländliche Entwicklung für den Programmplanungszeitraum 2014-2020 angeführt werden oder für die die Verpflichtungsbedingungen umfangreich abgeändert werden, nicht zuzulassen.

Art. 34 - Für das Jahr 2014 wird jeder Beihilfeantrag und jeder Zahlungsantrag innerhalb der unter Androhung der Nichtigkeit für die Einreichung des Sammelantrags gemäß Artikel 30 des Dekrets vom 27. Juni 2013 vorgesehenen Frist eingereicht, wobei diesen Anträgen unter Gefahr der Nichtigkeit die ggf. von der Zahlstelle verlangten Belege beizufügen sind.

Art. 35 - § 1. Die Zahlstelle prüft die Beihilfefähigkeit des Antragstellers.

§ 2. Die Zahlstelle informiert den Landwirt spätestens am 30. Juni nachdem er seinen Antrag eingereicht hat, durch ein Schriftstück, dessen Datum zweifellos nachgewiesen werden kann, über die Zulässigkeit oder die Unzulässigkeit des jährlichen Beihilfeantrags oder des jährlichen Zahlungsantrags.

Dieses Schreiben umfasst zudem einen Abschnitt über die Zulässigkeitsbedingungen der Beihilfe.

Art. 36 - § 1. Für die am 1. April 2014 bereits bestehenden oder eingegangenen Verpflichtungen wird die in Artikel 8, 3° angeführte Verpflichtungsdauer um neun Monate verlängert. Es ist davon auszugehen, dass diese neun Monate sich vom 1. April 2014 bis am 31. Dezember 2014 erstrecken. Ab dem 1. Januar 2015 beziehen sich diese Verpflichtungen auf Zeiträume, die jeweils am 1. Januar beginnen und am 31. Dezember enden bis das eine Verpflichtungsdauer von fünf Jahren und neun Monaten erreicht ist.

§ 2. Für das Jahr 2014 bezieht sich der in Artikel 15 erwähnte jährliche Teilbetrag für die in Paragraph 1 erwähnten Verpflichtungen ausschließlich auf die in Paragraph 1 erwähnten neun Monate.

KAPITEL XIV — *Schlussbestimmungen*

Art. 37 - Der vorliegende Erlass ist anwendbar auf alle laufenden Beihilfeanträge, einschließlich der Anträge, die Gegenstand eines Einspruchs sind.

Art. 38 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Oktober 2008 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen wird aufgehoben.

Art. 39 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Februar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

Anlage 1

Die Methoden

Einzigster Artikel - § 1. Bei den in Artikel 3 angeführten Methoden handelt es sich um folgende:

1° Methode 1: Bestandteile des ökologischen Netzes und der Landschaft:

- a) Untermethode 1.a: Hecken und Baumhecken;
- b) Untermethode 1.b: Alleinstehende Bäume, Sträucher, Büsche und Haine, hochstämmige Obstbäume;
- c) Untermethode 1.c: Tümpel;

2° Methode 2: Natürliche Wiese;

3° Methode 3: Extensiv genutzte Graßsäume;

a) Untermethode 3.a: begraste Wendefläche am Rand der Kulturen;

b) Untermethode 3.b: extensiv genutzte Wiesenstreifen.

4° Methode 4: Bedeckung des Bodens im Winter vor der Frühjahrskultur;

5° Methode 5: Extensiver Getreideanbau;

6° Methode 6: Haltung von Tieren bedrohter lokaler Rassen;

a) Untermethode 6.1: Haltung von Zugpferden;

b) Untermethode 6.2: Haltung von Rindern;

c) Untermethode 6.3: Haltung von Schafen;

7° Methode 7: Aufrechterhaltung eines geringen Tierbesatzes;

8° Methode 8: Biologisch wertvolle Weiden;

9° Methode 9: Neu gestaltete Parzellenstreifen;

10° Methode 10: Aktionsplan für Agrarumweltmaßnahmen.

Die oben angeführten Methoden betreffen zwei Aktionsmöglichkeiten:

1° die allgemeinen Aktionen, d.h. die in dem Programm für ländliche Entwicklung angeführten Methoden 1 bis 7;

2° die gezielten Aktionen, d.h. die in dem Programm für ländliche Entwicklung angeführten Methoden 8 bis 10;

§ 2. Gemäß den Bestimmungen des Programms für ländliche Entwicklung dürfen die in Paragraph 1, unter 3°, a), 4°, 5° und 9° angeführten Methoden für die in dem Sammelantrag angegebenen Flächen nur auf gepflügten Kulturen angewandt werden.

Als gepflügte Kultur gilt jegliche Kultur mit Ausnahme folgender Kulturen:

1° Dauerwiesen;

2° Forstkulturen mit einer kurzen Umtriebszeit;

3° Miscanthus;

4° Aufforstung von Agrarflächen;

5° Landwirtschaftliche Parzellen mit forstlicher Bedeckung;

6° Schalenfrüchte;

- 7° Treibhaus-Gemüseanbau;
- 8° Baumschulen von Obstbäumen oder Zierpflanzen;
- 9° Weihnachtsbäume;
- 10° Baumschulen für forstliche Baumarten;
- 11° Mehrjähriger Obstbau.

§ 3. Nur für die Methoden 1 bis 3 kann eine Erhöhung gemäß Artikel 33 gewährt werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Februar 2014 zur Gewährung von Beihilfen im Rahmen von Agrarumweltmaßnahmen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Februar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

Anlage 2

Produktionsverfahren, die mit den sogenannten agrarökologischen Anforderungen des Umweltschutzes vereinbar sind, und spezifische Bedingungen für den Erhalt von Beihilfen

Abschnitt 1

Methode 1 - Bestandteile des ökologischen Netzes und der Landschaft

Artikel 1 - Die betroffenen Bestandteile des ökologischen Netzes und der Landschaft sind die Hecken, die Baumhecken, die alleinstehenden Bäume, Sträucher, Büsche und Haine, die hochstämmigen Obstbäume und die Tümpel.

Die Landwirte, die sich verpflichten, die vorerwähnten landschaftlichen Bestandteile nicht zu zerstören, sie in einer Erklärung zu vermerken und sie zu erhalten sowie insofern möglich das ökologische Netz auf ihrem Betriebsgelände zu verbessern, können unter den nachstehend beschriebenen Bedingungen in den Genuss von Beihilfen für diese Bestandteile gelangen.

Unterabschnitt 1 cUntermethode 1.a: Hecken und Baumhecken

Art. 2 - § 1. Der Landwirt, der sich verpflichtet, derartige Bestandteile in einer Erklärung zu vermerken und zu erhalten, kann in den Genuss einer jährlichen Beihilfe von 50 Euro pro Abschnitt von 200 Metern gelangen.

§ 3. Für diese Untermethode gilt, dass falls im Laufe des Verpflichtungszeitraums der Landwirt beantragt, Verpflichtungen für weitere Abschnitte von Hecken oder Baumhecken einzugehen, für diese weiteren Abschnitte nur dann die zu gewährende Beihilfe erhöht wird, wenn die geplante Änderung zu einer Erhöhung um mehr als 10 v. H. der Gesamtlänge aller Hecken und Baumhecken für die laufende Verpflichtung führt.

In diesem Fall wird die Verpflichtung des Landwirts durch die zusätzlichen Längenabschnitte für den noch zu laufenden Verpflichtungszeitraum ergänzt.

Art.3 - Die im Fall von Hecken oder Baumhecken zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

1° Die Hecken und Baumhecken müssen sich in landwirtschaftlichen Parzellen befinden;

2° Bei den Hecken handelt es sich um ununterbrochene Streifen einheimischer Laubbäume oder -sträucher. In keinem Fall kann der Waldrand oder die Vegetation des Waldes, die auf die landwirtschaftlichen Parzellen übergreift, als Hecke oder Baumhecke gewertet werden. Die Reihen einheimischer Laubbäume in landwirtschaftlichen Parzellen, mit Ausnahme von nur eine Baumart enthaltenden Anpflanzungen oder Baumreihen von Pappeln, werden jedoch als Hecken gewertet. Der Höchstabstand zwischen den Bäumen einer Reihe muss zehn Meter betragen;

3° Die Hecken und die Baumhecken können aus mehreren Abschnitten mit einer jeweiligen Mindestlänge von 20 Metern bestehen. Sie sind höchstens 10 Meter breit. Im Fall von Hecken werden leere Flächen von höchstens 10 Metern zwischen zwei Abschnitten berücksichtigt, wenn sie für das Vieh unerreichbar sind;

4° Der Erzeuger muss sich verpflichten, diese Hecken und Baumhecken nicht zu zerstören. Jegliche freiwillige Zerstörung wird nur nach vorherigem Gutachten der zuständigen Verwaltung erlaubt. Jegliche unbeabsichtigte Zerstörung oder Beschädigung muss der Verwaltung innerhalb einer Frist von 30 Tagen nach der besagten Zerstörung oder Beschädigung mitgeteilt werden. In allen Fällen ist der Landwirt verpflichtet eine Hecke oder Baumhecke über eine Länge, die der zerstörten oder beschädigten Länge entspricht, neu anzupflanzen;

5° Sowohl in der Nähe der Hecke oder der Baumhecke (bis zu einem Meter von der Basis der Hecke) als auch an der Basis der Hecke oder der Baumhecke selbst bringt er keinerlei Dünger und keinerlei Pflanzenschutzmittel aus. Lediglich eine lokale Behandlung gegen Nessel, Disteln und Ampfer ist zulässig;

6° Im Fall der Erhaltung der Hecken und Baumhecken dürfen die Arbeiten (Schnitt) nicht zwischen dem 15. April und dem 30. Juni einschließlich durchgeführt werden.

Für die Anwendung von Absatz 1 wird davon ausgegangen, dass 200 Meter Hecken oder Baumhecken einem Einflussbereich von 1 Hektar entsprechen.

Unterabschnitt 2

Untermethode 1.b: Alleinstehende Bäume, Sträucher, Büsche und Haine, hochstämmige Obstbäume

Art. 4 - § 1. Der Landwirt, der sich verpflichtet, derartige Bestandteile in einer Erklärung zu vermerken und zu erhalten, kann in den Genuss einer jährlichen Beihilfe von 25 Euro pro Abschnitt von 10 Bestandteilen gelangen.

§ 2. Für diese Untermethode gilt, dass falls im Laufe des Verpflichtungszeitraums der Landwirt beantragt, Verpflichtungen für weitere Agrarumweltbestandteile einzugehen, die zu gewährende Beihilfe erhöht wird, wenn die geplante Änderung zu einer Erhöhung um mehr als 10 v. H. der Gesamtanzahl aller Bestandteile für die laufende Verpflichtung führt.

In diesem Fall wird die Verpflichtung des Landwirts durch die zusätzlichen Bestandteile ergänzt, die er in den jährlichen Zahlungsanträgen für die noch verbleibenden Verpflichtungszeiträume anführt.

Art. 5 - Die zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

1° Die beihilfefähigen Bestandteile müssen sich in landwirtschaftlichen Parzellen befinden oder an diese angrenzen;

2° Bei den beihilfefähigen Bestandteilen handelt es sich um:

a) hochstämmige Obstbäume, die in Dauerwiesen stehen;

b) alleinstehende tote oder lebende einheimische Laubbäume, die in einer Entfernung von mehr als 10 Metern von jeglichem anderen Baum oder Hain oder jeglicher Hecke oder Baumhecke stehen, die einen Umfang von mindestens 40 cm, gemessen auf einer Höhe von 1 m 30, aufweisen;

c) einheimische Büsche und Sträucher von Laubbaumarten, die in einer Entfernung von mehr als 10 Metern befinden von jeglichem anderen Baum oder Hain oder jeglicher Hecke oder Baumhecke stehen, der bzw. die eine Höhe von mehr als 1,5 Meter aufweist;

d) Haine von weniger als 4 Ar, die in einer Entfernung von mehr als 10 Metern von jeglichem anderen Baum, alleinstehenden Strauch oder jeglicher Hecke oder Baumhecke stehen;

3° Der Erzeuger verpflichtet sich, diese Bestandteile nicht zu zerstören und notfalls innerhalb von zwölf Monaten mindestens die den beschädigten Bestandteile entsprechenden Bestandteile neu anzupflanzen;

4° Sowohl auf diese Bestandteile als auch an deren Basis bringt er keinerlei Dünger und keinerlei Pflanzenschutzmittel aus. Lediglich eine lokale Behandlung gegen Nesseln, Disteln und Ampfer ist zulässig;

5° Die eventuellen Erhaltungsarbeiten (Schnitt) dürfen nicht zwischen dem 15. April und dem 30. Juni einschließlich durchgeführt werden.

Für die Anwendung von Absatz 1 wird davon ausgegangen, dass ein Abschnitt von 10 Bestandteilen, die die erforderlichen Bedingungen erfüllen, einem Einflussbereich von 0,5 Ha entspricht.

Unterabschnitt 3

Untermethode 1.c: Tümpel

Art. 6 - § 1. Der Landwirt, der sich verpflichtet, in seinen landwirtschaftlichen Parzellen gelegene Tümpel in einer Erklärung zu vermerken und sie zu unterhalten, kann in den Genuss einer jährlichen Beihilfe von 50 Euro pro Tümpel gelangen.

§ 2. Für diese Untermethode gilt, dass falls im Laufe des Verpflichtungszeitraums der Landwirt beantragt, Verpflichtungen für weitere Agrarumweltbestandteile einzugehen, die zu gewährende Beihilfe erhöht wird, wenn die geplante Änderung zu einer Erhöhung um mehr als 10 v. H. der Gesamtanzahl aller Bestandteile für die laufende Verpflichtung führt.

In diesem Fall wird die Verpflichtung des Landwirts durch die zusätzlichen Bestandteile ergänzt, die er in den jährlichen Zahlungsanträgen für die noch verbleibenden Verpflichtungszeiträume anführt.

Art. 7 - Die zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

1. Bei den Tümpeln handelt es sich um permanente stehende Gewässer mit einer Mindestfläche von 10 m² zwischen dem 1. November und dem 31. Mai einschließlich, die in landwirtschaftlichen Parzellen gelegen sind;

2° Um jeden Tümpel wird ein mindestens zwei Meter breiter Streifen aufrechterhalten, der nie gepflügt wird und für das Vieh nicht zugänglich ist; es kann jedoch ein Zugang zu einer Tränkstelle eingerichtet werden, unter der Bedingung, dass die zugängliche Fläche 25 v. H. der Fläche und des Umfangs des Tümpels nicht übersteigt;

3° Das Ausbringen und das Spritzen in einem Abstand von weniger als zehn Metern vom Ufer sind untersagt.

4° Jegliche Aufschüttung und jegliche Einführung von Abfällen, Produkten oder Substanzen in das Wasser, die dem Tümpel schaden könnten, von nicht heimischen Tieren oder Pflanzen, von Schwämmen oder Fischen ist untersagt;

5° Im Fall einer Verschlammung oder einer Verlandung führt der Landwirt ein Ausschlämmen des Tümpels durch, indem er gewährleistet, dass wenigstens 25 v. H. des Umfangs als Flachufer aufrechterhalten oder angelegt werden.

Für die Anwendung von Absatz 1 wird von jedem Tümpel, der diese Bedingungen erfüllt, davon ausgegangen, dass sein Einflussgebiet 1 Ha beträgt.

Abschnitt 2

Methode 2: Natürliche Weide

Art. 8 - § 1. Der Landwirt, der sich verpflichtet, gewisse Parzellen von Dauerwiesen - mit Ausnahme der Parzellen oder Parzellenabschnitte, für die die Natura 2000-Entschädigung im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur für die Wiesen mit starken Einschränkungen (Bewirtschaftungseinheiten 2, 3 und 4) - nach dem hierunter stehenden Lastenheft zu bewirtschaften, kann in den Genuss einer jährlichen Subvention von 200 Euro je Hektar gelangen.

§ 2. Ein und dieselbe Methode kann Gegenstand von zeitlich getrennten Beihilfeanträgen sein, unter der Bedingung, dass jede dieser Methoden andere Parzellen betrifft, als jene, die bereits Gegenstand einer noch nicht abgeschlossenen vorherigen Verpflichtung sind, oder andere Längen, als jene, die bereits Gegenstand einer vorherigen Verpflichtung sind. Zudem müssen alle in der vorliegenden Anlage beschriebenen entsprechenden Bedingungen für jeden Beihilfeantrag durch den Landwirt beachtet werden.

Art. 9 - Die zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

1° Kein Eingriff (einschl. Beweidung, Schnitt, Düngung,...) auf der Parzelle zwischen dem 1. Januar und dem 15. Juni einschließlich. Ein einziger Eingriff zur oberflächlichen Einebnung (Verstreichen der Maulwurfshügel oder Wiederherstellung nach Schwarzwildschaden) wird jedoch zwischen dem 1. Januar und dem 15. April einschließlich geduldet.

2° Das nach dem 15. Juni auf der Parzelle stehende Vieh darf weder Futter noch Kraftfutter bekommen, noch darf dieses für das Vieh zugänglich sein;

3° Die Zufuhr von Dünge- und Bodenverbesserungsmitteln ist auf eine jährliche Ausbringung von Wirtschaftsdüngern (Tierzucht abwässern) zwischen dem 15. Juni und dem 31. Juli einschließlich beschränkt;

4° Keine Anwendung von Pflanzenschutzmitteln, mit Ausnahme der lokalen Behandlung gegen Nesseln, Disteln und Ampfer;

5° Keine Aussaat oder Übersaat;

6° Zwischen dem 15. Juni und dem 30. September einschließlich darf die Bewirtschaftung der Parzelle entweder durch Beweidung, oder durch Mähen mit Ernte, oder durch eine Kombination beider durchgeführt werden, wobei mindestens 5 v. H. von Fluchtstreifen bis zum folgenden Mähen oder bis zur folgenden Beweidung zu erhalten sind. Die Lokalisierung des Fluchtstreifens kann jedoch bei jedem Schnitt wechseln. Erfolgt die Mahd zwischen dem 15. Juni und dem 15. Juli einschließlich, so kann die Parzelle entweder zwischen dem 15. August und dem 30. September einschließlich ein zweites Mal gemäht werden, oder nach dem 1. August beweidet werden. Nach dem 30. September ist nur die Beweidung erlaubt.

Abschnitt 3

Methode 3: Extensiv genutzte Wiesenstreifen

Art. 10 - § 1. Diese Methode kann auf Flächen von weniger als 10 Ar angewandt werden.

§ 2. Sie kann Gegenstand von zeitlich getrennten Beihilfeanträgen sein, unter der Bedingung, dass jede dieser Methoden andere Parzellen betrifft, als jene, die bereits Gegenstand einer noch nicht abgeschlossenen vorherigen Verpflichtung sind, oder andere Längen, als jene, die bereits Gegenstand einer vorherigen Verpflichtung sind. Zudem müssen alle in der vorliegenden Anlage beschriebenen entsprechenden Bedingungen für jeden Beihilfeantrag durch den Landwirt beachtet werden.

§ 3. Die Methode der extensiv genutzten Wiesenstreifen umfasst zwei Untermethoden.

Unterabschnitt 1

Untermethode 3.a: begraste Wendefläche am Rand der Kulturen

Art.11 - Die Erzeuger, die die Untermethode "begraste Wendefläche am Rand der Kulturen" unter Beachtung des hierunter stehenden Lastenheftes anwenden, können in den Genuss einer jährlichen Subvention von 21,60 Euro pro Abschnitt von 20 Metern Länge gelangen, mit Ausnahme der Parzellen, für die eine Beihilfe im Rahmen der Bewirtschaftungseinheit 4 unter den durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. November 2012 festgelegten Bedingungen gewährt wird.

Art.12 - Die zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

1° die begraste Wendefläche wird entweder als Ersatz für eine gepflügte Kultur und auf ihrer gesamten Fläche oder auf einem Teil davon angelegt oder auf einer Fläche aufrechterhalten, die Gegenstand von Beihilfen für Agrarumweltmaßnahmen war;

2° die begraste Wendefläche muss mindestens während fünf Jahren auf der Gesamtheit oder einen Teil einer im Laufe dieses Zeitraums der gepflügten Kultur gewidmeten Fläche aufrechterhalten werden. Für die betreffende der gepflügten Kultur gewidmete Fläche besteht die Bedingung, dass zwei begraste Wendeflächen nicht längs aneinander grenzen. Es kann jedoch nur dann von diesen Grundsätzen abgewichen werden, wenn der betroffene Teil der gepflügten Fläche, auf der die begraste Wendefläche angelegt worden ist, ursprünglich zwischen 24 und 36 Metern breit war;

3° die begraste Wendefläche darf nicht entlang einer Dauerwiese angelegt werden, außer wenn eine Hecke die Wiese von der begrasten Wendefläche trennt;

4° sie ist mindestens 200 Meter lang. Die Mindestlänge von 200 Metern kann erreicht werden, indem mindestens 20 Meter lange Abschnitte begraster Wendeflächen zusammengezählt werden;

5° die Breite dieser Wendefläche beträgt an jedem Punkt 12 Meter;

6° die Fläche der Wendeflächen darf auf keinen Fall 9 v. H. der Fläche der gepflügten Kultur des Betriebs überschreiten, wie sie durch die Zahlstelle auf der Grundlage der bestimmten Flächen der gepflügten Kultur, die in dem Sammelantrag des Landwirts für das betroffene Jahr der Einreichung des ursprünglichen Antrags auf Beihilfen für Agrarumweltmaßnahmen angegeben sind, festgelegt werden; wenn ein Teil des Betriebs nach dem biologischen Produktionsverfahren bewirtschaftet wird, darf die Fläche der gesamten biologischen begrasten Wendeflächen 9 v. H. der im Rahmen der Beihilfen für die biologische Landwirtschaft bestimmten Fläche der gepflügten Kultur nicht überschreiten;

7° Beim Anlegen wird die Wendefläche mit einer diversifizierten Mischung eingesät, deren Zusammenstellung der Verwaltung mitgeteilt wird. Die Liste der vorgeschlagenen Arten wird nachstehend angeführt (Liste "Pflanzenarten für Wendeflächen"). Die Wahl der Zusammenstellung des Saatgutes wird dem Landwirt überlassen, insofern folgende Bedingungen erfüllt sind:

a) Gräser:

i. Der Prozentsatz (des Gewichts) des Saatguts liegt zwischen 50 und 85 v.H. der Mischung;

ii. Nicht-ausdauernde oder sehr intensive Pflanzen, wie z.B. das hybride, italienische oder Westerworld Raygras sowie die Anbautrespen sind ausgeschlossen;

iii. Das englische Raygras, das Wiesenlieschgras, das Knäuelgras und der Wiesenschwingel sind jeweils zu höchstens 30 v.H. in der Mischung vertreten;

b) Leguminosen (s. Liste):

i. Der Prozentsatz (des Gewichts) des Saatguts liegt zwischen 15 und 40 v.H. der Mischung;

ii. mindestens 3 Arten sind jeweils zu mindestens 5 v. H. in der Mischung vertreten;

c) sonstige Dikotylen (s. Liste): Andere Dikotylen können in die Mischung integriert werden, unter der Bedingung, dass keine Pflanze mehr als 5 v.H. der Mischung ausmacht;

8° Auf der begrasten Wendefläche wird keinerlei Dünger ausgebracht;

9° Sie wird mit keinem Pflanzenschutzmittel behandelt, mit Ausnahme einer lokalen Behandlung mit spezifischen Unkrautvernichtungsmitteln gegen Nesseln, Disteln und Ampfer;

10° Sie wird nicht beweidet;

11° Die einzige erlaubte Bewirtschaftung ist der Schnitt zwischen dem 16. Juli und dem 15. September einschließlich mit Entsorgung des Schnittertrags. Ein nicht gemähter Fluchtstreifen wird bei jedem Mähen auf einer Mindestbreite von 2 Metern aufrecht erhalten. Dieser Fluchtstreifen wird bis zum nächsten Mähen aufrecht erhalten. Die Lokalisierung des Fluchtstreifens kann sich bei jedem Mähen ändern. In Abweichung davon kann ein Mähen ohne Ertrag innerhalb von zwölf Wochen nach der Aussaat vorgenommen werden;

12° Sie ist für zu Freizeitwecken eingesetzte motorisierte Fahrzeuge nicht zugänglich. Sie darf nicht als Weg oder Durchgang für den Verkehr dienen, einschließlich des Verkehrs, der im Rahmen der Bewirtschaftung der Parzelle der gepflügten Kultur entsteht. Zudem kann auf dieser Wendefläche die Lagerung von Düngemitteln, Bodenverbesserungsmitteln oder von Ertrag nicht gestattet werden;

13° Bei einem Schlammstrom, bei mehr als 10 cm hohen Ablagerungen oder bei Schäden durch im öffentlichen Interesse durchgeführten zeitweiligen Arbeiten werden eine Reinigung und/oder eine neue Anpflanzung der begrasteten Bodenbedeckung vorgenommen.

Für die Anwendung von Absatz 1 wird davon ausgegangen, dass ein 20 Meter langer Abschnitt von begraster Wendefläche einem Einflussbereich von 0,3 Ha entspricht.

Pflanzenarten für Wendeflächen

LEGUMINOSEN

- 1° Hornschotenklee - *Lotus corniculatus*;
- 2° Hopfenklee - *Medicago lupulina*;
- 3° Luzerne - *Medicago sativa*;
- 4° Kulturspargeltee - *Onobrychis viciifolia*;
- 5° Rotklee - *Trifolium pratense*;
- 6° Weißklee - *Trifolium repens*.

WEITERE DIKOTYLEN

- 1° Weisenkerbel- *Anthriscus sylvestris*;
- 2° Kornblume - *Centaurea cyanus*;
- 3° Blaue Wegwarte - *Cichorium intybus*;
- 4° Wilde Möhre - *Daucus carota*;
- 5° Gewöhnlicher Natternkopf - *Echium vulgare*;
- 6° Wasserdost - *Eupatorium cannabinum*;
- 7° Echtes Johanniskraut - *Hypericum perforatum*;
- 8° Ackerwitwenblume - *Knautia arvensis*;
- 9° Wiesenwucherblume - *Leucanthemum vulgare*;
- 10° Kuckucks-Lichtnelke - *Lychnis flos cuculi*;
- 11° Blutweiderich - *Lythrum salicaria*;
- 12° Moschus-Malve - *Malva moschata*;
- 13° Wilde Malve - *Malva sylvestris*;
- 14° Weißer Steinklee - *Melilotus alba*;
- 15° Ackerhonigklee - *Melilotus officinalis*;
- 16° Wasserminze - *Mentha aquatica*;
- 17° Wilder Majoran - *Origanum vulgare*;
- 18° Kleinmohn - *Papaver dubium*;
- 19° Klatschmohn - *Papaver rhoeas*;
- 20° Spitzwegerich - *Plantago lanceolata*;
- 21° Braunelle - *Prunella vulgaris*;
- 22° Färberwau - *Reseda lutea*;
- 23° Großer Ampfer - *Rumex acetosa*;
- 24° Knotiger Braunwurz - *Scrophularia nodosa*;
- 25° Rauher Beinwell - *Symphytum asperum*;
- 26° Beinwell - *Symphytum officinale*;
- 27° Bastard-Beinwell - *Symphytum x uplandicum*;
- 28° Hybridklee - *Trifolium hybridum*;
- 29° Inkarnatklee - *Trifolium incarnatum*.

Unterabschnitt 2

Untermethode 3.b: extensiv genutzte Wiesenstreifen

Art.13 - Die Landwirte, die die Methode der extensiv genutzten Wiesenstreifen unter Beachtung des hierunter stehenden Lastenheftes anwenden, können in den Genuss einer jährlichen Beihilfe von 21,6 Euro pro Abschnitt von 20 Metern Länge gelangen, mit Ausnahme der Parzellen, für die eine Beihilfe im Rahmen der Bewirtschaftungseinheit 4 unter den durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 festgelegten Bedingungen gewährt wird.

Dieser Betrag wird auf 15,34 Euro verringert in den Parzellen, für die eine im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 für die Bewirtschaftungseinheiten 2 und 3 festgelegte Natura 2000-Beihilfe gewährt wird.

Art.14 - Die bei der Haltung von extensiv genutzten Wiesenstreifen zu erfüllenden Bedingungen sind die folgenden:

- 1° Nur die extensiv genutzten Wiesenstreifen, die auf Dauerwiesen angelegt sind, sind beihilfefähig;
- 2° Diese extensiv genutzten Wiesenstreifen müssen entlang einem Wasserlauf, einer Wasserfläche oder entlang anerkannten oder domanialen Naturschutzgebieten oder biologisch wertvollen Feuchtgebieten angelegt werden;
- 3° Sie sind mindestens 100 Meter lang. Die Mindestlänge von 100 Metern kann erreicht werden, indem Abschnitte von mindestens 20 Meter langen extensiv genutzten Wiesenstreifen zusammengezählt werden;
- 4° Diese Streifen sind in jedem Punkt 12 Meter breit. Die Fläche der Streifen darf auf keinen Fall 9 v. H. der Fläche der Weidefläche überschreiten, wie sie durch die Verwaltung auf der Grundlage der bestimmten Weideflächen, die in dem Sammelantrag des Landwirts für das betroffene Jahr der Einreichung des ursprünglichen Antrags auf Beihilfen für Agrarumweltmaßnahmen angegeben sind, festgelegt werden.
- 5° Ein extensiv genutzter Wiesenstreifen wird mit keinem Dünger oder Pflanzenschutzmittel behandelt, mit Ausnahme einer lokalen Behandlung mit spezifischen Unkrautvernichtungsmitteln gegen Nesseln, Disteln und Ampfer;

6° im Falle einer anderen Bewirtschaftung als der Beweidung ist nur der Schnitt zwischen dem 1. Juli und dem 15. September mit Entsorgung des Schnittertrags erlaubt. Ein nicht gemähter Fluchtstreifen wird bei jedem Mähen auf einer Mindestbreite von 2 Metern aufrechtgehalten und die Parzelle darf nicht vor dem 1. August beweidet werden. Dieser Fluchtstreifen wird bis zum nächsten Mähen aufrecht erhalten. Die Lokalisierung des Fluchtstreifens kann sich bei jedem Mähen ändern;

7° Ein extensiv genutzter Wiesenstreifen darf nur ab dem 1. Juli beweidet werden;

8° Der direkte Zugang des Viehs zu den Ufern und dem Bett der Wasserläufe ist untersagt, mit Ausnahme einer als Tränkstelle eingerichteten Stelle;

9° Das Vieh, das sich auf der Parzelle befindet, auf der der extensiv genutzte Wiesenstreifen, einschließlich des Streifens, angelegt ist, darf weder Futter noch Kraftfutter bekommen;

10° Der extensiv benutzte Wiesenstreifen ist für zu Freizeit Zwecken eingesetzte motorisierte Fahrzeuge nicht zugänglich. Er darf nicht als Weg genutzt werden. Zudem kann auf diesem Streifen die Lagerung von Düngemitteln, Bodenverbesserungsmitteln oder von Ertrag nicht gestattet werden;

11° Ein extensiv genutzter Wiesenstreifen darf nicht Gegenstand von Beihilfen in Anwendung der Methoden 2 oder 8 sein.

Für die Anwendung von Absatz 1 wird davon ausgegangen, dass ein 20 Meter langer Abschnitt von begraster Wendefläche einem Einflussbereich von 0,3 Ha entspricht.

Abschnitt 4

Methode 4 - Bedeckung des Bodens im Winter vor der Frühjahrskultur

Art. 15 - § 1. Der Landwirt, der sich verpflichtet, in der vorherigen Kultur (Gräser in einem Getreide oder zwischen den Maisreihen) oder so schnell wie möglich nach der letzten Ernte und in allen Fällen vor dem 15. September eine Pflanzendecke zu sähen, kann in den Genuss einer jährlichen Beihilfe von 100 Euro je Hektar gelangen, unter der Bedingung, dass er diese Pflanzendecke nicht vor dem 1. Januar entfernt.

§ 2. Ein und dieselbe Methode kann Gegenstand von zeitlich getrennten Beihilfeanträgen sein, unter der Bedingung, dass jede dieser Methoden andere Parzellen betrifft, als jene, die bereits Gegenstand einer noch nicht abgeschlossenen vorherigen Verpflichtung sind, oder andere Längen, als jene, die bereits Gegenstand einer vorherigen Verpflichtung sind. Zudem müssen alle in der vorliegenden Anlage beschriebenen entsprechenden Bedingungen für jeden Beihilfeantrag durch den Landwirt beachtet werden.

Art. 16 - Die folgenden Bedingungen müssen beachtet werden:

1° der Landwirt verpflichtet sich, jedes Jahr der Verpflichtung eine Bodenbedeckung im Winter anzulegen, die mindestens der für diese Methode in seiner ursprünglichen Verpflichtung angegebenen Fläche entspricht. Diese Mindestfläche ist diejenige, die den Anspruch auf die entsprechende Beihilfe eröffnet. Die zusätzliche Fläche, auf der die Methode ausgeübt wird, gibt keinen Anspruch auf eine Beihilfe kraft der betroffenen Verpflichtung;

2° Die Flächen, die Gegenstand der Beihilfe sind, müssen in dem Sammelantrag des Beihilfeberechtigten für das Jahr, das auf dasjenige der Pflanzung der Pflanzendecke folgt, angegeben werden. Diese Flächen können jedoch durch einen anderen Landwirt als dem von der Beihilfe für Agrarumweltmaßnahmen betroffenen Empfänger in dem Sammelantrag des Jahres, das auf das Anlegen der besagten Pflanzendecke folgt, angegeben werden, unter der Bedingung, dass die erwähnten Flächen Gegenstand einer Vereinbarung zur Grundstücksnutzung für eine Dauer von weniger als einem Jahr, die durch beide Parteien unterzeichnet worden ist und die eine Frühjahrskultur oder ein Brachland betrifft. Der Beihilfeberechtigte muss über eine Abschrift dieser Vereinbarung verfügen, um diese den Kontrolleuren im Fall einer Ortsbesichtigung vorlegen zu können;

3° die Bedeckung des Bodens im Winter muss nach dem 1. Januar zerstört werden und spätestens am folgenden 31. Mai einschließlich muss eine Frühjahrskultur oder Brachland folgen;

4° sie darf nicht aus Leguminosen bestehen;

5° in Abweichung von den in Absatz 1, 3° angegebenen Daten und wenn die vorherige Ernte nach dem 1. September vorgenommen worden ist, kann eine aus Roggen oder Triticum bestehende Pflanzendecke angelegt werden, unter der Bedingung, dass sie vor dem 1. November gesät und zwischen dem 1. März und dem 15. Mai zerstört wird;

6° die Anwendung von stickstoffhaltigem Mineraldünger ist nicht erlaubt;

Abschnitt 5

Methode 5: Extensiver Getreideanbau

Art. 17 - § 1. Der Landwirt, der sich verpflichtet, den extensiven Getreideanbau zu praktizieren, kann in den Genuss einer jährlichen Beihilfe von 100 Euro je Hektar gelangen.

§ 2. Ein und dieselbe Methode kann Gegenstand von zeitlich getrennten Beihilfeanträgen sein, unter der Bedingung, dass jede dieser Methoden andere Parzellen betrifft, als jene, die bereits Gegenstand einer noch nicht abgeschlossenen vorherigen Verpflichtung sind, oder andere Längen, als jene, die bereits Gegenstand einer vorherigen Verpflichtung sind. Zudem müssen alle in der vorliegenden Anlage beschriebenen entsprechenden Bedingungen für jeden Beihilfeantrag durch den Landwirt beachtet werden.

Art. 18 - Die folgenden Bedingungen müssen beachtet werden:

1° der Landwirt verpflichtet sich, die Methode auf einer Fläche, die mindestens der für diese Methode in seiner ursprünglichen Verpflichtung erwähnten Fläche entspricht, auszuüben, und dies jedes Jahr der Verpflichtung. Diese Mindestfläche ist diejenige, die den Anspruch auf die entsprechende Beihilfe eröffnet. Die zusätzliche Fläche, auf der die Methode ausgeübt wird, gibt keinen Anspruch auf eine Beihilfe kraft der betroffenen Verpflichtung;

2° zweizeilige Braugerste oder Roggen anbauen oder auch in benachteiligten Gebieten Dinkel, Mengkorn oder eine Mischung von Getreiden und Leguminosen anbauen (in den Mischungen Getreiden-Leguminosen und bei Mengkorn muss die zweite Art mindestens 20 v. H. der Mischung entsprechen);

3° der Antrag darf sich nur auf die Kultur beziehen, die im Laufe des betreffenden Kalenderjahres geerntet wird und die am 31. Mai vorhandene Art der Kultur bestimmt, was angebaut wird;

4° diese Maßnahme ist nicht mit den Beihilfen für die biologische Landwirtschaft kumulierbar.

Abschnitt 6

Methode 6: Haltung bedrohter lokaler Rassen

Art. 19 - § 1. Der Erzeuger, der sich verpflichtet, Tiere bedrohter lokaler Rassen, die in der nachstehenden Liste angeführt sind, zu halten, kann in den Genuss einer jährlichen Beihilfe von 120 Euro pro Rind, 200 Euro pro Pferd und 30 Euro pro Schaf gelangen.

§ 2. Ein und dieselbe Methode kann Gegenstand von zeitlich getrennten Beihilfeanträgen sein, unter der Bedingung, dass jede dieser Methoden andere Parzellen betrifft, als jene, die bereits Gegenstand einer noch nicht abgeschlossenen vorherigen Verpflichtung sind, oder andere Tiere, als jene, die bereits Gegenstand einer vorherigen Verpflichtung sind. Zudem müssen alle in der vorliegenden Anlage beschriebenen entsprechenden Bedingungen für jeden Beihilfeantrag durch den Landwirt beachtet werden.

Art. 20 - Die betroffenen Tiere müssen die folgenden Bedingungen erfüllen:

- 1° dem ursprünglichen Standard der als vom Aussterben bedrohten anerkannten Tierart entsprechen;
- 2° in dem anerkannten Stammbuch der Rasse oder einem gleichwertigen Schriftstück eingetragen sein;
- 3° für die Pferde und die Rinder wenigstens 2 Jahre und für die Schafe wenigstens 6 Monate alt sein;
- 4° wenn es sich um Rinder oder Schafe handelt, in dem System zur Kennzeichnung und Registrierung der Tiere (Sanitrace) eingetragen sein.

Die Liste der bedrohten lokalen Rassen, für die ein Zuschuss gewährt werden kann, wird folgendermaßen festgelegt:

1° Rinderrassen:

a) Blau-Weiss gemischt;

2° Schafrassen:

a) Belgisches Milchschaaf;

b) Maas und Samberschaaf;

c) Gefleckter Ardenner;

d) Roter Ardenner;

e) Mergellandschaaf;

3° Pferderassen:

a) Ardenner Zugpferd;

b) Belgisches Zugpferd;

Diese Liste kann durch den Minister abgeändert werden, u.a. in Übereinstimmung mit den auf diesem Gebiet anwendbaren europäischen Bestimmungen.

Um in den Genuss der Subvention zu gelangen, muss der Erzeuger für jedes Tier nebst seinem ursprünglichen Antrag Folgendes beibringen:

1° für die Rinderrassen eine Abschrift des endgültigen Ausweises, der von der Einrichtung, die das Stammbuch der betroffenen Rinderrasse führt, ausgestellt wird;

2° für die Pferde eine Abschrift des Identifizierungsdokuments, das seine Eintragung im Stammbuch sowie seine Zugehörigkeit zu der betroffenen Rasse beweist;

3° für die Schafrassen eine Abschrift der Geburtsbescheinigung, die von der Einrichtung, die die Stammbücher führt, ausgestellt wird, oder eine Zuchtbescheinigung des Tieres, die die Zugehörigkeit zu der betroffenen lokalen Rasse beweist, oder irgendwelche Unterlage, die von der Einrichtung, die die Stammbücher führt, ausgestellt wird, und die Zugehörigkeit zu der betroffenen lokalen Rasse beweist; die jährlichen Formulare der Bekämpfungs- oder Geburtserklärung müssen verfügbar sein, um den Kontrolleuren bei einer Ortsbesichtigung vorgelegt zu werden, und müssen für die betroffene Rasse mindestens die Anzahl prämierter Tiere angeben;

Abschnitt 7

Methode 7: Geringer Tierbesatz

Art. 21 - § 1. Der Landwirt, der sich verpflichtet, einen geringen Tierbesatz aufrechtzuerhalten, kann in den Genuss einer jährlichen Beihilfe von 100 Euro je Hektar Dauerwiese gelangen.

§ 2. Für die Berechnung der Besatzdichte im Rahmen der Methode 7 können die außerhalb der Wallonischen Region gelegenen Parzellen berücksichtigt werden, falls eine Futterfläche in einem anderen als dem Mitgliedstaat liegt, in dem sich der Betriebssitz des Landwirts befindet, der sie nutzt, oder in einer anderen Region. Diese Fläche wird auf Antrag des Landwirts als zu seinem Betrieb gehörend betrachtet, sofern sie sich in unmittelbarer Nähe dieses Betriebs befindet und mehr als 50 v. H. der gesamten von dem genannten Landwirt genutzten landwirtschaftlichen Flächen in jenem Mitgliedstaat liegen, in dem er seine Betriebstätigkeit hauptsächlich ausführt und unter der Bedingung, dass diese Fläche in dem Sammelantrag angeführt wird.

Für diese Methode gilt, dass falls der Landwirt im Laufe des Verpflichtungszeitraums die von dieser Verpflichtung betroffene Fläche erhöht, für diese zusätzliche Fläche nur dann die zu gewährende Beihilfe erhöht wird, wenn sie zu einer Erhöhung um mehr als 10 v. H. der gesamten Fläche, auf die sich die Verpflichtung ursprünglich bezieht, führt.

In diesem Fall wird die ursprüngliche Verpflichtung des Erzeugers durch die zusätzlichen Flächen für den noch zu laufenden Verpflichtungszeitraum ergänzt.

Art. 22 - Die folgenden Bedingungen müssen beachtet werden:

1° der Tierbesatz innerhalb des Betriebs muss unter 1,4 GVE (Großvieheinheit) je Hektar Dauerwiese und Wechselwiese liegen. Wenn der Tierbesatz unter 0,6 GVE pro Weideland liegt, werden die für die Berechnung der Beihilfe berücksichtigten Flächen auf die Flächen begrenzt, die notwendig sind, damit der Tierbesatz 0,6 GVE je Hektar erreicht;

2° der Mäh- oder Weideertrag wird ausschließlich für den Tierbestand des eigenen Betriebs bestimmt;

3° das einzige Ausbringen organischer Stoffe, das auf den Wiesenflächen erlaubt ist, ist dasjenige in Zusammenhang mit den Ausscheidungen der Tiere, die dazu gedient haben, den geringen Tierbesatz zu bestimmen. In Abweichung davon und für die Landwirte, die keinen Mineraldünger auf diesen Wiesenflächen ausbringen, ist das Ausbringen von anderen Tierdüngern erlaubt, sofern der Anteil der Bodengebundenheit des Betriebs, wie er im Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, festgelegt wird, höchstens 0,6 entspricht;

4° die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln ist auf den Wiesen verboten, mit Ausnahme der lokalen Behandlung unter den elektrischen Zäunen und gegen Nesseln, Disteln und Ampfer.

Der Tierbesatz entspricht dem durchschnittlichen Jahresbesatz des Betriebs für das betroffene Kalenderjahr. Diese Besatzdichte wird unter Berücksichtigung folgender Elemente berechnet:

1° der Durchschnittswert der täglichen Daten aus dem System zur Kennzeichnung und Registrierung der Tiere (Sanitrace), was die Rinder betrifft;

2° die Anzahl Pferde, die vom Landwirt in seinem Formular für die Einreichung des Sammelantrags des betreffenden Jahres angegeben werden;

3° die jährliche Bestandsaufnahme über die Identifizierung und die Eintragung der Schafe und der Ziegen.

Art.23 - Die Berechnung der Anzahl GVE bezüglich dieser Tiere wird unter Benutzung der folgenden Koeffizienten festgelegt:

1° Rinder von 2 Jahren und älter, Pferde von mehr als 6 Monaten: 1 GVE;

2° Rinder von 0 bis 6 Monaten: 0,4 GVE;

3° Rinder von 6 Monaten bis 2 Jahren: 0,6 GVE;

4° Schafe oder Ziegen von mehr als 6 Monaten: 0,15 GVE;

5° Hirsche von mehr als sechs Monaten: 0,25 GVE.

Abschnitt 8

Methode 8: Biologisch wertvolle Weiden

Art. 24 - Diese Methode 8 ist überall in Dauerwiesen zugänglich außer in den Bewirtschaftungseinheiten 4 der als Natura 2000-Gebiete bezeichneten Gebiete.

Art. 25 - § 1. Der Landwirt, der sich verpflichtet, gewisse Parzellen von Dauerwiesen nach dem nachstehend angeführten Lastenheft zu bewirtschaften, kann in den Genuss einer jährlichen Beihilfe von 450 Euro pro Hektar gelangen. Diese Beihilfe wird in den Wiesen der Verwaltungseinheiten 2 und 3 der als Natura 2000-Gebiete bezeichneten Gebiete auf 210 Euro pro Hektar herabgesetzt.

§ 2. Ein und dieselbe Methode oder Untermethode kann Gegenstand von zeitlich getrennten Beihilfeanträgen sein, unter der Bedingung, dass jede dieser Methoden oder Untermethoden andere Parzellen betrifft, als jene, die bereits Gegenstand einer noch nicht abgeschlossenen vorherigen Verpflichtung sind, oder andere Längen, als jene, die bereits Gegenstand einer vorherigen Verpflichtung sind. Zudem müssen alle in der vorliegenden Anlage beschriebenen entsprechenden Bedingungen für jeden Beihilfeantrag durch den Landwirt beachtet werden.

Art. 26 - Die folgenden Bedingungen müssen beachtet werden:

1° eine vorherige Diagnose über den biologischen Wert der Parzelle muss Anlass zu einem vorher durch die Verwaltung - mit Ausnahme der Zahlstelle - ordnungsgemäß übermittelten gleichlautenden Gutachten geben, das die für die örtliche Lage spezifischen Bestimmungen umfasst;

2° kein Eingriff (Beweidung, Schnitt,...) auf der Parzelle während eines in dem gleichlautenden Gutachten angegebenen Zeitraums, der sich außer in besonderen Fällen vom 1. Januar bis zu einem in diesem Gutachten angegebenen Tag im Juli erstreckt. Ein einziger Eingriff zur oberflächlichen Einebnung (Verstreichen der Maulwurfshügel oder Wiederherstellung nach Schwarzwildschaden) wird jedoch zwischen dem 1. Januar und dem 15. April geduldet;

3° das nach diesem Datum auf der Parzelle anwesende Vieh darf weder Futter noch Kraftfutter bekommen;

4° keine Zufuhr von Düngemitteln und Bodenverbesserungsmitteln darf stattfinden, mit Ausnahme der Rückführung durch weidende Tiere;

5° die Behandlung mit Pflanzenschutzmitteln ist verboten, mit Ausnahme einer lokalen Behandlung gegen Disteln und Ampfer;

6° keine Aussaat oder Übersaat;

7° im Fall einer anderen Bewirtschaftung als der Beweidung ist nur der Schnitt mit Entsorgung des Eintrags erlaubt. In diesem Fall werden mindestens 10 v. H. der Fläche der Parzelle als nicht gemähte Fluchtstreifen aufrechterhalten. Bei jedem Schnitt muss ein solcher Fluchtstreifen bis zum nächsten Mähen aufrechterhalten werden. Die Lokalisierung des Fluchtstreifens kann jedoch bei jedem Schnitt wechseln. Im Fall einer Beweidung nach dem Schnitt innerhalb der im gleichlautenden Gutachten vorgesehenen Frist darf der Fluchtstreifen beweidet werden. Das gleichlautende Gutachten gibt die anderen eventuellen Beweidungsmodalitäten an;

8° außer bei einer Begründung im Rahmen des gleichlautenden Gutachtens sind die Entwässerungs- und Ausschlämearbeiten in den Gräben verboten;

9° diese Maßnahme darf nicht in Verbindung mit der Methode 2 (natürliche Weide) oder der Untermethode 3.b. (extensiv genutzter Wiesenstreifen) angewandt werden.

Abschnitt 9

Methode 9: Bepflanzte Parzellenstreifen

Art. 27 - Mittels eines gleichlautenden Gutachtens ist die Methode 9 überall zugänglich außer in den Bewirtschaftungseinheiten der als Natura 2000-Gebiete bezeichneten Gebiete.

Diese Methode kann auf Flächen von weniger als 10 Ar angewandt werden.

Art. 28 - Ein und dieselbe Methode kann Gegenstand von zeitlich getrennten Beihilfeanträgen sein, unter der Bedingung, dass jede dieser Methoden andere Parzellen betrifft, als jene, die bereits Gegenstand einer noch nicht abgeschlossenen vorherigen Verpflichtung sind, oder andere Längen, als jene, die bereits Gegenstand einer vorherigen Verpflichtung sind. Zudem müssen alle in der vorliegenden Anlage beschriebenen entsprechenden Bedingungen für jeden Beihilfeantrag durch den Landwirt beachtet werden.

Art. 29 - Die Landwirte, die die Methode "bepflanzte Parzellenstreifen" anwenden, können in den Genuss einer jährlichen Subvention von 30 Euro pro Abschnitt von 20 Metern Länge gelangen.

Art. 30 - Die folgenden allgemeinen Bedingungen müssen in allen Fällen beachtet werden:

1° die bepflanzten Parzellenstreifen werden entweder als Ersatz für eine gepflügte Kultur und auf ihrer gesamten Fläche oder auf einem Teil davon angelegt;

2° die bepflanzten Parzellenstreifen müssen während mindestens fünf Jahren auf der Gesamtheit oder einem Teil einer im Laufe dieses Zeitraums der gepflügten Kultur gewidmeten Fläche aufrechterhalten werden. Was die betroffene, der gepflügten Kultur gewidmete Fläche betrifft, dürfen zwei bepflanzte Parzellenstreifen nicht längs aneinander grenzen. Es kann jedoch nur dann von diesen Grundsätzen abgewichen werden, wenn der betroffene Teil der gepflügten Fläche in seiner ursprünglichen Form, auf der der gepflanzte Parzellenstreifen angelegt worden ist, zwischen 3 und 42 Meter breit war;

3° die Standardbreite dieser Streifen beträgt 12 Meter. Die bezuschussbare Breite kann jedoch auf 3 Meter herabgesetzt oder auf bis zu 21 Meter erweitert werden. In allen Fällen wird die Berechnung der Beihilfe nach dem gleichen Grundsatz vorgenommen, d.h. 30 Euro für den Gleichwert eines 20 Meter langen und standardmäßig 12 Meter breiten Abschnitts, wobei die Länge proportional an die tatsächliche Breite angepasst wird (20 x 12 Meter entspricht also 60 x 4 Meter);

4° die Mindestlänge pro Verpflichtung entspricht 200 Metern pro Abschnitte von mindestens 20 Metern;

5° die besonderen Zielsetzungen eines derartigen Streifens sowie insbesondere die Wahl des Standorts, der Breite, der Zusammensetzung der Bedeckung, der Daten, und der Bewirtschaftungsmodalitäten (Schnitt, Übersaat, Anschaffung von Anhöfen, rasenbildende oder unbedeckte Bodenstreifen, die mechanisch unterhalten werden,...) werden in dem in Artikel 10 erwähnten gleichlautenden Gutachten, das die örtlichen Herausforderungen und Beanspruchungen in Sachen Landwirtschaft und Umwelt in Betracht nimmt, angegeben;

6° die Fläche der gesamten begrasten Wendeflächen und Parzellenstreifen, auf die die Methoden 3a und 9 angewandt werden, darf auf keinen Fall 9 v. H. der Fläche der gepflügten Kultur des Betriebs überschreiten, die von der Verwaltung auf der Grundlage der Flächen der gepflügten Kultur, die in dem Sammelantrag des Landwirts für das betroffene Jahr der Einreichung des betroffenen ursprünglichen Antrags auf Beihilfen für Agrarumweltmaßnahmen angegeben sind, festgelegt wird; wenn ein Teil des Betriebs nach dem biologischen Produktionsverfahren bewirtschaftet wird, darf die Fläche der Gesamtheit der biologischen begrasten Wendeflächen und Parzellenstreifen 9 v. H. der im Rahmen der Beihilfen für die biologische Landwirtschaft bestimmten Fläche der gepflügten Kultur nicht überschreiten;

7° es dürfen keine Düngemittel und Bodenverbesserungsmittel benutzt werden;

8° keine Anwendung von Pflanzenschutzmitteln, mit Ausnahme der lokalen Behandlung gegen Nessel, Disteln und Ampfer;

9° die betroffenen Parzellen sind für zu Freizeit Zwecken eingesetzte motorisierte Fahrzeuge nicht zugänglich. Sie dürfen nicht als Weg oder Durchgang für den Verkehr dienen. Zudem kann auf diesen Streifen die Lagerung von Düngemitteln, Bodenverbesserungsmitteln oder von Ernteerträgen nicht gestattet werden;

Für die Anwendung von Absatz 1 wird davon ausgegangen, dass ein 20 Meter langer Abschnitt von begraster Wendefläche einem Einflussbereich von 0,3 Ha entspricht.

Abschnitt 10

Methode 10: Aktionsplan für Agrarumweltmaßnahmen

Art. 31 - Jeder Landwirt, der in der wallonischen Region eine oder mehrere landwirtschaftliche Parzellen bewirtschaftet und die Methode "Aktionsplan für Agrarumweltmaßnahmen" anwendet, in den Genuss einer nach der folgenden Formel berechneten Beihilfe gelangen:

$$\text{Beihilfe (Euro)} = 20 X - 5 Y + 0,05 Z$$

in der:

X = Anzahl Hektar \leq 40

Y = Anzahl Hektar $>$ 40 und \leq 200

Z = Betrag der Beihilfen für die Methoden 1 bis 9, wie sie auf der Grundlage des Sammelantrags und des Antrags auf Beihilfen des Landwirts für das Jahr der Einreichung des ursprünglichen Antrags festgelegt ist

Der Jahresbetrag dieser Beihilfe wird pro Betrieb und pro Jahr auf 3.000 Euro begrenzt.

Art. 32 - Die folgenden allgemeinen Bedingungen müssen in allen Fällen beachtet werden:

1° vor der Einreichung des ursprünglichen Antrags zusammen mit einem leitenden Beamten einen Aktionsplan für Agrarumweltmaßnahmen erstellen;

2° diesen Aktionsplan, dem die im Punkt 3° vorgesehenen Aktualisierungen zugefügt werden, im Laufe der fünf Jahre der Verpflichtung durchführen;

3° jedes Jahr ab dem zweiten Jahr der Verpflichtung den Aktionsplan mit Hilfe eines leitenden Beamten aktualisieren, wobei die Durchführung des Aktionsplans bewertet wird und die eventuellen Hindernisse bei dessen Durchführung ausdrücklich identifiziert werden. Im Falle von wesentlichen Abänderungen im Betrieb ggf. aufgrund neuer Gegebenheiten, die die Durchführung des Plans erleichtern oder verzögern, muss der Landwirt den leitenden Beamten darüber informieren, damit dieser Plan abgeändert wird;

4° nach Ablauf der fünfjährigen Verpflichtung wird mit Hilfe eines leitenden Beamten ein Bericht erstellt, der die Ergebnisse, Schlussfolgerungen und Aussichten des Aktionsplans in Anbetracht der ursprünglich festgelegten Ziele darstellt. Eine positive Bewertung des Plans, die auf einer zufriedenstellenden Durchführung der Ziele beruht, bedingt die Verlängerung des Plans an diesem Verfalltag;

5° die Stärken und Schwächen des Betriebs im Bereich der Agrarumweltmaßnahmen werden unter Berücksichtigung der folgenden, als rein informativ zu verstehenden Elemente und der spezifischen Merkmale des Betriebs überprüft:

a) Düngung und Bodenbewirtschaftung (Düngungsbuch, Düngpläne, Kompostierung, Biogasgewinnung, Teilnahme an Tierdungbanken, Bedeckung des Bodens im Winter, Annahme von Ratschlägen für eine wohlüberlegte Düngung (Weizen und andere Kulturen), Analyse des Tierfutters und Berechnung von Rationen, Analyse der tierischen Ausscheidungen, Vorkommen von Kulturen mit stark beschränktem Getreideeintrag, lokalisierte Anwendungen,...), Analyse der Parzellen;

b) Pflanzenschutzbehandlung einschließlich der Ausrüstung des Spritzgerätes (Spülbecken, Kanisterspüler, Abfüllsicherung,...), alternative Unkrautvernichtung, Verfügbarkeit eines "Phytobac", biologische Unkrautbekämpfung, integrierte Unkrautbekämpfung oder Biobetrieb;

c) Landschaftspflege und Verschönerung der Umgebung des Bauernhofs einschließlich der architektonischen Eingliederung der verschiedenen Gebäude, Pflege der Umgebung des Bauernhofs, Sichtbarkeit von eventuellen negativen Elementen gegenüber den Anliegern und der Öffentlichkeit im Allgemeinen, Verwendung von Pflanzen für die Gestaltung der Umgebung des Bauernhofs, einheimische Eigenschaft der Pflanzungen;

d) Nutzung von Elementen der biologischen Vielfalt und der Landschaft im Agrargebiet einschließlich der Bedeutung des ökologischen Netzes im Betrieb, angemessene Bewirtschaftung der Grenzertragswiesen, Anwendung von Aktionen im Bereich der Agrarumweltmaßnahmen zur Entwicklung des ökologischen Netzes und der Landschaft sowie zur Erhaltung der Umwelt am Rand der landwirtschaftlichen Parzellen, verhältnismäßige Länge der geschützten Abschnitte von Wasserläufen, verhältnismäßige Menge der Baumgewächse, die Gegenstand von jährlichen Erhaltungsmaßnahmen sind, extensive Bewirtschaftung von natürlichen Lebensräumen für Rechnung von Vereinigungen oder der Region, Schaffung von natürlichen Lebensräume (Tümpel, Anpflanzungen,...), Aufnahme der kleinen, in landwirtschaftlichen Geländen lebenden Fauna (Schwalben, Schleiereule, Fledermaus,...), Aktionen zur Erhaltung des landwirtschaftlichen Erbes;

e) Anstrengungen auf dem Gebiet der Klärung wie z.B. die Bekämpfung der Gerüche oder die Aufbereitung des Abwassers und sonstige Umweltaspekte wie das Problem der Benutzung von Produkten/Abfällen für die Düngung/Bodenverbesserung, der Energiepflanzenanbau, die Partnerschaft in Umwelt- oder Freizeitprojekten, die Bienenzucht und die zertifizierte Produktion.

Der im ersten Absatz, Punkt 1° erwähnte Aktionsplan umfasst die folgenden Elemente:

1° eine Umwelt diagnose des Betriebs. Diese Diagnose hebt Folgendes hervor:

a) die vorrangigen Herausforderungen des Gebiets in Sachen Umwelt;

b) die Stärken und Schwächen hinsichtlich der Anwendung einer guten landwirtschaftlichen Praxis;

c) die betriebsspezifischen Stärken und Schwächen in Sachen Bemühungen im Bereich der Agrarumweltmaßnahmen, nach dem Plan vom ersten Absatz, Punkt 5° mit einem besonderen Nachdruck auf diejenigen, die in Verbindung mit den vorrangigen, auf Ebene des Gebiets identifizierten Herausforderungen in Sachen Umwelt stehen;

2° kurzfristige (ein Jahr), mittelfristige (fünf Jahre) und langfristige (Aussichten) Ziele, die auf jeden Fall die Schwächen betreffen und die Trümpfe in Verbindung mit den vorrangigen Herausforderungen des Gebiets in Sachen Umwelt (vorrangige Ziele) aufwerten. Die Umstände, die die Annahme von Zielen verhindern würden, die der einen oder anderen dieser vorrangigen Herausforderungen begegnen können, müssen ausdrücklich identifiziert und angegeben werden;

3° eine Liste von genauen Aktionen im Bereich der Agrarumweltmaßnahmen (Annahme einer guten landwirtschaftlichen Praxis, Anwendung von Agrarumweltmaßnahmen oder sonstigen Aktionen, die einen Beitrag zur Lösung der Probleme leisten und die identifizierten Stärken aufwerten können) wird gegenüber den Zielen für die drei erwähnten Fristen aufgestellt. Die Aktionen bezüglich der kurz- und mittelfristigen Ziele werden realistisch und in einem Zeitplan für die Durchführung festgelegt und geplant.

Der Aktionsplan sowie jede seiner Aktualisierung sind Gegenstand eines durch den leitenden Beamten und den betroffenen Erzeuger mitunterzeichneten Berichts.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Februar 2014 zur Gewährung von Beihilfen im Rahmen von Agrarumweltmaßnahmen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Februar 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

Anlage 3

Tabelle der verschiedenen kumulierbaren und vereinbaren Methoden und Untermethoden

Bestand	1.a. Hecken	1.b. Bäume und Büsche	1.c. Tümpel	3.a. Begraste Wendefläche	4.4 Bedeckung des Bodens	5. Extensiver Getreideanbau	9 Neu gestaltete Parzellenstreifen	Biologische Landwirtschaft
1.a. Hecken	S	S	S	C	C	C	C	C
1.b. Bäume und Büsche		S	S	C	C	C	C	C
1.c. Tümpel			S	C	C	C	C	C
3.a. begraste Wendeflächen				S	S	S	X	C
4. Bedeckung des Bodens					S	S	S	C
5. Extensiver Getreideanbau						S	S	X
9. Neu gestaltete Parzellenstreifen							S	C
Biologische Landwirtschaft								S

C = Ein Kumulieren der Prämien ist möglich (Gegenstand und/oder Einschränkungen sind verschieden)

S = Gegenstandslos (Andere angebaute Pflanze und/oder anderer Zeitraum, oder waagrecht und senkrecht identische Maßnahme).

X = Kumulierung verboten

Weide	1.a Hecken	1.b Bäume und Büsche	1.c Tümpel	2. Natürliche Wiesen	3.b extensiv genutzte Wiesenstreifen	7. Geringer Tierbesatz	8. Biologisch wertvolle Weiden	Biologische Landwirtschaft
1.a. Hecken	S	S	S	C	C	C	C	C
1.b. Bäume und Büsche		S	S	C	C	C	C	C
1.c. Tümpel			S	C	C	C	C	C
2. Natürliche Wiesen				S	X	C	X	C
3.b extensiv genutzte Wiesenstreifen					S	C	X	C
7. Geringer Tierbesatz						S	C	C
8. Biologisch wertvolle Weiden							S	C
Biologische Landwirtschaft								S

C = Ein Kumulieren der Prämien ist möglich (Gegenstand und/oder Einschränkungen sind verschieden)

S = Gegenstandslos (waagrecht und senkrecht identische Maßnahme)

X = Kumulierung verboten

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Februar 2014 zur Gewährung von Beihilfen im Rahmen von Agrarumweltmaßnahmen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Februar 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

Anlage 4

Die gemäß Artikel 20, § 2 erlaubten Umwandlungen

Einzigster Artikel - Die gemäß Artikel 20, § 2 erlaubten Umwandlungen sind die Folgenden:

1° die Umwandlung einer Verpflichtung für die in Anlage 1 unter den Punkten 1° bis 9° angeführten Methoden oder Untermethoden in eine Verpflichtung für die in Anlage 1 unter Punkt 10° angeführte Methode oder die Ersetzung einer Verpflichtung für die in Anlage 1 unter dem Punkt 10° erwähnte Methode durch eine neue verstärkte Verpflichtung für dieselbe Methode;

2° die Umwandlung einer Verpflichtung für die in Anlage 1 unter Punkt 2° angeführte Methode 2 in eine Verpflichtung für die Anlage 1 unter Punkt 8° angeführte Methode 8;

3° die Umwandlung einer Verpflichtung für die in Anlage 1 unter Punkt 3° angeführte Untermethode 3.a in eine Verpflichtung für die Anlage 1 unter Punkt 9° angeführte Methode 9.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Februar 2014 zur Gewährung von Beihilfen im Rahmen von Agrarumweltmaßnahmen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Februar 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/202151]

13 FEBRUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van agromilieusteun en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandontwikkeling (ELFPO);

Gelet op Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1310/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 houdende bepaalde overgangsbepalingen inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO), houdende wijziging van Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft middelen en de verdeling ervan met betrekking tot 2014, houdende wijziging van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad en de Verordeningen (EU) nr. 1307/2013, (EU) nr. 1306/2013 en (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de toepassing ervan in 2014;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1974/2006 van de Commissie van 15 december 2006 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandontwikkeling (ELFPO);

Gelet op Verordening (EG) nr. 65/2011 van de Commissie van 27 december 2011 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad met betrekking tot de toepassing van controleprocedures en van de randvoorwaarden in het kader van de steunmaatregelen voor plattelandontwikkeling;

Gelet op het decreet van 27 juni 2013 houdende verschillende bepalingen inzake landbouw, tuinbouw en aquacultuur, inzonderheid op de artikelen 8, 9, 10, 11, 15;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 november 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 5 december 2013;

Overwegende dat de autonome adviescel inzake duurzame ontwikkeling geen advies binnen de voorgeschreven termijnen heeft uitgebracht overeenkomstig artikel 11, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 3 oktober 2013 tot uitvoering van het decreet van 27 juni 2013 betreffende het Waals beleid inzake duurzame ontwikkeling met het oog op de oprichting van een autonome adviescel duurzame ontwikkeling;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid, gepleegd op 2 januari 2014;

Gelet op het advies 54.975/4 van de Raad van State, gegeven op 13 januari 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o randvoorwaarden: de uit de regelgeving voortvloeiende beheerseisen en de eisen inzake goede landbouw- en milieuconditie vermeld in de artikelen 4, 5 en 6 van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad van 19 januari 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening aan landbouwers in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

2^o decreet van 27 juni 2013 : het decreet van 27 juni 2013 houdende verschillende bepalingen inzake landbouw, tuinbouw en aquacultuur;

3^o steunaanvraag : een aanvraag van steun in het kader van artikel 2, *a*), van Verordening nr. 65/2011;

4^o betalingsaanvraag : een verzoek tot betaling in het kader van artikel 2, *b*), van Verordening nr. 65/2011;

5^o verbintenis : het geheel van de voorwaarden die in het bestek vastliggen en die de landbouwer bereid is na te komen naar aanleiding van zijn steunaanvraag;

6^o bedrijf : het geheel van de productie-eenheden gelegen op het geografische grondgebied van België en op autonome wijze beheerd door één landbouwer;

7^o programmeringsperiode : de periode die een plattelandontwikkelingsprogramma dekt voor een bij de Europese wetgeving bepaalde duur;

8^o Waals programma voor plattelandontwikkeling : het programma voor plattelandontwikkeling in het kader van artikel 15 van Verordening 1698/2005;

9^o blijvend grasland : elk landbouwperceel dat voor het lopende jaar als blijvend grasland aangegeven wordt bij het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, afgekort « GBCS »;

10^o Verordening nr. 1698/2005 : Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandontwikkeling (ELFPO);

11^o Verordening nr. 1974/2006 : Verordening (EG) nr. 1974/2006 van de Commissie van 15 december 2006 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandontwikkeling (ELFPO);

12^o Verordening nr. 1122/2009 : Verordening (EG) nr. 1122/2009 van de Commissie van 30 november 2009 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem in het kader van de bij deze Verordening bedoelde regelingen inzake rechtstreekse steunverlening ten gunste van landbouwers alsook uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad wat betreft de randvoorwaarden in het kader van de steunregeling voor de wijnsector;

13° Verordening nr. 65/2011: Verordening (EG) nr. 65/2011 van de Commissie van 27 januari 2011 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad met betrekking tot de toepassing van controleprocedures en van de randvoorwaarden in het kader van de steunmaatregelen voor plattelandsontwikkeling;

14° Sanitrace : geautomatiseerd systeem voor de behandeling van de gegevens betreffende de identificatie en de registratie van dieren, gebruikt door het Federaal agentschap voor de veiligheid van de voedingsketen;

15° "Natura 2000-gebied" : elk Natura 2000-gebied in de zin van artikel 1, 18°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

16° ecologische hoofdstructuur : ecologische hoofdstructuur in de zin van de artikelen 6 tot 8 van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur;

17° GVE : grootvee-eenheid of referentie-eenheid waarmee een aggregatie van vee van verschillende soorten en leeftijden gemaakt kan worden aan de hand van specifieke coëfficiënten die aanvankelijk opgemaakt zijn op basis van de voedingsbehoeften van elk type dier;

18° productie-eenheid : het geheel van de functioneel samenhangende productiemiddelen die uitsluitend door de landbouwer zelf worden gebruikt, met inbegrip van de gebouwen, de opslaginfrastructuren, de gekweekte dieren, de landbouwpercelen en de voedervoorraden die nodig zijn om één of meerdere landbouwactiviteiten uit te oefenen;

19° probleemgebied : de probleemgebieden bedoeld in artikel 1, 29°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 voor de investeringen in de landbouwsector.

HOOFDSTUK II. — *Algemene bepalingen*

Art. 2. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op landbouwpercelen of bedrijven die geheel of gedeeltelijk in het Waalse Gewest gelegen zijn en door een landbouwer in de verzamelaanvraag aangegeven worden als zijnde het voorwerp van een verbintenis voor een agromilieumaatregel zoals omschreven in bijlage 1.

Art. 3. De toepassing van één of meer van de productiemethoden of -submethoden bedoeld in bijlage 1 kan het voorwerp uitmaken van agromilieusteun in de zin van artikel 36 van Verordening nr. 1698/2005.

Art. 4. De voor elk van de methoden en submethoden door de landbouwer na te komen verplichtingen, hierna « bestek » genoemd, om de overeenstemmende toelagen te verkrijgen worden omschreven in bijlage 2. De methoden betreffen alleen de bestanddelen die deel uitmaken van het bedrijf van betrokken landbouwer.

HOOFDSTUK III. — *Indiening van de aanvraag van agromilieusteun*

Art. 5. § 1. Op straffe van onontvankelijkheid dient de landbouwer een steunaanvraag in uiterlijk 1 november van het jaar voor het begin van zijn verbintenis.

Het betaalorgaan legt een steunaanvraagformulier ter beschikking van de landbouwer op zijn internetsite of bij de buitendirectie van zijn ambtsgebied.

Onverminderd de gevallen van overmacht en de buitengewone omstandigheden bedoeld in hoofdstuk 9, is de aanvraag niet ontvankelijk als ze ingediend wordt na de overeenkomstig het eerste lid vastgelegde grensdatum.

Het steunaanvraagformulier bevat alle gegevens die nodig zijn voor de opdracht van het betaalorgaan en op zijn minst de volgende gegevens:

1° de identificatie van de begunstigde;

2° de identificatie van de percelen van het bedrijf waarop de steunaanvraag betrekking heeft;

3° de methode(n) gekozen door de landbouwer;

4° een verklaring op erewoord dat er stappen ondernomen zullen worden om een eensluidend advies te verkrijgen, of het bewijs dat het eensluidend advies verkregen werd als het vereist wordt voor de methode waartoe de landbouwer zich verbindt.

Elke methode of submethode waarmee de landbouwer instemt in zijn steunaanvraag vormt een aparte verbintenis.

Het betaalorgaan stuurt uiterlijk 20 december voor het begin van zijn verbintenis,

volgens dezelfde modaliteiten als die waarin artikel 7 voorziet, een schrijven aan de landbouwer waarin bevestigd wordt dat zijn verbintenis ontvankelijk is voor de steun en dat die ingaat op aanstaande 1 januari.

§ 2. De betalingsaanvraag wordt binnen de voorgeschreven termijn ingediend, op straffe van nietigheid van de indiening van het verzamelaanvraagformulier krachtens artikel 11, § 2, van Verordening (EG) nr. 1122/2009. De aanvraag gaat vergezeld van de eventuele bewijsstukken waarom het betaalorgaan verzoekt in de verzamelaanvraag, overeenkomstig artikel 8 van Verordening nr. 65/2011.

§ 3. Elke eventuele wijziging in de steun- of betalingsaanvraag wordt uiterlijk 31 mei van het in aanmerking genomen jaar aan het betaalorgaan gericht of overgelegd voor zover geen controle ter plaatse werd gevoerd waardoor onregelmatigheden aan het licht gebracht werden voor de wijziging.

Art. 6. Als de landbouwer zijn verbintenis wenst voor te zetten na afloop van zijn verbintenis van vijf jaar, dient hij een nieuwe steunaanvraag in volgens de modaliteiten van artikel 5, op straffe van onontvankelijkheid van zijn steunaanvraag.

Het betaalorgaan verwittigt de landbouwer via de informatiedocumenten die bij het verzamelaanvraagformulier gaan dat hij zich in het laatste verbintenisjaar bevindt.

Art. 7. § 1. Het betaalorgaan gaat na of het landbouwperceel, het agromilieuelement of het bedrijf in aanmerking komt voor de steunaanvraag.

§ 2. Het betaalorgaan deelt uiterlijk 30 juni na de indiening van de betalingsaanvraag van de landbouwer d.m.v. een document mee dat de aanvraag al dan niet in aanmerking genomen wordt.

Het betaalorgaan wijst er ook op dat, indien administratieve controles of controles ter plaatse aan het licht brengen dat de landbouwer niet voldoet aan de overeenstemmende voorwaarden van het in bijlage 2 opgenomen bestek, het bedrag van de steun verminderd en zelfs ingevorderd zal worden.

HOOFDSTUK IV. — *Voorwaarden betreffende de aanvraag van agromilieusteun*

Art. 8. § 1. De steunaanvraag is ontvankelijk als de landbouwer aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° geïdentificeerd zijn bij het betaalorgaan in het kader van het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, afgekort « GBCS », overeenkomstig de artikelen 19 en 20 van het decreet van 27 juni 2013;

2° een productie-eenheid op Belgisch grondgebied hebben;

3° zich in zijn steunaanvraag ertoe verbinden gebruik te maken van één of meer methoden vermeld in bijlage 1, onder de voorwaarden opgenomen in bijlage 2, gedurende een periode van vijf jaar, die ingaat op 1 januari na de indiening van de steunaanvraag;

4° zijn steunaanvraag hebben ingediend via het formulier bedoeld in artikel 5, § 1 ;

5° de steunaanvraag vergezeld laten gaan van het eensluitend advies en het technisch advies bedoeld in artikel 10, enkel voor de in bijlage 1 omschreven methoden waarvoor een dergelijk advies krachtens bijlage 2 vereist wordt, of van een verklaring op erewoord dat de landbouwer in orde is op 1 januari na de indiening van de steunaanvraag.

§ 2. De jaarlijkse betalingsaanvragen zijn ontvankelijk als ze voldoen aan de voorwaarden bedoeld in paragraaf 1, 1° en 2°, en via het verzamelaanvraagformulier ingediend worden overeenkomstig artikel 8 van Verordening (EG) nr. 65/2011.

Art. 9. De steunaanvraag en de jaarlijkse betalingsaanvragen kunnen in aanmerking genomen worden als de landbouwer aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° de landbouwpercelen waarvoor hij de agromilieusteun aanvraagt op het grondgebied van het Waalse Gewest exploiteren;

2° in de steunaanvraag wijzen op de percelen die aangegeven zijn als niet opgenomen in een oppervlakte voor ecologische compensatie en waarop de landbouwer zijn verbintenis uitvoert;

3° niet het voorwerp zijn geweest van een beslissing tot vermindering van niveau 8 bedoeld in artikel 28, § 3, 8°.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1° en 2°, heeft de melding, in een jaarlijkse steun- of betalingsaanvraag, dat een perceel buiten het grondgebied van het Waalse Gewest ligt of op een oppervlakte voor ecologische compensatie opgenomen is tot gevolg dat de aanvraag niet in aanmerking genomen wordt voor dat perceel.

Als de landbouwer verschillende methoden op hetzelfde perceel wenst te cumuleren, worden de betrokken nieuwe verbintenissen slechts toegelaten als die cumulatie in overeenstemming is met de tabel van bijlage 3.

Als een nieuwe verbintenis aangevraagd wordt voor een bepaalde methode op een perceel dat al het voorwerp is van een lopende verbintenis die betrekking heeft op dezelfde methode, wordt zij niet aanvaard.

HOOFDSTUK V. — *Eensluitend advies voor doelgerichte methoden*

Art. 10. § 1. Voor de aanwending van de doelgerichte methoden zoals omschreven in bijlage 1 verzoekt de landbouwer de Minister of zijn gevolmachtigde om een eensluitend advies zoals bepaald bij artikel 8, § 1, 5°. Het eensluitend advies bepaalt de specifieke voorwaarden waaraan de landbouw moet voldoen t.o.v. de milieutoestand van het betrokken perceel of van het bedrijf.

§ 2. Het eensluitend advies wordt op basis van een technisch advies uitgebracht door één van de diensten van de administratie, met uitsluiting van het betaalorgaan, die door de Minister aangewezen wordt.

Het technisch advies kan door een door de administratie gemachtigd orgaan uitgewerkt worden op basis van objectieve criteria die door de Minister bepaald worden. De objectieve criteria houden rekening met de bestekken bedoeld in bijlage 1 en met de gedelegeerde handelingen alsook de uitvoeringshandelingen krachtens artikel 28, § 10, van Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad.

Het technisch advies wordt gevoegd bij het eensluitend advies dat aan het betaalorgaan gestuurd wordt.

§ 3. Het eensluitend advies wordt niet uitgebracht als het betrekking heeft op percelen :

1° die niet voldoen aan de voorwaarden om in aanmerking te komen voor steun;

2° waarvan de lokalisering niet relevant is t.o.v. het bestek.

HOOFDSTUK VI. — *Verbintenissen*

Art. 11. De verbintenissen tot toepassing van één of meer methoden of -submethoden bedoeld in bijlage 1 hebben betrekking op de agromilieuelementen voor de hele verbintenisduur bedoeld in artikel 8, § 1, 3°, of in geval van toevoeging van bijkomende elementen in zijn jaarlijkse betalingsaanvraag, voor de nog te lopen duur van de verbintenis.

Een verbintenis tot toepassing van methoden bedoeld in bijlage 1, die een rotatie mogelijk kan maken, kan elk jaar betrekking hebben op verschillende door de landbouwer aangegeven percelen voor zover ze een oppervlakte dekt die minstens gelijk is aan die voorzien in zijn steunaanvraag, of in zijn jaarlijkse betalingsaanvraag indien zijn aanvankelijke verbintenis verder reikt.

Art. 12. Overeenkomstig artikel 39, § 3, van Verordening nr. 1698/2005 gaan de verbintenissen verder dan de dwingende normen die vastliggen in het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden bedoeld in artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, dan de minimumeisen inzake het gebruik van meststoffen en gewasbeschermingsmiddelen alsook dan andere relevante dwingende eisen die in de nationale of gewestelijke wetgeving vastliggen.

Het geheel van de eisen bedoeld in het eerste lid vormt de basislijn van de verbintenissen.

Art. 13. Overeenkomstig artikel 4, § 8, van Verordening nr. 65/2011 worden geen betalingen gedaan aan begunstigen van wie vaststaat dat zij de voorwaarden voor die betalingen kunstmatig hebben geschapen om een voordeel te verkrijgen dat indruist tegen de doelstellingen van de steunregeling.

HOOFDSTUK VII. — *Betaling*

Art. 14. De agromilieusteun wordt in jaarlijkse schijven betaald over een periode van vijf jaar. De periode gedekt door een jaarlijkse schijf gaat in op 1 januari van het jaar waarop ze betrekking heeft en eindigt op 31 december van hetzelfde jaar.

Elke jaarlijkse schijf wordt gestort aan de landbouwer die zijn overeenstemmende jaarlijkse betalingsaanvraag heeft ingediend voor zover de voorwaarden van de verbintenissen vervuld zijn tijdens de door bedoelde schijf gedekte periode en voor zover hij nog steeds voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 8, § 1, 1° tot 3°.

Overeenkomstig artikel 9 van Verordening (EG) nr. 65/2011 kan het betaalorgaan, rekening houdend met het risico dat te veel wordt betaald, maximaal 75 % van de steun betalen nadat de administratieve controles zijn voltooid. Het betalingspercentage is hetzelfde voor alle begunstigden van de methode(n).

Overeenkomstig artikel 9 van Verordening (EG) nr. 65/2011 wordt voor geen enkele methode of groep van concrete acties een betaling gedaan voordat de controles op de inachtneming van de subsidiabiliteitscriteria zijn afgerond.

Art. 15. Voor de methoden bedoeld in bijlage 1:

1° wordt elke jaarlijkse schijf uitbetaald binnen zes maanden na afloop van de periode waarop ze betrekking heeft, behoudens bijzondere omstandigheden;

2° worden de jaarlijkse schijven vastgelegd op basis van de jaarlijkse betalingsaanvraag die de landbouwer overeenkomstig de richtlijnen van het betaalorgaan terugzendt, en van de administratieve controles of de ter plaatse verrichte controles, overeenkomstig artikel 10, § 2, van Verordening (EG) nr. 65/2011;

3° wordt voor elk jaar een kennisgeving van het bedrag van de toegekende steun, met de berekening ervan, aan de landbouwer gestuurd na de betaling van de steun.

Art. 16. De agromilieusteun wordt aan de landbouwer gestort binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

Als de fondsen ontoereikend zijn, kan de Minister beslissen dat de landbouwers geen nieuwe verbintenissen meer mogen aangaan voor bepaalde methoden bedoeld in bijlage 1.

De Minister bepaalt de methoden waarvoor de landbouwer geen nieuwe verbintenissen meer mag aangaan, rekening houdend met :

1° de bepaling van de maatregelen overeenkomstig de Europese wetgevingen, met de kosten en de opbrengst ervan op agromilieugebied;

2° de mate waarin de doelstellingen die voor de methode zijn vastgelegd in het Waals programma voor plattelandontwikkeling, gehaald werden.

HOOFDSTUK VIII. — *Veranderingen van de verbintenis**Afdeling 1 — Overdracht van de verbintenis*

Art. 17. § 1. Overeenkomstig artikel 44, § 1, van Verordening nr. 1974/2006, kan de landbouwer, in geval van overdracht, de verbintenis van de overdragende landbouwer voor de resterende looptijd overnemen. Wordt de verbintenis niet overgenomen, dan moet de begunstigde de ontvangen steun terugbetalen.

§ 2. De overdracht van de verbintenis valt samen met de overdracht van het bedrijf, van de landbouwpercelen of de betrokken dieren en wordt binnen vijftien dagen, te rekenen van de overdrachtsdatum, door de overnemende en de overdragende landbouwer schriftelijk meegedeeld aan het betaalorgaan d.m.v. het formulier dat daartoe voorzien wordt in de verzamelaanvraag.

De overnemende landbouwer zet de verbintenissen voort voor de nog te lopen periode.

Als de overgenomen verbintenis overeenkomstig hoofdstuk 10, afdeling 2, stopgezet wordt, betaalt de overnemende landbouwer de steun terug die hem is gestort in hoofde van de lopende verbintenis, alsook de betrokken steun die aan de overdrager werd gestort sinds het begin van de door hem aangegane verbintenis.

§ 3. Een overdracht wordt geacht te hebben plaatsgevonden op de eerste dag van de jaarlijkse periode zoals bedoeld in artikel 14, eerste lid, die volgt op de kennisgeving van de overdracht. De overdragende landbouwer geniet de steun die overeenstemt met de jaarlijkse periode waarin de kennisgeving van de overdracht heeft plaatsgevonden voor zover voldaan werd aan alle ontvankelijkheids- en subsidiabiliteitsvoorwaarden en de verbintenissen door hemzelf en de overnemer nagekomen werden gedurende de betrokken jaarlijkse periode.

Een overdracht kan doorgevoerd worden via een wijziging waarin artikel 5, § 3, voorziet. In dat geval wordt de overdracht geacht te zijn betekend gedurende de jaarlijkse periode die aan de kennisgeving is voorafgegaan.

Als de overnemende landbouwer de voorwaarden niet vervult tijdens de jaarlijkse periode die voorafgaat aan die kennisgeving zoals bedoeld in het tweede lid, wordt de steun voor de jaarlijkse periode waarin de overdracht heeft plaatsgevonden verminderd of door de overnemende landbouwer terugbetaald en wordt de voor de voorafgaande periodes gestorte steun in voorkomend geval terugbetaald door de overnemende landbouwer.

De ontvankelijkheids- en subsidiabiliteitsvoorwaarden betreffende de overgedragen verbintenissen worden geëvalueerd naar gelang van die verbintenissen, waarbij de methoden waarmee de landbouwer voor de overdracht heeft ingestemd niet in aanmerking genomen worden in het kader van die evaluatie.

§ 4. Zowel in geval van uitwisseling van percelen als van overdracht van bedrijf blijven de verbintenissen voor de methoden of submethoden i.v.m. die percelen van toepassing erop.

Art. 18. Overeenkomstig artikel 44 van Verordening nr.1974/2006, eist het betaalorgaan de in artikel 18, § 1, bedoelde terugbetaling niet in de volgende gevallen :

1° indien de overdragende landbouwer, die reeds drie jaar van zijn verbintenis heeft uitgevoerd, zijn landbouwactiviteiten definitief beëindigt en overname van die verbintenis door een opvolger niet haalbaar is;

2° indien de overdracht van een deel van het bedrijf van de landbouwer plaatsvindt in een periode waarmee de looptijd van de verbintenis overeenkomstig artikel 27, § 12, tweede lid, van Verordening nr. 1974/2006 is verlengd, en indien de overdracht betrekking heeft op ten hoogste 50 % van de oppervlakte die onder de verbintenis viel vóór de verlenging van de looptijd daarvan;

3° als de overdracht slechts geringe veranderingen van de bedrijfssituatie tot gevolg heeft en als de toepassing van artikel 18, § 1, niet leidt tot resultaten die in het licht van de aangegane verbintenis niet passend zijn.

Afdeling 2 — Omzetting van de verbintenis

Art. 19. § 1. Overeenkomstig artikel 27, § 11, van Verordening nr. 1974/2006, staat het betaalorgaan toe dat een verbintenis gedurende de looptijd ervan in een andere verbintenis omgezet wordt voor zover de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° de omzettaansvraag wordt ingediend binnen de termijn en volgens de modaliteiten die vastgelegd zijn door het betaalorgaan;

2° de gevraagde omzetting werd toegestaan krachtens § 2;

3° alle subsidiabiliteitsvoorwaarden betreffende de nieuwe methode of submethode zoals bepaald in bijlage 2 zijn vervuld;

4° het eensluidend advies van de Minister of van zijn gemachtigde, excl. betaalorgaan, waarin artikel 10 voorziet, wordt in voorkomend geval bij de omzettaansvraag gevoegd.

In geval van aanvaarding begint een nieuwe verbintenis van vijf jaar voor de nieuwe methode of submethode te lopen vanaf 1 januari na het jaar van indiening van de omzettaansvraag en wordt geen terugbetaling gevorderd voor de betalingen van de voorafgaande periodes.

§ 2. De omzettingen worden toegelaten voor zover er een grotere milieuopwaardering is overeenkomstig bijlage 4.

Afdeling 3 — Wijziging van de verbintenis

Art. 20. De wijziging van een verbintenis voor de methoden en submethoden waarvoor een verhoging overeenkomstig het tweede lid wordt toegestaan, is toegelaten.

Art. 21. Overeenkomstig artikel 27, § 12, van Verordening 1974/2006 kan de verbintenis voor de methoden bedoeld in bijlage 1 aangepast worden op basis van een velddiagnose die uitgevoerd wordt op verzoek van de landbouwer of voorstel van de milieu adviseurs.

Afdeling 4 — Herziening van de verbintenis

Art. 22. § 1. Overeenkomstig artikel 46 van Verordening nr. 1974/2006 worden de verbintenissen aangepast in geval van wijziging van de in artikel 13 bedoelde basislijn van de verbintenissen. Deze bepaling is van toepassing op alle verbintenissen die vanaf de campagne 2011 werden aangegaan.

De aanpassing bedoeld in het eerste lid kan bestaan in een stopzetting van de verbintenissen als de basislijn opgetrokken wordt tot het niveau van het bestek.

Als de aanpassing van de verbintenis tot gevolg heeft dat de verbintenis voortgezet kan worden op basis van een gewijzigd bestek, kunnen de bedragen van de gestorte steun herzien worden op de basis bedoeld in het eerste lid.

Als de aanpassing niet aanvaard wordt door de landbouwer, eindigt de verbintenis en betaalt hij de steun die hij al ontvangen heeft voor de afgelopen periodes niet terug.

§ 2. Het betaalorgaan geeft de landbouwer kennis van de toepassing van § 1 via de pers of in een persoonlijke brief.

HOOFDSTUK IX. — Geval van overmacht, uitzonderlijke omstandigheden en duidelijke fout

Art. 23. De terugbetaling wordt niet geëist in de gevallen van overmacht of uitzonderlijke omstandigheden vermeld in artikel 47, § 1, a) tot f), van Verordening (EG) nr. 1974/2006 en wanneer werken van openbaar nut de nakoming van de verbintenis beletten.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid doet de landbouwer het betaalorgaan een schriftelijke kennisgeving toekomen, samen met relevante bewijzen, binnen tien werkdagen na de datum waarop hij in staat is dit te doen, overeenkomstig artikel 47, § 2, van Verordening nr. 1974/2006.

Art. 24. § 1. Overeenkomstig artikel 3, § 4, van Verordening nr. 65/2011, kan de steunaanvraag te allen tijde na de indiening ervan worden gecorrigeerd in geval van een kennelijke fout die door het betaalorgaan als zodanig wordt erkend.

§ 2. Overeenkomstig artikel 5, § 3, van Verordening nr. 65/2011, geldt de terugbetalingsverplichting niet in geval van onverschuldigde betaling indien de betaling is verricht als gevolg van een fout van het betaalorgaan of van een gemachtigde instelling van het betaalorgaan, en indien de fout redelijkerwijs niet door de landbouwer kon worden ontdekt.

Als de fout evenwel betrekking heeft op feitelijke elementen die relevant zijn voor de berekening van de agromilieusteun, is het eerste lid slechts van toepassing indien het terugvorderingsbesluit niet binnen 12 maanden na de betaling is meedeeld.

Art. 25. De landbouwer die zijn verbintenissen niet kan blijven nakomen doordat zijn bedrijf wordt herverkaveld of binnen een ruilverkaveling van overheidswege of een door de bevoegde autoriteiten goedgekeurde ruilverkaveling valt, geeft het betaalorgaan schriftelijk kennis daarvan voor de datum van ingebruikneming, overeenkomstig artikel 45, § 4, van Verordening nr. 1974/2006.

De landbouwer past zijn aanvankelijke verbintenissen aan de nieuwe bedrijfssituatie aan in overleg met het betaalorgaan en, in voorkomend geval, met het gemachtigde orgaan als de methode een eensluidend of een technisch advies vereist, en volgens zijn richtlijnen.

Het betaalorgaan of, in voorkomend geval, het gemachtigde orgaan geeft de landbouwer kennis van de inhoud van de aangepaste verbintenissen.

Indien de in het tweede lid bedoelde aanpassing onmogelijk is, eindigt de verbintenis en wordt geen terugbetaling verlangd voor de afgelopen verbintenisperiode. In dat geval wordt de landbouwer door het betaalorgaan in kennis gesteld van het einde van bedoelde verbintenis.

*HOOFDSTUK X. — Controle, vermindering en terugbetaling**Afdeling 1 — Controle*

Art. 26. § 1. Het betaalorgaan, of de instellingen waaraan het een deel of het geheel van zijn controleopdrachten delegeert, verifieert de naleving van :

1° de voorwaarden tot toekenning van de steun, alsook van de verbintenissen tot uitvoering van de methodes en submethodes bedoeld in bijlage 1;

2° de overeenkomsten gesloten in het kader van de bedoelde methodes, die het sluiten van dergelijke overeenkomsten vereisen.

Het betaalorgaan delegeert de uitvoering van de controles ter plaatse aan één of meer instellingen wat betreft de inachtneming van de inhoud van het technisch advies voor de in bijlage 1 bedoelde methodes die een dergelijk advies vereisen.

§ 2. Elke controleweigerings van een landbouwer heeft van rechtswege het verlies van de steun tot gevolg.

Na afloop van de administratieve controles of van de controles ter plaatse, zijn de regelingen inzake verlagingen en uitsluitingen, omschreven in de artikelen 16 tot 18, 21 en 22 van Verordening nr. 65/2011, van toepassing bij de berekening van het bedrag van de toegekende steun.

Afdeling 2 — Verlaging en terugbetaling van de steun

Art. 27. § 1. De niet-inachtneming van de bepalingen van dit besluit en van de desbetreffende bijlagen, alsook van de specifieke voorwaarden omschreven in het eensluidend advies krachtens artikel 10, brengt de verlaging van de steun met zich mee, overeenkomstig artikel 22 van Verordening nr. 65/2011 en in de volgorde waarin ze voorziet.

§ 2. Overeenkomstig artikel 18, § 2, van Verordening nr. 65/2011, wordt het gevolg van een niet-naleving door het betaalorgaan bepaald op basis van de ernst, de omvang en het permanente karakter van de vastgestelde niet-naleving.

§ 3. De regeling van de verlaging en de weigering van de steun wordt ingedeeld in acht niveaus die vastgelegd zijn als volgt :

1° Niveau 1 : waarschuwing met verplichting tot herstel van het voorwerp waarvoor de verbintenis wordt aangegaan;

2° Niveau 2 : vermindering van 10 procent op de jaarlijkse betaling voor bedoeld perceel;

3° Niveau 3 : vermindering van 50 procent op de jaarlijkse betaling voor bedoeld perceel;

4° Niveau 4 : afschaffing van de jaarlijkse betaling voor bedoeld perceel;

5° Niveau 5 : afschaffing van de jaarlijkse betaling voor bedoelde methode;

6° Niveau 6 : afschaffing van de jaarlijkse betaling voor bedoeld perceel, stopzetting van de verbintenis voor bedoeld perceel en invordering van de bedragen die sinds het begin van de verbintenis voor bedoeld perceel ontvangen werden;

7° Niveau 7 : jaarlijkse afschaffing van de jaarlijkse betaling voor de betrokken methode, stopzetting van de verbintenis voor bedoelde methode en invordering van de bedragen die sinds het begin van de verbintenis voor bedoelde methode ontvangen werden.

8° Niveau 8 : afschaffing van de methode en invordering van de bedragen die al ontvangen werden sinds het begin van de verbintenis en ontoegankelijkheid van de methode gedurende twee jaar.

§ 4. De Minister is bevoegd om een verlagingsrooster op te maken naar gelang van de tekortkomingen.

Naar gelang van de ernst, de omvang en het permanente karakter van de vastgestelde niet-naleving kan het verlagingsniveau lager of hoger zijn dan het niveau bepaald in de verlagingsrooster.

§ 5. Overeenkomstig artikel 18, § 3, van Verordening nr. 65/2011, wordt de landbouwer voor zowel het kalenderjaar van de bevinding als het daaropvolgende kalenderjaar uit de betrokken maatregel uitgesloten indien de niet-naleving het gevolg is van opzettelijke onregelmatigheden.

§ 6. Als verschillende gevallen van niet-naleving van de voorwaarden voor dezelfde methode of hetzelfde perceel vastgesteld worden, stemt het niveau van de steunverlaging met het hoogste niveau overeen.

Als de onregelmatigheid zich herhaalt of aanhoudt gedurende dezelfde verbintenisperiode, wordt het niveau van de steunverlaging met twee niveaus verhoogd.

Art. 28. Onverminderd de artikelen 53 tot 56 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering, zijn artikel 5 van Verordening nr. 65/2011 en de artikelen 41 tot 43 van het decreet van 27 juni 2013 van toepassing in geval van niet-verschuldigde betaling.

HOOFDSTUK XI. — Beroep

Art. 29. § 1. Onverminderd § 2, kan de landbouwer, in geval van betwisting van de krachtens dit besluit genomen beslissingen, een beroep indienen overeenkomstig de artikelen 31 en 33 van het decreet van 27 juni 2013. Het beroep moet vergezeld gaan van bewijsstukken, op straffe van onontvankelijkheid.

Het beroep wordt bij de leidend ambtenaar van het betaalorgaan ingediend in de vorm en binnen de termijnen bedoeld in de artikelen 31 tot 33 van het decreet van 27 juni 2013.

In geval van indiening van een beroep blijft de landbouwer de methoden of submethoden voor een milieuvriendelijke landbouw waarmee hij ingestemd heeft toepassen tot de definitieve beslissing van het betaalorgaan.

§ 2. Met inachtneming van de artikelen 31 tot 33 van het decreet van 27 juni 2013 kan de landbouwer bij de Minister of diens afgevaardigde een beroep indienen tegen de beslissingen betreffende een eensluidend advies die krachtens de artikelen 10 en 22 genomen werden. Elk beroep dat in een andere vorm, buiten de voorgeschreven termijn of zonder bewijsstuk toegestuurd wordt, is onontvankelijk.

HOOFDSTUK XII. — Machtigingen en afwijkingen

Art. 30. § 1. De leidend ambtenaar van het betaalorgaan of, in geval van afwezigheid of verhindering, de ambtenaar die hem vervangt :

1° wordt ertoe gemachtigd de uitgaven vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren i.v.m. de agromilieusteun betreffende de methodes vermeld in bijlage 1;

2° maakt elk ander document op i.v.m. administratieve voorschriften en, meer bepaald, i.v.m. de controle op de nakoming van de verbintenissen.

§ 2. De inspecteur-generaal van het Departement Leefmilieu en Water van de administratie of, in geval van afwezigheid of verhindering, de ambtenaar die hem vervangt :

1° legt de interne procedure vast en bepaalt welke documenten nodig zijn voor de aanvraag van het eensluidend advies bedoeld in artikel 10;

2° maakt de lijst op van de objectieve criteria op grond waarvan het eensluidend advies bedoeld onder 1° opgemaakt wordt en legt de lijst aan de leidend ambtenaar van het betaalorgaan over.

HOOFDSTUK XIII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 31. § 1. Overeenkomstig artikel 46, § 2, van Verordening (EG) 1974/2009, zoals gewijzigd bij de Uitvoeringsverordening (EU) nr. 679/2011 van de Commissie van 14 juli 2011 tot wijziging van Verordening (EG) 1974/2009 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandontwikkeling (ELFPO), worden de lopende verbintenissen die vanaf de campagne 2011 zijn gesloten, in het kader van de programmeringsperiode 2014-2020 aangepast zodra het nieuw Waals programma voor plattelandontwikkeling in werking treedt.

De aanpassingen kunnen betrekking hebben op :

1° de bestekken voor de methoden betreffende de nieuwe programmering;

2° de eisen van de basislijn van de verbintenissen.

Als de aanpassing niet aanvaard wordt door de landbouwer, eindigt de verbintenis en betaalt hij de steun niet terug die hij al ontvangen heeft voor de periode waarin de verbintenis effectief is geweest.

De verbintenissen waarvoor de methode niet meer opgenomen wordt in het nieuw Waals programma voor plattelandontwikkeling worden vastgelegd na afloop van de jaarlijkse periode en er mag geen nieuwe verbintenis voor de bedoelde methoden opgenomen worden.

§ 2. Het betaalorgaan geeft de landbouwer kennis van de toepassing van § 1 via de pers of in een persoonlijke brief.

Art. 32. Voor het jaar 2014 kan de landbouwer 20 percent verhoging van de steun vragen voor de methoden waarvoor bijlage 1 zulks toelaat. De verhoging is slechts mogelijk voor zover de percelen betrekking hebben op een ecologische hoofdstructuur bepaald door de voor het Natuurbehoud bevoegde Minister overeenkomstig krachtens artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur.

De aanvraag wordt in de betalingsaanvraag gedaan uiterlijk aan het einde van de termijn bedoeld in artikel 5, § 2.

Als de localisering van de percelen voor de aangevraagde steun niet overeenstemt met een ecologische hoofdstructuur, wordt de door de landbouwer voor betrokken methode ingediende steunaanvraag ambtshalve beschouwd als een steunaanvraag die, voor de betrokken percelen, voor de methode is ingediend zonder steunverhoging.

Art. 33. Voor het jaar 2014 kan het betaalorgaan instemmen met nieuwe verbintenissen die genomen worden op basis van de agromilieumaatregelen omschreven in bijlage 1.

De Minister is bevoegd om geen nieuwe verbintenissen toe te staan voor de methoden die niet opgenomen worden in het nieuw Waals programma voor plattelandontwikkeling (programmering 2014/2020) of waarvoor de verbintenisvoorwaarden aanzienlijk gewijzigd zullen worden.

Art. 34. Voor het jaar 2014 worden elke steunaanvraag en elke betalingsaanvraag binnen de voorgeschreven termijn ingediend, op straffe van nietigheid van de indiening van het verzamelaanvraagformulier krachtens artikel 30 van het decreet van 27 juni 2013. Ze gaan vergezeld van de eventuele bewijsstukken waarom het betaalorgaan in de verzamelaanvraag verzoekt, op straffe van onontvankelijkheid.

Art. 35. § 1. Het betaalorgaan gaat na of de begunstigde in aanmerking komt voor de steun.

§ 2. Het betaalorgaan laat de landbouwer uiterlijk 30 juni na de indiening van zijn steunaanvraag of jaarlijkse betalingsaanvraag d.m.v. een document waarvan de datum bewijskracht heeft weten of de aanvraag al dan niet ontvankelijk is.

Het schrijven bevat ook een luik betreffende de subsidiabiliteitsvoorwaarden.

Art. 36. § 1. Voor de verbintenissen die lopen of voor 1 april 2014 aangegaan werden, wordt de in artikel 8, 3°, bedoelde duur met negen maanden verlengd. De looptijd van die negen maanden worden geacht tussen 1 april 2014 en 31 december 2014 te liggen. Vanaf 1 januari 2015 dekken die verbintenissen periodes die ingaan op 1 januari en eindigen op 31 december totdat een verbintenisduur van vijf jaar en negen maanden bereikt wordt.

§ 2. Voor het jaar 2014 dekt de jaarlijkse schijf bedoeld in artikel 15 slechts de negen maanden bedoeld in paragraaf 1 voor de betalingen betreffende de verbintenissen bedoeld in paragraaf 1.

HOOFDSTUK XIV. — *Slotbepalingen*

Art. 37. Dit besluit is van toepassing op alle lopende steunaanvragen, met inbegrip van de aanvragen die het voorwerp van een beroep uitmaken.

Art. 38. Het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw wordt opgeheven.

Art. 39. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

Bijlage 1

De methoden

Enig artikel. § 1. De methoden bedoeld in artikel 3 zijn de volgende :

1° Methode 1 : elementen uit het ecologisch netwerk en het landschap:

a) Submethode 1.a : heggen en houtsingels;

b) Submethode 1.b : alleenstaande bomen, struiken en bosjes, hoogstammige vruchtbomen;

c) Submethode 1.c : poelen;

2° Methode 2 : natuurlijk grasland;

- 3° Methode 3 : extensieve groenstroken;
- a) Submethode 3.a : met gras bezaaide perceelsranden;
- b) Submethode 3.b : extensieve graslandstrook;
- 4° Methode 4 : grondbedekking tijdens de tussenteelt;
- 5° Methode 5 : extensieve graanteelten
- 6° Methode 6 : fokken van dieren van een bedreigd plaatselijk ras:
- a) Submethode 6.1 : fokken van trekpaarden;
- b) Submethode 6.2 : fokken van runderen;
- c) Submethode 6.3 : fokken van schapen;
- 7° Methode 7 : handhaving van een lage veebezetting;
- 8° Methode 8 : grasland met een hoge biologische waarde;
- 9° Methode 9 : ingerichte perceelstrook;
- 10° Methode 10 : actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw.

De hiernavermelde methoden betreffen twee soorten acties :

- 1° de algemene acties, namelijk de methoden 1 tot 7 waarin het plattelandsontwikkelingsplan voorziet;
- 2° de gerichte acties, namelijk de methoden 8 tot 10 waarin het plan voor plattelandsontwikkeling voorziet.

§ 2. Overeenkomstig het plan voor plattelandsontwikkeling, mogen de methoden bedoeld in paragraaf 1, onder 3°, a), 4°, 5° en 9°, slechts op akkerbouwteelten geïnstalleerd worden wat betreft de oppervlakten vermeld in de verzamelaanvraag.

Onder akkerbouwteelt wordt elke teelt verstaan, met uitzondering van :

- 1° blijvend grasland ;
- 2° bosgewassen met korte rotatie;
- 3° miscanthus;
- 4° bebossing van landbouwgrond;
- 5° landbouwpercelen onder bosbedekking;
- 6° schaalvruchten;
- 7° groenteteelt onder glas;
- 8° kwekerijen van fruit- of sierplanten;
- 9° kerstbomen;
- 10° kwekerijen van bosplanten;
- 11° meerjarige fruitteelten.

§ 3. Alleen de methoden 1 tot 3 kunnen het voorwerp van een verhoogde steun uitmaken overeenkomstig artikel 33.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2014 tot toekenning van agromilieusteun en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw.

Namen, 13 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

Bijlage 2

Productiemethoden die aan de milieubescherminseisen voldoen, ook agromilieumethoden genoemd, en daarmee verbonden specifieke voorwaarden voor het verkrijgen van steun.

Afdeling 1

Methode 1. — Elementen van het ecologisch netwerk en het landschap

Artikel 1. De betrokken elementen van het ecologisch netwerk en het landschap zijn heggen, bosstroken, alleenstaande bomen, struiken of bosjes, hoogstammige vruchtbomen, en poelen.

De landbouwers die zich ertoe verbinden dergelijke elementen niet te vernietigen en aan te geven, alsook het ecologisch netwerk van hun bedrijf te onderhouden en, indien mogelijk, te verbeteren, komen in aanmerking voor steun onder de hierna omschreven voorwaarden.

Onderafdeling 1. — Submethode 1.a : heggen en bosstroken

Art. 2. § 1. De landbouwer die zich ertoe verbindt dergelijke elementen aan te geven en te onderhouden, kan een jaarlijkse steun van 50 euro per schijf van 200 meter verkrijgen.

§ 2. Als de landbouwer voor deze submethode tijdens de verbintenisperiode verzoekt om de verbintenis van bijkomende lengten van heggen en bosstroken, wordt de toe te kennen steun slechts verhoogd als de overwogen wijziging gelijk is aan 10 percent of meer van de totale lengte van alle heggen en bosstroken van de lopende verbintenis.

In dit geval wordt de aanvankelijke verbintenis van de landbouwer aangevuld met de bijkomende lengten voor de nog te lopen verbintenisperiode.

Art. 3. De na te leven voorwaarden voor heggen en bosstroken zijn de volgende :

1° de heggen en bosstroken moeten gelegen zijn in landbouwpercelen;

2° de heggen zijn doorlopende stroken met inheemse bomen of struiken. Bos- of woudranden of de overwoekering ervan op landbouwpercelen kunnen geenszins als heggen of bosstroken worden beschouwd. Rijen inheemse loofbomen op landbouwpercelen, behalve monospecifieke beplantingen of rijen populieren, worden echter beschouwd als heggen. De maximale afstand tussen de bomen van een rij bedraagt 10 meter;

3° heggen en bosstroken kunnen bestaan uit verschillende gedeelten met een minimale lengte van 20 meter elk. Hun maximale breedte bedraagt 10 meter. In geval van heggen worden leegten van maximum 10 meter meegerekend indien ze niet toegankelijk zijn voor het vee;

4° de landbouwer verbindt zich ertoe die heggen en bosstroken niet te vernietigen. Elke opzettelijke vernietiging wordt pas toegestaan na voorafgaand advies van de bevoegde administratie. Elke toevallige vernietiging of beschadiging wordt aan de administratie meegedeeld binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van genoemde vernietiging of beschadiging. In ieder geval is de landbouwer verplicht tot herplanting over een lengte die overeenstemt met de vernietigde of beschadigde lengte;

5° hij gebruikt geen bemestings- en gewasbeschermingsmiddelen in de nabijheid van de heg (op een meter van de voet), aan de voet, noch op de heg of de bosstrook. Alleen plaatselijke bestrijdingen van netel, distel en rumex zijn toegelaten;

6° bij het onderhoud van de heggen en bosstroken mogen de onderhoudswerken (snoeien) niet worden uitgevoerd vanaf 15 april tot en met 30 juni;

Voor de toepassing van het eerste lid, wordt beschouwd dat 200 meter heg of bosstrook een invloed hebben op één hectare.

Onderafdeling 2

Submethode 1.b : alleenstaande bomen, struiken en bosjes, hoogstammige vruchtbomen

Art. 4. § 1. De landbouwer die zich ertoe verbindt dergelijke elementen aan te geven en te onderhouden, kan een jaarlijkse steun van 25 euro per schijf van 10 elementen verkrijgen.

§ 2. Als de landbouwer voor deze submethode tijdens de verbintenisperiode verzoekt om de verbintenis van bijkomende agromilieuelementen, wordt de toe te kennen steun slechts verhoogd als de overwogen wijziging gelijk is aan 10 percent of meer van het totaal aantal elementen betreffende de lopende verbintenis.

In dat geval wordt de verbintenis van de landbouwer met de bijkomende elementen aangevuld en vermeldt hij ze in de jaarlijkse betalingsaanvragen van de nog te lopen verbintenisperiodes.

Art. 5. De na te leven voorwaarden zijn de volgende:

1° de in aanmerking komende elementen zijn gelegen op landbouwpercelen of aan de rand ervan;

2° de in aanmerking komende elementen bestaan uit :

a) hoogstammige vruchtbomen gelegen in blijvend grasland;

b) alleenstaande bomen, dood of levend, van een inheemse loofsoort, gelegen op meer dan 10 meter van elke andere boom, heg, bosstrook of bosje, waarvan de omtrek van de stam, gemeten op een hoogte van 1,30 meter, gelijk is aan 40 centimeter of meer;

c) bosjes en struiken van een inheemse loofsoort gelegen op meer dan 10 meter van elke andere boom, heg, bosstrook of bosje, met een hoogte van meer dan 1,5 meter;

d) bosjes kleiner dan 4 are gelegen op meer dan 10 meter van elke andere alleenstaande boom, struik, bosstrook of heg;

3° de landbouwer verbindt zich ertoe die elementen niet te vernietigen en, desnoods, binnen twaalf maanden minstens het equivalent van de beschadigde elementen te planten;

4° hij gebruikt geen bemestings- en gewasbeschermingsmiddelen aan de voet van die elementen, noch op de elementen. Alleen plaatselijke bestrijdingen van netel, distel en rumex zijn toegelaten;

5° eventuele onderhoudswerken (snoeien) mogen niet uitgevoerd worden vanaf 15 april tot en met 30 juni;

Voor de toepassing van het eerste lid wordt beschouwd dat een schijf van 10 elementen die de vereiste voorwaarden vervult, een invloed heeft op 0,5 hectare.

Onderafdeling 3. — Submethode 1.c : poelen

Art. 6. § 1. De landbouwer die zich ertoe verbindt op zijn landbouwpercelen gelegen poelen aan te geven en te onderhouden, kan een jaarlijkse steun van 50 euro per poel verkrijgen.

§ 2. Als de landbouwer voor deze submethode tijdens de verbintenisperiode verzoekt om de verbintenis van bijkomende agromilieuelementen, wordt de toe te kennen steun slechts verhoogd als de overwogen wijziging gelijk is aan 10 percent of meer van het totaal aantal elementen betreffende de lopende verbintenis.

In dat geval wordt de verbintenis van de landbouwer met de bijkomende elementen aangevuld en vermeldt hij ze in de jaarlijkse betalingsaanvragen van de nog te lopen verbintenisperiodes.

Art. 7. De na te leven voorwaarden zijn de volgende:

1° de poelen zijn stilstaande watervlakken die op landbouwpercelen gelegen zijn en waarvan de oppervlakte vanaf 1 november tot en met 31 mei minimum 10 m² bedraagt;

2° een strook van minstens twee meter breed rond de poel mag nooit beploegd worden en is niet toegankelijk voor het vee; er kan evenwel voorzien worden in een drinkplaats op voorwaarde dat het toegankelijke gedeelte niet meer bedraagt dan 25 % van de oppervlakte en de omtrek van de poel;

3° het is verboden te strooien en te verstuiwen op minder dan tien meter van de oevers;

4° ophoging is verboden alsook elke introductie van afvalstof, product of stof die schadelijk zou kunnen zijn voor de poel, elk dier, exotische plant, zwemvogel of vis;

5° bij dicht- of aanslibbing moet de landbouwer de poel ruimen en ten minste 25 % van de omtrek zacht glooiend houden of aanleggen;

Voor de toepassing van het eerste lid wordt beschouwd dat elke poel die deze voorwaarden vervult een invloed heeft op één hectare.

Afdeling 2. — Methode 2 - Natuurlijk grasland

Art. 8. § 1. De landbouwer die zich ertoe verbindt sommige percelen blijvend grasland volgens het hierna opgenomen bestek te beheren, met uitzondering van de percelen of perceelgedeelten die de vergoeding Natura-2000 genieten krachtens het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur, kan voor grasland onder sterke druk een jaarlijkse steun van 200 euro per hectare verkrijgen;

§ 2. Dezelfde methode kan het voorwerp uitmaken van in de tijd gedifferentieerde steunaanvragen voor zover elk van hen betrekking heeft op andere percelen dan degene die het voorwerp zijn van een vorige verbintenis die nog loopt of op andere lengten dan degene die het voorwerp zijn van een vorige verbintenis. Daarenboven voldoet de landbouwer voor elke steunaanvraag aan alle overeenstemmende voorwaarden die in deze bijlage omschreven worden.

Art. 9. De na te leven voorwaarden zijn de volgende:

1° geen tussenkomst op het perceel, met inbegrip van begrazing, maaien, bemesting, van 1 januari tot en met 15 juni; Tussen 1 januari en 15 april wordt evenwel een eenmalige oppervlakkige nivellering (slechten van molshopen of herstel van door wilde zwijnen veroorzaakte schade) toegestaan;

2° het vee aanwezig op het perceel mag na 15 juni geen krachtvoer noch voeder krijgen;

3° de aanbreng van bemestings- en grondverbeteringsmiddelen wordt beperkt tot een jaarlijkse strooiing van boerderijmest (dierlijke mest) van 15 juni tot en 31 juli;

4° geen gebruik van fytosanitaire producten, met uitzondering van een plaatselijke bestrijding van netel, distel en rumex;

5° geen zaaiingen of overzaaiingen;

6° van 15 juni tot en 30 september kan het beheer van het perceel worden uitgevoerd door grazen, door maaien met oogst of door de combinatie van beide, met behoud van minstens 5 percent niet gemaaide schuilgebieden tot de volgende maai- of graasbeurt. De ligging van het schuilgebied kan bij elke maaibeurt veranderen. Indien tussen 15 juni en 15 juli gemaaid wordt, mag het perceel hetzij een tweede keer gemaaid worden tussen 15 augustus en 30 september, hetzij gegraasd worden na 1 augustus. Na 30 september wordt enkel begrazing toegelaten.

Afdeling 3. — Methode 3 - Extensieve groenstroken

Art. 10. § 1. Deze methode kan toegepast worden op oppervlaktes van minder dan 10 aren.

§ 2. Ze kan het voorwerp uitmaken van in de tijd gedifferentieerde steunaanvragen voor zover elk van hen betrekking heeft op andere percelen dan degene die het voorwerp zijn van een vorige verbintenis die nog loopt of op andere lengten dan degene die het voorwerp zijn van een vorige verbintenis. Daarenboven voldoet de landbouwer voor elke steunaanvraag aan alle overeenstemmende voorwaarden die in deze bijlage omschreven worden.

§ 3. De methode van de extensieve groenstroken bevat twee submethoden.

Onderafdeling 1. — Submethode 3.a : met gras bezaaide perceelsranden;

Art. 11. De landbouwers die de submethode "met gras bezaaide perceelsranden" aannemen met inachtneming van het hierna opgenomen bestek, kunnen een jaarlijkse steun van 21,60 euro per strook van 20 meter lang verkrijgen, behalve voor de percelen die in aanmerking komen voor een vergoeding als beheerseenheid 4 onder de voorwaarden waarin het besluit van de Waalse Regering van 12 november 2012 voorziet.

Art. 12. De na te leven voorwaarden zijn de volgende:

1° de met gras bezaaide perceelsrand wordt hetzij aangeplant ter vervanging van een akkerbouwoppervlakte en op het geheel of een gedeelte van de omtrek ervan, hetzij gehandhaafd op een oppervlakte die het voorwerp heeft uitgemaakt van steun;

2° de met gras bezaaide perceelsrand wordt minstens vijf jaar lang gehandhaafd op het geheel of een gedeelte van de perimeter van een oppervlakte die tijdens die periode voor akkerbouwteelt bestemd wordt. Wat betreft de betrokken akkerbouwoppervlakte, mogen twee met gras bezaaide perceelsranden niet in de lengte naast elkaar liggen. Er kan evenwel van die principes afgeweken worden voor zover de aanvankelijke configuratie van het betrokken gedeelte van de akkerbouwoppervlakte waarop de met gras bezaaide perceelsrand is aangelegd, tussen 24 en 36 meter breed was;

3° de met gras bezaaide perceelsrand mag niet worden aangeplant langs blijvend grasland, behalve als het grasland en de met gras bezaaide perceelsrand door een heg gescheiden worden;

4° ze is minstens 200 meter lang. De minimumlengte van 200 meter kan verkregen worden door stroken van met gras bezaaide perceelsrand van minstens 20 meter lang samen te voegen;

5° de breedte van die perceelsranden bedraagt overal 12 meter;

6° de oppervlakte van de perceelsranden mag in geen geval groter zijn dan 9 % van de akkerbouwoppervlakte van het bedrijf zoals bepaald door het betaalorgaan op basis van de vastgelegde akkerbouwoppervlakten vermeld in de verzamelaanvraag van de landbouwer voor het jaar van indiening van de aanvankelijke aanvraag van de betrokken agromilieusteun; indien een deel van het bedrijf volgens de biologische productiemethode wordt gerund, mag de oppervlakte van alle biologische met gras bezaaide perceelsranden niet hoger zijn dan 9 % van de in het kader van de steun aan de biologische landbouw vastgelegde akkerbouwoppervlakte;

7° bij aanleg moet de perceelsrand ingezaaid worden met een gevarieerd mengsel waarvan de samenstelling wordt meegedeeld aan de administratie. De lijst van de voorgestelde soorten wordt hierna opgenomen (lijst "Plantensoorten voor perceelsranden"). De keuze van de samenstelling wordt overgelaten aan het oordeel van de landbouwer voor zover wordt voldaan aan volgende voorwaarden :

a) basisgramineën :

i. het (gewicht)percentage van de zaden ligt tussen 50 en 85 % van de mengeling;

ii. de niet-meerjarige of zeer intensieve soorten, zoals gekruist Italiaans of Westerwoldraaigras, alsook de geteelde dravikken zijn uitgesloten;

iii. het Engelse raaigras, het doddegras en de beemdlangbloem vertegenwoordigen elk maximum 30 % van het mengsel;

b) basispeulvruchten (zie lijst) :

het (gewicht)percentage van het zaad ligt tussen 15 en 40 % van de mengeling;

ii. ten minste drie soorten zijn aanwezig, elk naar rata van minimum 5 % van het mengsel;

c) andere dicotylen (zie lijst) : in het mengsel kunnen andere dicotylen toegevoegd worden voorzover geen enkele soort 5 % van het mengsel overschrijdt;

8° er worden geen bemestingsmiddelen gebruikt;

9° er worden geen fytosanitaire producten gebruikt; het plaatselijk bestrijden van netel, distel en rumex met specifieke herbiciden is evenwel toegelaten;

10° er wordt geen beweiding toegestaan op de perceelsrand;

11° de enige toegelaten beheerswijze is maaien tussen 16 juli en 15 september, met afvoer van het afgemaaide gras. Bij elke maaibeurt wordt een strook van minstens 2 meter breed niet gemaaid. Die schuilstrook wordt gehandhaafd tot de volgende maaibeurt. De ligging van de strook kan bij elke maaibeurt veranderen. Afwijkingshalve is toppen zonder oogst toegelaten binnen twaalf weken na het inzaaien;

12° de met gras bezaaide perceelsrand is niet toegankelijk voor gemotoriseerde voertuigen die voor recreatieve doeleinden worden gebruikt. Hij mag niet worden gebruikt als weg of voor de doorgang van voertuigen, met inbegrip van de voertuigen die noodzakelijk zijn voor de exploitatie van het aangrenzende akkerbouwteeltperceel. Bovendien worden bemesting, bodemverbetering noch oogst toegelaten op die perceelsrand;

13° in geval van modderstroom of afzetting van meer dan 10 centimeter dik, of van schade veroorzaakt door tijdelijke werken van openbaar nut, wordt de grasachtige bedekking gereinigd en/of opnieuw aangeplant.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt beschouwd dat een perceelsrandgedeelte van 20 meter lang een invloed heeft op 0,3 hectare.

Plantensoorten voor perceelsranden

BASISPEULVRUCHTEN

- 1° Rolklaver - *Lotus corniculatus*;
- 2° Hopperupsklaver - *Medicago lupulina*;
- 3° Luzerne - *Medicago sativa*;
- 4° Steenklaver - *Onobrychis viciifolia*;
- 5° Rode klaver - *Trifolium pratense*;
- 6° Witte klaver - *Trifolium repens*.

ANDERE DICOTYLEN

- 1° Wilde kervel - *Anthriscus sylvestris*;
- 2° Korenbloem - *Centaurea cyanus*;
- 3° Wilde cichorei - *Cichorium intybus*;
- 4° Wilde peen - *Daucus carota*;
- 5° Gewoon slangekruid - *Echium vulgare*;
- 6° Leverkruid - *Eupatorium cannabinum*;
- 7° Sint-Janskruid - *Hypericum perforatum*;
- 8° Beemdkroon - *Knautia arvensis* ;
- 9° Margriet - *Leucanthemum vulgare*;
- 10° Koekoeksbloem - *Lychmis flos cuculi* ;
- 11° Kattestaart - *Lythrum salicaria*;
- 12° Muskuskaasjeskruid - *Malva moschata*;
- 13° Groot kaasjeskruid - *Malva sylvestris*;
- 14° Witte honingklaver - *Melilotus alba*;
- 15° Akkerhoningklaver - *Melilotus officinalis*;
- 16° Watermunt - *Mentha aquatica*;
- 17° Wilde marjolein - *Origanum vulgare*;
- 18° Kleine klaproos - *Papaver dubium*;
- 19° Gewone klaproos - *Papaver rhoeas*;
- 20° Smalle weegbree - *Plantago lanceolata*;
- 21° Gewone brunel - *Prunella vulgaris*;
- 22° Wouw - *Reseda lutea*;
- 23° Veldzuring - *Rumex acetosa*;
- 24° Knopig helmkruid - *Scrophularia nodosa*;
- 25° Ruwe smeewortel - *Symphytum asperum*;
- 26° Smeewortel - *Symphytum officinale*;
- 27° Uplandse smeewortel - *Symphytum x uplandicum*;
- 28° Basterdklaver - *Trifolium hybridum*;
- 29° Inkarnaatklaver - *Trifolium incarnatum*.

Onderafdeling 2. Submethode 3.b : extensieve graslandstrook

Art. 13. De landbouwers die de submethode "extensieve graslandstrook" aannemen met inachtneming van het hierna opgenomen bestek, kunnen een jaarlijkse steun van 21,6 euro per strook van 20 meter lang verkrijgen, behalve voor de percelen die in aanmerking komen voor een vergoeding Natura 2000 voor een beheerseenheid 4 onder de voorwaarden waarin het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 voorziet.

Wat de beheerseenheden 2 en 3 betreft, wordt het bedrag tot 15,34 euro verlaagd voor de percelen die in aanmerking komen voor een vergoeding Natura 2000 krachtens het besluit van de Waalse Regering van 8 novembre 2012.

Art. 14. De na te leven voorwaarden in geval van beheer van extensieve graslandstroken zijn de volgende :

- 1° enkel de extensieve graslandstroken aangeplant langs blijvend grasland komen in aanmerking;
- 2° die graslandstrook wordt aangeplant langs een waterloop of -vlak of langs erkende of domaniale natuurreservaten en vochtige gebieden met een biologische waarde;
- 3° ze is minstens 100 meter lang. De minimumlengte van 100 meter kan verkregen worden door gedeelten van extensieve graslandstroken van minstens 20 meter lang samen te voegen;

4° de breedte van die stroken bedraagt overal 12 meter. De oppervlakte van de stroken mag geenszins groter zijn dan 9 % van de graslandoppervlakte zoals bepaald door de administratie op basis van de vastgelegde graslandoppervlakten vermeld in de verzamelaanvraag van de landbouwer voor het jaar van indiening van de aanvankelijke aanvraag van de betrokken agromilieusteun;

5° op de extensieve graslandstrook worden bemestingsmiddelen noch fytofarmaceutische producten gebruikt, met uitzondering van plaatselijke bestrijdingen van netel, distel en rumex;

6° indien er niet geweid wordt, is de enige toegelaten beheerswijze maaien tussen 1 juli en 15 september, met afvoer van het afgemaaid gras. Bij elke maaibeurt wordt een schuilstrook van minstens 2 meter breed ongemaaid gelaten en mag het perceel niet worden gegraasd vóór 1 augustus. Die schuilstrook wordt gehandhaafd tot de volgende maaibeurt. De ligging van de strook kan bij elke maaibeurt veranderen;

7° op de extensieve graslandstrook kan pas na 1 juli geweid worden;

8° afgezien van een specifieke plek waar het kan drinken, heeft het vee geen rechtstreekse toegang tot de oevers en de bedding van de waterloop;

9° het vee aanwezig op het perceel waarop de extensieve graslandstrook is aangelegd, strook inbegrepen, mag voeder noch krachtvoeder krijgen;

10° de extensieve graslandstrook is niet toegankelijk voor gemotoriseerde voertuigen die voor recreatieve doeleinden worden gebruikt. Ze mag niet worden gebruikt als weg. Bovendien mogen bemesting, bodemverbetering of oogsten niet toegelaten worden op die strook;

11° een extensieve graslandstrook kan niet in aanmerking komen voor steun bij toepassing van de methoden 2 of 8.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt beschouwd dat een extensieve graslandstrook van 20 meter lang een invloed heeft op 0,3 hectare.

Afdeling 4. — Methode 4. — Wintergrondbedekking

Art. 15. § 1. De landbouwer die zich ertoe verbindt een plantendek te zaaien in de vorige teelt (grasachtige planten in een graangewas of tussen de maïsrijen) of zodra mogelijk na de vorige oogst, hoe dan ook vóór 15 september, kan een jaarlijkse steun van 100 euro per hectare verkrijgen voor zover hij dat plantendek behoudt tot 1 januari.

§ 2. De methode kan het voorwerp uitmaken van in de tijd gedifferentieerde steunaanvragen voor zover elk van hen betrekking heeft op andere percelen dan degene die het voorwerp zijn van een vorige verbintenis die nog loopt of op andere lengten dan degene die het voorwerp zijn van een vorige verbintenis. Daarenboven voldoet de landbouwer voor elke steunaanvraag aan alle overeenstemmende voorwaarden die in deze bijlage omschreven worden.

Art. 16. De volgende voorwaarden moeten nageleefd worden :

1° de landbouwer verbindt zich ertoe elk jaar van de verbintenis een oppervlakte van grondwinterbedekking aan te planten die ten minste gelijk is aan de oppervlakte die voor die methode vermeld wordt in zijn aanvankelijke verbintenis. Die minimale oppervlakte is die welke het recht op de overeenstemmende steun opent. De bijkomende oppervlakte waarop de methode aangewend wordt, geeft recht op geen enkele steun in hoofde van de betrokken verbintenis;

2° de in aanmerking komende oppervlakten worden vermeld in de verzamelaanvraag van de begunstigde voor het jaar na dat van de aanplanting van het plantendek. Die oppervlakten kunnen evenwel worden aangegeven door een andere landbouwer dan de begunstigde betrokken bij de agromilieusteun in de verzamelaanvraag van het jaar na de aanplanting van genoemd dek op voorwaarde dat bedoelde oppervlakten het voorwerp uitmaken van een gebruiksovereenkomst met een duur lager dan één jaar, ondertekend door beide partijen en betreffende de aanleg van een lenteteelt of braakland. De begunstigde beschikt over een afschrift van die overeenkomst zodat hij het aan de controleurs kan voorleggen bij een controle ter plaatse.

3° die wintergrondbedekking wordt vernietigd na 1 januari en uiterlijk 31 mei gevolgd door een teelt of braakland;

4° ze mag geen peulgewassen bevatten;

5° in afwijking van de datums vermeld in het eerste lid, 3°, en indien de vorige oogst plaatsgevonden heeft na 1 september, mag een plantendek van rogge of triticale worden aangeplant vóór 1 november om vervolgens dwingend vernietigd te worden tussen 1 maart en 1 mei;

6° er wordt geen minerale stikstofbemesting toegelaten.

Afdeling 5. — Methode 5 - Extensieve graanteelten

Art. 17. § 1. De landbouwer die zich tot extensieve graanteelt verbindt kan een jaarlijkse steun van 100 euro per hectare verkrijgen.

§ 2. Dezelfde methode kan het voorwerp uitmaken van in de tijd gedifferentieerde steunaanvragen voor zover elk van hen betrekking heeft op andere percelen dan degene die het voorwerp zijn van een vorige verbintenis die nog loopt of op andere lengten dan degene die het voorwerp zijn van een vorige verbintenis. Daarenboven voldoet de landbouwer voor elke steunaanvraag aan alle overeenstemmende voorwaarden die in deze bijlage omschreven worden.

Art. 18. De volgende voorwaarden moeten nageleefd worden :

1° de landbouwer verbindt zich ertoe elk jaar van de verbintenis de methode toe te passen op een oppervlakte die ten minste gelijk is aan die welke voor deze methode vermeld wordt in zijn aanvankelijke verbintenis. Die minimale oppervlakte is die welke het recht op de overeenstemmende steun opent. De bijkomende oppervlakte waarop de methode aangewend wordt, geeft recht op geen enkele steun in hoofde van de betrokken verbintenis;

2° tweerijige brouwerijgerst telen of rogge of nog, in benadeelde streken, spelt telen, masteluin telen of een mengsel van granen en peulgewassen (in de mengsels granen-peulgewassen en masteluin, moet de tweede soort minstens 20 % van het mengsel bedragen);

3° de aanvraag mag slechts betrekking hebben op de teelt die tijdens het betrokken kalenderjaar geogst zal worden en het is de op 31 mei bestaande teelt die bepaalt wat geteelt wordt;

4° deze maatregel is niet cumuleerbaar met de steun voor biologische landbouw.

Afdeling 6. — Methode 6 - Bedreigde plaatselijke rassen

Art. 19. § 1. De landbouwer die zich verbindt tot het houden van dieren van een bedreigd plaatselijk ras die op onderstaande lijst staan vermeld, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 120 euro per runder, 200 euro per paard en 30 euro per schaaap.

§ 2. Dezelfde methode kan het voorwerp uitmaken van in de tijd gedifferentieerde steunaanvragen voor zover elk van hen betrekking heeft op andere percelen dan degene die het voorwerp zijn van een vorige verbintenis die nog loopt of op andere dieren dan degene die het voorwerp zijn van een vorige verbintenis. Daarenboven voldoet de landbouwer voor elke steunaanvraag aan alle overeenstemmende voorwaarden die in deze bijlage omschreven worden.

Art. 20. De betrokken dieren moeten voldoen aan volgende voorwaarden :

- 1° voldoen aan de oorspronkelijke standaard van het als met verdwijning bedreigde erkende ras;
- 2° opgenomen zijn in het erkende stamboek van het ras of op een gelijkwaardige lijst;
- 3° minstens 2 jaar oud zijn voor paarden en runderen en minstens 6 jaar oud voor schapen;
- 4° opgenomen zijn in Sanitrace, het identificatie- en registratiesysteem voor dieren, indien het gaat om runderen of schapen.

De lijst van de bedreigde plaatselijke rassen die in aanmerking komen voor de steun is vastgelegd als volgt :

1° runderrassen :

a) Gemengd Wit-Blauw;

2° schapenrassen :

a) Belgisch melkschaaap;

b) "Entre-Sambre-et-Meuse"-schaaap;

c) Houtlandschaaap;

d) Voskop;

e) Mergellandschaaap;

3° paardenrassen :

a) Ardenner trekpaard;

b) Belgisch trekpaard.

Deze lijst kan worden door de Minister herzien in conformiteit met, o.a., de desbetreffende Europese bepalingen.

Om de steun te verkrijgen voegt de landbouwer voor elk dier bij zijn aanvankelijke aanvraag :

1° voor runderen, een afschrift van de definitieve identiteitskaart afgegeven door de instelling die het stamboek van het betrokken runderras beheert;

2° voor paarden, een afschrift van de identificatiedocumenten ter bevestiging van de registratie in het stamboek alsook van het behoren tot het betrokken ras;

3° voor schapen, een afschrift van het geboortecertificaat afgegeven door de instelling die de stamboeken beheert of een afschrift van het zoötechnische certificaat van het dier waarbij zijn behoren tot het betrokken plaatselijke ras wordt bewezen, of elk ander stuk afgegeven door de instelling die de stamboeken beheert waarbij zijn behoren tot het betrokken plaatselijke ras wordt bewezen; de jaarlijkse formulieren inzake bestrijding- of geboorteaangifte zijn beschikbaar om aan de controleurs voor te leggen bij een controle ter plaatse en bevatten minstens het aantal geprimeerde dieren voor het betrokken ras.

Afdeling 7. — Methode 7 - Lage veebezetting

Art. 21. § 1. De landbouwer die zich ertoe verbindt lage veebezettingen te handhaven kan een jaarlijkse steun van 100 euro per hectare blijvend grasland verkrijgen.

§ 2. Voor de berekening van de veebezetting in het kader van de methode 7 kunnen de buiten het Waalse Gewest gelegen percelen in overweging genomen worden indien een voederoppervlakte gelegen is in een andere lidstaat dan die waar de bedrijfszetel van de landbouwer die ze uitbaat gevestigd is, of in een ander Gewest. Die oppervlakte wordt op verzoek van de landbouwer beschouwd als deeluitmakend van zijn bedrijf voor zover ze gelegen is in de onmiddellijke nabijheid ervan en dat meer dan 50 percent van het geheel van de landbouwoppervlakten die hij gebruikt gelegen is in de lidstaat waar zijn activiteit hoofdzakelijk gelegen is en voor zover die oppervlakte in de verzamelaanvraag opgenomen is.

Als de landbouwer de vastgelegde oppervlakte voor deze methode verhoogt tijdens de verbintenisperiode wordt de toe te kennen steun slechts verhoogd als ze gelijk is aan 10 percent of meer van de totale oppervlakte die in overweging genomen wordt in de lopende verbintenis voor die methode.

In dit geval wordt de aanvankelijke verbintenis van de landbouwer aangevuld met de bijkomende oppervlakten voor de nog te lopen verbintenisperiode.

Art. 22. De volgende voorwaarden moeten nageleefd worden :

1° de veebezetting van het bedrijf is lager dan 1,4 GVE per hectare blijvend grasland en tijdelijk grasland. Als de veebezetting lager is dan 0,6 GVE per hectare grasland, worden de oppervlakten die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de steun, beperkt tot die welke noodzakelijk zijn om een veebezetting van 0,6 GVE per hectare te bereiken;

2° het afgemaaid of geweide gras is uitsluitend voor de veestapel van het bedrijf bestemd;

3° de enige toegestane verspreidingen van organische stoffen op die weiden zijn die van de meststoffen voortgebracht door de dieren die gebruikt zijn om de lage veebezetting te berekenen. Afwijkingshalve wordt de inbreng van andere mest toegestaan voor de landbouwers die geen minerale meststoffen spreiden op die weiden, voor zover het grondgebondenheidscijfer van het bedrijf, zoals bepaald in Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, gelijk is aan 0,6 of minder;

4° het gebruik van fytosanitaire producten is verboden in de weiden, met uitzondering van de plaatselijke behandeling onder de elektrische afsluitingen en de bestrijding van netel, distel en rumex.

De veebezetting is de gemiddelde bezetting van het bedrijf voor het betrokken kalenderjaar. Die bezetting wordt vastgesteld op grond van de volgende elementen:

1° het gemiddelde van de dagelijkse gegevens uit het identificatie- en registratiesysteem Sanitrace, wat betreft runderen;

2° het aantal paardachtigen aangegeven door de landbouwer in zijn verzamelaanvraagformulier voor het betrokken jaar;

3° de jaarlijkse inventaris betreffende de identificatie en registratie van schapen en geiten.

Art. 23. Het aantal GVE's betreffende die dieren wordt berekend d.m.v. de volgende coëfficiënten :

1° runderen van twee jaar en ouder, paarden ouder dan zes maanden: 1 GVE;

2° runderen van 0 tot zes maanden: 0,4 GVE;

3° runderen tussen zes maanden en twee jaar: 0,6 GVE;

3° schapen of geiten ouder dan zes maanden : 0,15 GVE;

5° hertachtingen ouder dan zes maanden: 0,25 GVE.

Afdeling 8. Methode 8 - Grasland met een hoge biologische waarde

Art. 24. Deze methode 8 is overal toegankelijk in blijvend grasland, behalve in beheerseenheid 4 in gebieden aangewezen als Natura 2000.

Art. 25. § 1. De landbouwer die zich ertoe verbindt sommige percelen blijvend grasland volgens onderstaand bestek te beheren, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 450 euro per hectare, verminderd tot 210 €/ha voor grasland in beheerseenheid 2 of 3 in gebieden aangewezen als Natura 2000.

§ 2. De methode of submethode kan het voorwerp uitmaken van in de tijd gedifferentieerde steunaanvragen voor zover elk van hen betrekking heeft op andere percelen dan degene die het voorwerp zijn van een vorige verbintenis die nog loopt of op andere lengten dan degene die het voorwerp zijn van een vorige verbintenis. Daarenboven voldoet de landbouwer voor elke steunaanvraag aan alle overeenstemmende voorwaarden die in deze bijlage omschreven worden.

Art. 26. De volgende voorwaarden moeten nageleefd worden :

1° een voorafgaande diagnose betreffende de biologische waarde van het perceel moet aanleiding geven tot een voorafgaand eensluidend advies dat behoorlijk betekend wordt door de administratie, excl. betaalorgaan, en dat de specifieke bepalingen voor de plaatselijke toestand bevat;

2° geen activiteit (weiden, maaien,...) op het perceel tijdens een in het eensluidend advies bepaalde periode die, behoudens bijzondere gevallen, van 1 januari tot een in genoemd advies bepaalde datum in juli loopt. Tussen 1 januari en 15 april wordt evenwel een eenmalige oppervlakkige nivellering (slechten van molshopen of herstel van door wilde zwijnen veroorzaakte schade) toegestaan;

3° het vee aanwezig op het perceel na die datum mag voeder noch krachtvoeder krijgen;

4° de aanbreng van bemestings- en grondverbeteringsmiddelen is niet toegelaten, met uitzondering van de teruggave aan de bodem door de dieren tijdens het weiden;

5° het gebruik van fytosanitaire producten is verboden, met uitzondering van een plaatselijke bestrijding van netel, distel en rumex;

6° geen zaaiingen of overzaaiingen;

7° in geval van een ander beheer dan weiden wordt enkel maaien met afvoer van het product toegelaten. In dit geval wordt minstens 10 % van de perceeloppervlakte niet gemaaid en in de vorm van schuikstroken gehouden. Bij elke maaibeurt wordt een dergelijk schuilgebied tot de volgende maaibeurt gehandhaafd. De ligging van de schuilstrook kan echter veranderen bij elke maaibeurt. In geval van weiden na de maaibeurt binnen de in het eensluidend advies bedoelde termijn, kan het schuilgebied geweid worden. De eventuele andere modaliteiten in verband met het weiden worden nader bepaald in het eensluidend advies;

8° behoudens rechtvaardiging in het eensluidend advies, zijn bagger- of ruimingswerken in sloten verboden;

9° deze maatregel is niet cumuleerbaar met methode 2 (natuurlijk grasland) of submethode 3.b (extensieve graslandstrook).

Afdeling 9. — Methode 9 - Ingerichte perceelstrook

Art. 27. Mits eensluidend advies is de methode 9 overal toegankelijk, behalve in beheerseenheid voor de gebieden aangewezen als « Natura 2000 ».

Deze methode kan toegepast worden op oppervlaktes van minder dan 10 aren.

Art. 28. Dezelfde methode kan het voorwerp uitmaken van in de tijd gedifferentieerde steunaanvragen voor zover elk van hen betrekking heeft op andere percelen dan degene die het voorwerp zijn van een vorige verbintenis die nog loopt of op andere lengten dan degene die het voorwerp zijn van een vorige verbintenis. Daarenboven voldoet de landbouwer voor elke steunaanvraag aan alle overeenstemmende voorwaarden die in deze bijlage omschreven worden.

Art. 29. De landbouwers die de methode "ingerichte perceelstroken" aannemen, komen in aanmerking voor een jaarlijkse steun van 30 euro per strook van 20 meter lang.

Art. 30. De volgende voorwaarden moeten in alle gevallen worden nageleefd :

1° de ingerichte perceelstrook wordt hetzij aangeplant ter vervanging van een akkerbouwooppervlakte en op het geheel of een gedeelte van de perimeter ervan;

2° de ingerichte perceelstrook worden minstens vijf jaar gehandhaafd op het geheel of op een gedeelte van de perimeter van een oppervlakte die tijdens die periode voor akkerbouwteelt wordt bestemd. Wat betreft de betrokken akkerbouwooppervlakte, mogen twee ingerichte perceelstroken niet longitudinaal naast elkaar liggen. Er kan echter van die principes worden afgeweken voor zover de aanvankelijke configuratie van het betrokken gedeelte van de akkerbouwooppervlakte waarop de ingerichte perceelstrook is aangelegd, tussen 3 en 42 meter breed was;

3° de standaardbreedte van die stroken bedraagt 12 meter. De in aanmerking komende lengte kan echter worden teruggebracht op 3 meter of verlengd tot 21 meter. In alle gevallen wordt de steun berekend op dezelfde basis, met name 30 euro voor het equivalent van een gedeelte van 20 meter lang op de standaardbreedte van 12 meter; de lengte wordt verhoudingsgewijs aangepast aan de effectieve breedte (20 meter op 12 zijn dus gelijk aan 60 meter op 4);

4° de minimale lengte per verbintenis bedraagt 200 meter, per strook van minstens 20 meter;

5° de bijzondere doelstellingen van de strook alsook onder meer de keuze van de plaats, breedte, bodembedekking gewassen, datums en beheerswijze (maaien, opnieuw inzaaien, oprichting van heuvels, grasstroken of stroken naakte grond die mechanisch onderhouden worden,...) worden nader bepaald in het in artikel 10 bedoelde eensluidend advies, rekening houdend met de plaatselijke uitdagingen en eisen inzake landbouw en leefmilieu;

6° in geen geval mag de oppervlakte van de met gras bezaaide perceelsranden die onder de methoden 3a en 9 vallen hoger zijn dan 9 percent van de akkerbouwoppervlakte van het bedrijf zoals bepaald door de administratie op basis van de akkerbouwoppervlakten vermeld in de verzamelaanvraag van de landbouwer voor het jaar van indiening van de betrokken aanvankelijke aanvraag om agromilieusteun; indien een deel van het bedrijf volgens de biologische productiemethode wordt geëxploiteerd, mag de oppervlakte van alle biologische met gras bezaaide perceelsranden en perceelstroken niet hoger zijn dan 9 percent van de in het kader van de steun voor de biologische landbouw vastgelegde akkerbouwoppervlakte;

7° bemesting en grondverbetering worden niet toegelaten;

8° geen gebruik van fytosanitaire producten, met uitzondering van een plaatselijke bestrijding van netel, distel en rumex;

9° de betrokken percelen zijn niet toegankelijk voor gemotoriseerde voertuigen die voor recreatieve doeleinden worden gebruikt. Ze mogen niet worden gebruikt als weg of voor de doorgang van voertuigen. Bovendien worden bemesting, bodemverbetering noch oogst toegelaten op die stroken;

Voor de toepassing van het eerste lid wordt beschouwd dat een ingerichte perceelstrook van 20 meter lang een invloed heeft op 0,3 hectare.

Afdeling 10. — Methode 10 - Actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw

Art. 31. Elke landbouwer die één of meer landbouwpercelen in het Waalse Gewest exploiteert en die de methode "actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw" toepast, kan in aanmerking komen voor een steun die volgens volgende formule wordt berekend :

$$\text{Steun (Eur)} = 20 X - 5 Y + 0.05 Z$$

waarin :

X= aantal hectaren \leq 40

Y= aantal hectaren $>$ 40 en \leq 200

Z = bedrag van de steun in verband met de methoden 1 tot 9 zoals vastgesteld op basis van de verzamelaanvraag en steunaanvraag van de landbouwer voor het jaar van indiening van het aanvankelijke aanvraag

Het jaarlijkse bedrag van die steun wordt beperkt tot maximum 3.0000 euro per bedrijf en per jaar.

Art. 32. De volgende voorwaarden moeten in alle gevallen worden nageleefd :

1° vóór de indiening van de aanvankelijke aanvraag een actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw opmaken met een begeleidingsambtenaar;

2° dat actieplan in de loop van de vijf jaar van de verbintenis uitvoeren door de onder punt 3° bedoelde bijwerkingen op te nemen;

3° elk jaar vanaf het tweede jaar van de verbintenis het actieplan bijwerken met behulp van een begeleidingsambtenaar door de uitvoering van het actieplan te evalueren en de eventuele problemen uitdrukkelijk te identificeren. Als het bedrijf belangrijke wijzigingen ondergaat of als, eventueel, nieuwe elementen de uitvoering van het plan vergemakkelijken of vertragen, wordt de begeleidingsambtenaar daarvan op de hoogte gebracht door de landbouwer opdat het plan gewijzigd zou kunnen worden;

4° na afloop van de vijf jaar van de verbintenis, zal een verslag opgesteld met behulp van een begeleidingsambtenaar de resultaten, conclusies en perspectieven van het actieplan voorleggen t.a.v. de nagestreefde doelstellingen. Een positieve evaluatie van het plan, gegrond op een voldoende uitvoering van de doelstellingen, is een voorwaarde voor de voortzetting ervan na die vervaldatum;

5° de sterke en zwakke punten van het bedrijf inzake milieuvriendelijke landbouw worden onderzocht met inachtneming van de indicatieve lijst van volgende elementen en rekening houdend met zijn specifieke kenmerken :

a) beheer van de bemesting en van de grond (bemestingsboekje en -plan, compostering, biomethanisatie, bijdrage tot mestbanken, wintergrondbedekking, maatregelen voor een redelijke bemesting (tarwe en andere teelten), voederanalyse en berekening van porties, analyse van organische dierlijke mest, aanwezigheid van teelten met een sterk verminderd gebruik van biociden en meststoffen, gerichte toepassingen,...), analyses van landbouwpercelen;

b) beheer van de fytosanitaire behandelingen, met inbegrip van de uitrusting van het spuittoestel (spoelkuip, blikkenspoelmachine, vulbegrenzingsapparaat,...), technieken voor alternatieve onkruidbestrijding, aanwezigheid van een fytofab, biologische bestrijding, geïntegreerde bestrijding of biologische uitbating;

c) landschappelijk beheer en inrichting van de omtrek van de boerderij, met name de architecturale integratie van de verschillende gebouwen, onderhoud van de omtrek van de boerderij, zichtbaarheid van eventuele negatieve elementen t.a.v. omwoners en het publiek in het algemeen, gebruik van beplantingen voor voornoemde inrichting, inheemse aard van de beplantingen;

d) beheer van biodiversiteits- en landschapselementen in het landbouwgebied, met name het gedeelte gebruikt door het ecologisch netwerk in het bedrijf, gepaste uitbating van marginale weiden, goedkeuring van acties voor een milieuvriendelijke landbouw ter ontwikkeling van het ecologisch netwerk en het landschap alsook ter instandhouding van het leefmilieu aan de rand van landbouwpercelen, beschermde proportie van waterlopen, proportie van houtelementen die elk jaar onderhouden worden, extensieve exploitatie van natuurlijke milieus voor rekening van verenigingen of van het Gewest, oprichting van natuurlijke milieus (poelen, beplantingen,...), opvang van de aan landbouwgebouwen gebonden kleine fauna (zwaluwen, kerkuilen, vleermuizen,...), acties ter instandhouding van het landbouwpatrimonium;

e) zuiveringsacties, zoals geurbestrijding of afvalwaterbehandeling, en andere milieuaspecten, zoals het gebruik van producten of afvalstoffen voor de bemesting of de verbetering van de landbouwpercelen, energieteelten, partnerschap in milieu- of vrijetijdprojecten, bijenteelt, gecertificeerde producties.

Het actieplan bedoeld in het eerste lid, punt 1°, bevat de volgende elementen :

1° een milieudiagnose van het bedrijf. Die diagnose legt de nadruk op:

- a) de prioritaire milieu-uitdagingen van het grondgebied;
- b) de sterke en zwakke punten wat betreft de toepassing van de goede landbouwpraktijken;
- c) de specifieke sterke en zwakke punten van het bedrijf wat betreft de acties ter bevordering van een milieuvriendelijke landbouw die geïdentificeerd zijn volgens het patroon bedoeld in het eerste lid, 5°, met een bijzondere nadruk op die welke betrekking hebben op de prioritaire milieu-uitdagingen op het hele grondgebied;

2° doelstellingen op korte (één jaar), gemiddelde (vijf jaar) en lange termijn (perspectieven) die in elk geval betrekking hebben op de zwakke punten en die de troeven i.v.m. de prioritaire milieu-uitdagingen van het grondgebied (prioritaire doelstellingen) valoriseren. De factoren die onverenigbaar zouden zijn met de goedkeuring van doelstellingen die inspelen op de ene of andere prioritaire uitdaging, moeten uitdrukkelijk worden geïdentificeerd en vermeld;

3° een lijst van precieze acties voor een milieuvriendelijke landbouw (aanneming van goede praktijken, van maatregelen voor een milieuvriendelijke landbouw of andere soorten acties die ertoe kunnen bijdragen problemen op te lossen en de geïdentificeerde sterke punten te valoriseren) zal worden opgesteld t.o.v. de aangenomen doelstellingen met drie verschillende termijnen. De acties betreffende de doelstellingen op korte en gemiddelde termijn zullen realistisch worden bepaald en gepland in een vooruitlopend uitvoeringskalender.

Het actieplan alsook elke updating ervan maken het voorwerp uit van een verslag dat medeondertekend wordt door de begeleidingsambtenaar en de betrokken landbouwer.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2014 tot toekenning van agromilieusteun en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw.

Namen, 13 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

Bijlage 3

Tabel van cumulaties en verenigbaarheden van de verschillende methoden en submethoden

gewas	1.a. heggen	1.b. bomen of bosjes	1.c. poelen	3.a. met gras bezaaide perceelsranden	4. grondbedekking	5. extensieve graanteelten	9. ingerichte perceelstroken	biologische landbouw
1.a. heggen	S	S	S	C	C	C	C	C
1.b. bomen of bosjes		S	S	C	C	C	C	C
1.c. poelen			S	C	C	C	C	C
3.a. met gras bezaaide perceelsranden				S	S	S	X	C
4. grondbedekking					S	S	S	C
5. extensieve graanteelten						S	S	X
9. ingerichte perceelstroken							S	C
biologische landbouw								S

C = cumulatie van premies mogelijk (doel en/of eisen verschillen)

O = onbestaande (want gewas en/of periode verschillen, of gelijke maatregel in kolom en rang)

X = cumulatie niet toegelaten

grasland	1.a. heggen	1.b. bomen of bosjes	1.c. poelen	2. natuurlijk grasland	3. b grasland-strook;	lage veebezetting	8 grasland met een hoge biologische waarde	biologische landbouw
1.a. heggen	S	S	S	C	C	C	C	C
1.b. bomen of bosjes		S	S	C	C	C	C	C
1.c. poelen			S	C	C	C	C	C
2. natuurlijk grasland				S	X	C	X	C
3. B grasland-strook;					S	C	X	C
7. lage veebezetting						S	C	C
8 grasland met een hoge biologische waarde							S	C
biologische landbouw								S

C = cumulatie van premies mogelijk (doel en/of eisen verschillen)

O = onbestaande (gelijke maatregel in kolom en rang)

X = cumulatie niet toegelaten

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2014 tot toekenning van agromilieusteun en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw.

Namen, 13 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

Bijlage 4

Omzettingen toegelaten overeenkomstig artikel 20, § 2

Enig artikel. De omzettingen toegelaten overeenkomstig artikel 20, § 2, zijn de volgende :

1° de omzetting van een verbintenis betreffende de methoden of submethoden bedoeld in bijlage 1, 1° tot 9°, in een verbintenis voor de methode bedoeld in bijlage 1, 10°, of de vervanging van een verbintenis voor de methode bedoeld in bijlage 1, 10°, door een nieuwe versterkte verbintenis voor dezelfde methode;

2° de omzetting van een verbintenis voor de methode 2 bedoeld in bijlage 1, 2°, in een verbintenis voor de methode 8 bedoeld in bijlage 1, 8°;

3° de omzetting van een verbintenis voor de methode 3.a bedoeld in bijlage 1, 3°, in een verbintenis voor de methode 9 bedoeld in bijlage 1, 9°.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2014 tot toekenning van agromilieusteun en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw.

Namen, 13 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO